

justice

le Prince



Le Monde

55^e ANNÉE - N° 16807 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITaine

DIMANCHE 7 - LUNDI 8 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



Notre supplément du week-end change : quarante pages de programmes complets, toutes chaînes confondues, tous les films et les émissions sportives, avec plus d'enquêtes, de critiques, de portraits et d'échos.

La COB au coin

LA COUR de cassation a jugé, vendredi 5 février, que les procédures de sanctions appliquées par la COB (Commission des opérations de Bourse) ne respectent pas la Convention européenne des droits de l'homme. L'arrêt reproche au gendarme de la Bourse de ne pas séparer clairement l'instruction et le jugement des affaires. La COB - et sans doute d'autres organes de régulation comme le Conseil de la concurrence ou l'Autorité de régulation des télécommunications (ART), voire des ordres professionnels - devront réviser leurs procédures de sanctions pour mieux garantir les droits de la défense.

Lire page 16 et notre editorial page 15

Le cirque sur la mer



ONZE navigateurs ont pris le départ, samedi 6 février à Auckland, de la troisième étape du tour du monde à la voile en solitaire. Jean-Pierre Mouliné sur *Cray Valley* domine la classe 2. Enfant du cirque, ex-lanceur de conteaux devenu marin à trente-six ans, il ne semble pas craindre les tempêtes des mers du Sud.

Lire page 20

Auckland, 3 CH : Australie-Grenade, 8 F ; Argentine, 26 ATD ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 F CAN ; Côte d'Ivoire, 162 F CFA ; Danemark, 15 KDK ; Espagne, 225 PTA ; Grèce-Bulgarie, 12 ; Grèce-Hongrie, 140 G ; Irlande, 200 Pounds-Irish ; Italie, 48 P. ; Malte, 100 M. ; Pays-Bas, 100 P. ; Portugal, 200 P. ; Royaume-Uni, 100 P. ; Suisse, 10 P. ; Suède, 200 P. ; Sénégal, 750 PTE ; Slovénie, 8 F ; Tunisie, 125 D. ; USA INT, 25 ; USA dollar, 2,20 E. M 0146-207-7,50 F

Comment entrer dans le troisième millénaire par le nombril de la Bretagne

QUERRIEN (Côtes-d'Armor)

Le 1^{er} janvier 2000, les vingt habitants de Querrien devraient avoir de la visite. C'est là, à quelques kilomètres de Loudéac (Côtes-d'Armor), que des militants bretons projettent de célébrer l'entrée dans le troisième millénaire. Ils souhaitent y planter « la forêt de l'an 2000 » et déployer un drapeau breton de 90 mètres de long. Pourquoi ce village ? Parce qu'il est central. Il est même ce qui se fait de plus central en Bretagne, selon l'association Breizh 2000. L'association voulait rassembler le « peuple breton ». Mais où ? A Rennes ? A Nantes ? A Brest ? Et pourquoi pas au centre de la Bretagne ? Encore fallait-il le trouver.

C'est la Vierge Marie qui a montré la voie. Le 15 août 1652, à Querrien, Jeanne Courte, jeune bergère sourde et muette, promenait ses moutons lorsque la Vierge lui apparut. Marie guérit la jeune fille et ordonna qu'une église fut construite dans le village afin de l'honorer. Les religieux auraient à l'époque affirmé que, voulant apparaître à tous les Bretons, elle avait choisi l'exact centre de leur

pays pour être vénérée. Premier indice. Le président de Breizh 2000, Alain Malaré, estime que les vingt habitants de Querrien devraient avoir de la visite. C'est là, à quelques kilomètres de Loudéac (Côtes-d'Armor), que des militants bretons projettent de célébrer l'entrée dans le troisième millénaire. Ils souhaitent y planter « la forêt de l'an 2000 » et déployer un drapeau breton de 90 mètres de long. Pourquoi ce village ? Parce qu'il est central. Il est même ce qui se fait de plus central en Bretagne, selon l'association Breizh 2000. L'association voulait rassembler le « peuple breton ». Mais où ? A Rennes ? A Nantes ? A Brest ? Et pourquoi pas au centre de la Bretagne ? Encore fallait-il le trouver.

C'est la Vierge Marie qui a montré la voie.

Le 15 août 1652, à Querrien, Jeanne Courte,

jeune bergère sourde et muette, promenait ses moutons lorsque la Vierge lui apparut. Marie guérit la jeune fille et ordonna qu'une église fut construite dans le village afin de l'honorer. Les religieux auraient à l'époque affirmé que, voulant apparaître à tous les Bretons, elle avait choisi l'exact centre de leur

pour être vénérée. Premier indice. Le président de Breizh 2000, Alain Malaré, estime que les vingt habitants de Querrien devraient avoir de la visite. C'est là, à quelques kilomètres de Loudéac (Côtes-d'Armor), que des militants bretons projettent de célébrer l'entrée dans le troisième millénaire. Ils souhaitent y planter « la forêt de l'an 2000 » et déployer un drapeau breton de 90 mètres de long. Pourquoi ce village ? Parce qu'il est central. Il est même ce qui se fait de plus central en Bretagne, selon l'association Breizh 2000. L'association voulait rassembler le « peuple breton ». Mais où ? A Rennes ? A Nantes ? A Brest ? Et pourquoi pas au centre de la Bretagne ? Encore fallait-il le trouver.

C'est la Vierge Marie qui a montré la voie.

Le 15 août 1652, à Querrien, Jeanne Courte,

jeune bergère sourde et muette, promenait ses moutons lorsque la Vierge lui apparut. Marie guérit la jeune fille et ordonna qu'une église fut construite dans le village afin de l'honorer. Les religieux auraient à l'époque affirmé que, voulant apparaître à tous les Bretons, elle avait choisi l'exact centre de leur

pour être vénérée. Premier indice. Le président de Breizh 2000, Alain Malaré, estime que les vingt habitants de Querrien devraient avoir de la visite. C'est là, à quelques kilomètres de Loudéac (Côtes-d'Armor), que des militants bretons projettent de célébrer l'entrée dans le troisième millénaire. Ils souhaitent y planter « la forêt de l'an 2000 » et déployer un drapeau breton de 90 mètres de long. Pourquoi ce village ? Parce qu'il est central. Il est même ce qui se fait de plus central en Bretagne, selon l'association Breizh 2000. L'association voulait rassembler le « peuple breton ». Mais où ? A Rennes ? A Nantes ? A Brest ? Et pourquoi pas au centre de la Bretagne ? Encore fallait-il le trouver.

C'est la Vierge Marie qui a montré la voie.

Le 15 août 1652, à Querrien, Jeanne Courte,

jeune bergère sourde et muette, promenait ses moutons lorsque la Vierge lui apparut. Marie guérit la jeune fille et ordonna qu'une église fut construite dans le village afin de l'honorer. Les religieux auraient à l'époque affirmé que, voulant apparaître à tous les Bretons, elle avait choisi l'exact centre de leur

Pour l'esprit olympique

A SOIXANTE-DIX-HUIT ANS

révolus et fût d'un passé de diplomate, Juan Antonio Samaranch est resté un grand nain. Le président du Comité international olympique (CIO) croit que son assemblée peut régir la vie du sport sans rendre de comptes. Ce qui s'est passé à Lausanne (Suisse), lors de la conférence mondiale sur le dopage (du 2 au 4 février), a démontré le contraire. Le débat sur la protection de la santé du sportif a été l'occasion d'une remise en question, aussi radicale qu'inédite, de l'autorité olympique. Dépassé par les enjeux humains, économiques, politiques - de la fin du XX^e siècle et discredité par sa pratique du pouvoir - corruption, népotisme, opacité -, le mouvement n'est plus en mesure d'assumer la mission morale que le baron Pierre de Coubertin lui avait assignée en 1894.

Les valeurs de l'olympisme sont bien trop précieuses, bien trop fragiles pour être défendues seulement par le CIO. Juan Antonio Samaranch ne dit pas autre chose, qui a confié au *Monde* : « Il est faux de croire que nous sommes les maîtres du sport. » L'avoué présidentiel ne vaut pas absolument, mais il contribue à éclairer le rôle désormais ambigu de l'institution. Entrepreneur de spectacles sportifs dont il définit les règles, concède l'organisation, surveille

le déroulement, entérine les résultats, assure la promotion et vend les droits, le CIO est l'un des plus beaux exemples de confusion des pouvoirs. Cet absolutisme fait sa fragilité. Une fausse moquerie et voilà l'ensemble qui vacille.

L'affaire du Tour de France et celle de Salt Lake City ont prouvé que les 114 membres de l'assemblée et leur président n'avaient pas réponse à tout. A ce titre, il y a lieu de croire que la session extraordinaire convoquée les 17 et 18 mars pour assimier le mouvement olympique produisent les mêmes effets lénifiants que la conférence mondiale sur le dopage - on s'attaque au mal sans songer aux moyens de l'éradiquer. Paralysé par l'ampleur de la tâche, les dignitaires du CIO n'évoquent plus que traditions, dogmes et intérêts. Comment pourrait-il en être autrement ?

La composition même du CIO, fondée sur la cooptation, laisse rêveur. Les plus beaux fleurons de la noblesse occidentale côtoient les représentants de pays où la démocratie est ravalée au rang de produit exotique et ceux de multinationales aux forts appétits.

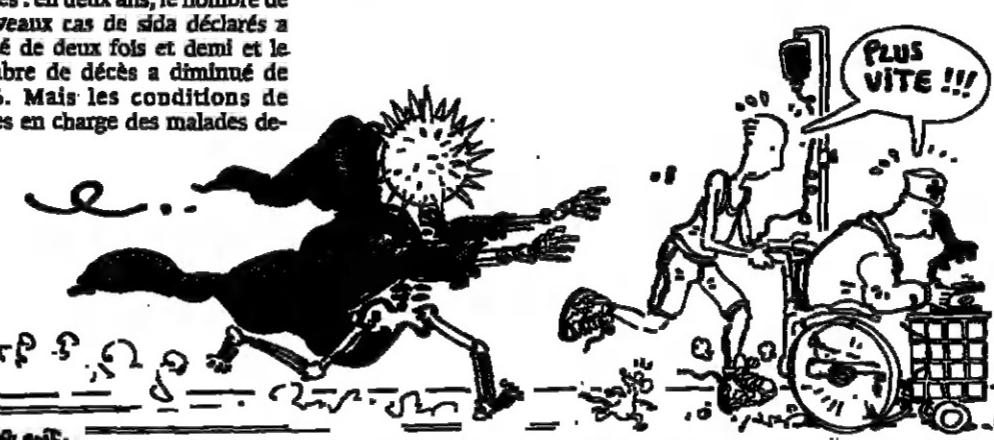
Michel Dalloul et Frédéric Potet

Lire la suite page 15

Les Serbes refusent de négocier avec les Kosovars de l'UCK

L'enquête du *Monde* raconte les espoirs et les souffrances quotidiennes des malades, de leurs proches et de ceux qui les soignent. Elle montre également les extrêmes difficultés rencontrées par les associations d'aide aux patients, dont le financement a chuté depuis trois ans.

Lire pages 8 et 9



Allemagne, année zéro ?

Bernard-Henri Lévy a vu l'exposition sur les « crimes de la Wehrmacht », qui provoque une polémique. Il a rencontré Helmut Schmidt. Joschka Fischer. Témoignage.

p. 12 et 13



Cindy Sherman, belle et inquiétante

Le CapMusée de Bordeaux présente la première rétrospective en France de l'artiste-photographe, star des Etats-Unis.

p. 24

L'agonie du roi

L'incapacité du roi Hussein de Jordanie a été prononcée samedi. Le prince héritier Abdallah est nommé régent. p. 4

Européennes et cumul

Les têtes de liste aux élections de juin vont-elles abandonner leurs mandats nationaux pour ne pas « cumuler » ?

p. 5

« Bête et méchant »

Cavanna, Fred, Georges Bernier voulaient pouvoir tout dire : *Hara-Kiri*, devenu *Charlie Hebdo*, à trente ans. p. 14

« Grand Jury »

Nicole Notat est l'invitée du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 7 février à 18 h 30.

International	2	Placements	17
France	5	Aujourd'hui	20
Société	8	Météorologie	23
Ciné	11	Jeu	23
Abonnements	11	Culture	24
Horizons	12	Guide culturel	26
Entreprises	16	Radio-télévision	27

INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 FÉVRIER 1999

KOSOVO L'ouverture de la conférence de Rambouillet sur le Kosovo, prévue samedi 6 février, a été retardée de quelques heures en raison du refus des autorités serbes

de laisser des représentants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) quitter Pristina. En fin de matinée, l'OSCE semblait sur le point d'obtenir l'accord de Belgrade pour permettre ce départ.

● LES SERBES ont déclaré, vendredi, notamment par la voix du chef de leur délégation, Ratko Markovic, qu'ils ne négocieraient pas avec les « terroristes » de l'UCK.

● L'ARMEE DE LIBERATION du Kosovo, surgie en quelques mois, est devenue aujourd'hui un élément central du dossier, à la fois par l'hostilité qu'elle provoque du côté

serbe, par sa revendication de jouer le rôle de leader au sein de la délegation albanaise et par les divergences qu'elle suscite parmi les pays du Groupe de contact.

Le refus serbe de négocier avec l'UCK menace les pourparlers de paix

Le départ de la délégation albanaise pour la conférence de Rambouillet a été retardé en raison du refus des autorités serbes de laisser les représentants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) quitter Pristina. Belgrade déclare ne pas vouloir discuter avec des « terroristes »

LES ORGANISATEURS de la conférence de Rambouillet sur le Kosovo ont pu vérifier l'extrême difficulté de l'entreprise dans laquelle ils se sont engagés dès avant l'ouverture des pourparlers prévus pour samedi 6 février, en début d'après-midi.

La délégation albanaise qui, comme les délégués serbes aurait dû gagner Paris, vendredi, était en effet encore bloquée à Pristina, la capitale du Kosovo, samedi matin. Alors qu'un appareil de transport Hercules C-130, dépêché par Paris, attendait, sur le tarmac de l'aéroport, les dix-sept représentants de la communauté albanaise, la police serbe refusait de laisser partir ceux d'entre eux qui sont membres de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), arguant du fait qu'ils n'avaient pas de papiers en règle. Les autres représentants albanais refusaient de quitter Pristina sans la délégation au complet.

Vendredi soir, le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, ne se prononçait pas sur ce qu'il adviendrait si les autorités serbes maintenaient leur obstruction : « Nous verrons demain ». Le négociateur américain, Christopher Hill, indiquait de son côté : « Il est

absolument essentiel que l'ensemble de la délégation kosovare vienne à Paris. Nous allons insister pour cela et nous espérons que leur départ est proche ». Les tractations engagées, vendredi, par la Mission d'observation de l'OSCE avec les autorités serbes ont finalement abouti samedi matin.

PREMIER INCIDENT

En outre, les déclarations faites vendredi par différents responsables serbes sont de mauvais augure. Belgrade a finalement nommé *in extremis*, le 5 février, une équipe de négociateurs pour Rambouillet, dirigée par le vice-premier ministre de Serbie, Ratko Markovic, et qui comprend, outre huit représentants de minorités non-albanaises vivant au Kosovo, Vladian Kutišić, l'émisnaire spécial du président yougoslave Slobodan Milošević, et Nikola Sainović, vice-président ministre de la République fédérale de Yougoslavie. A peine arrivée à Paris, cette délégation proclamait son refus de négocier avec l'UCK. « Nous ne négocierons pas avec la sol-diant Armée de libération du Kosovo. Nous la considérons comme terroriste et hors-la-loi ; nous n'avons rien à négocier avec

elle », déclarait M. Markovic lors d'une conférence de presse. Alors qu'on lui demandait pourquoi il avait attendu d'être arrivé à Paris pour faire cette déclaration, le chef de la délégation serbe répondit qu'il n'avait pas été informé de la présence prévue de l'UCK à Rambouillet : « Nous ne savons pas où cela a été prévu ; rien de tel ne figure dans les documents du Groupe de contact ».

À même moment à Belgrade, le porte-parole du Parti socialiste (SPS) de Slobodan Milošević, confirmait que la délégation serbe « ne négocierait pas avec des assassins et des terroristes » et qu'elle n'accepterait de discuter qu'avec « les représentants de partis politiques albaniens ».

Ce premier incident risquait d'autre part d'exacerber les tensions au sein du Groupe de contact, organisateur de la conférence de Rambouillet, qui rassemble les représentants de la Russie et de cinq pays occidentaux (Etats-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie). En dépit des proclama-

tions d'unité et des efforts effectivement déployés pour dégager entre eux un consensus, ces pays ont des approches différentes sur plusieurs points majeurs du dossier kosovar, parmi lesquels le traitement à réservé à l'UCK. Une réunion du Groupe de contact a encore eu lieu, vendredi soir, sur le projet de règlement à mettre sur la table des négociations, qui doit définir les grandes lignes d'un statut d'autonomie substantielle pour Kosovo mais dont certains aspects faisaient encore débat.

● L'ARMEE DE LIBERATION du Kosovo, surgie en quelques mois, est devenue aujourd'hui un élément central du dossier, à la fois par l'hostilité qu'elle provoque du côté

slave, par sa revendication de jouer le rôle de leader au sein de la délegation albanaise et par les divergences qu'elle suscite parmi les pays du Groupe de contact.

30 000 soldats de l'OTAN mobilisés

La force de paix chargée de garantir un éventuel accord entre Belgrade et les indépendantistes pourrait mobiliser quelque 30 000 militaires, dont 6 000 Britanniques, 5 000 Français et 3 000 Allemands. La participation américaine pourrait atteindre 2 000 à 4 000 soldats. Des contingents venus de Russie et d'autres pays d'Europe de l'Est sont aussi attendus.

Le format définitif de la force dépendra étroitement de sa mission. Le responsable militaire au plus haut niveau de l'opération sera le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général américain Wesley Clark, déjà patron de la SFOR en Bosnie. Sur le terrain, le commandement reviendra au pays qui fournira le plus gros contingent, autrement dit à la Grande-Bretagne, qui a mis 8 000 militaires en alerte. En raison de l'hiver et des faibles infrastructures routières et d'accès dans la province serbe, l'envoi de cette force devrait prendre plusieurs semaines. — (AFP)

slave ne pourra disposer que de 1 500 soldats, répartis en trois garnisons le long de la frontière avec l'Albanie et la Macédoine. Selon le journal britannique, les médiateurs occidentaux espéraient surmonter les objections serbes à la conclusion d'un accord et au déploiement de troupes de l'OTAN au Kosovo en réduisant les sanctions internationales qui pèsent sur Belgrade et en garantissant que l'UCK ne pourra pas s'emparer du pouvoir.

Samedi matin, le chef de la diplomatie britannique, Robin Cook, qui doit co-présider la conférence de Rambouillet avec Hubert Védrine, disait avoir « l'impression » que Belgrade était sur le point de revenir sur son refus de laisser les représentants de l'UCK venir à Rambouillet. Les deux ministres devaient en principe ouvrir la conférence dans l'après-midi, après la venue du président de la République, Jacques Chirac, à Rambouillet pour « appeler solennellement les négociateurs serbes et albanais à faire désormais le choix de la paix », selon les termes de son porte-parole.

Claire Tréan
(avec AFP et Reuters.)

Trois négociateurs aux positions très éloignées



RATKO MARKOVIC

Un fidèle de M. Milošević

sciences techniques, conseiller municipal de sa ville natale de Bor, il est aussi l'un des principaux conseillers de Milošević dans le domaine des relations internationales.

Vladian Kutišić, quarante quatre ans, autre vice-premier ministre yougoslave, est lui l'auteur d'un processus rejeté par les Kosovars en l'absence d'un cessez-le-feu. La délégation sera conduite par le vice-premier ministre de la République de Serbie, Ratko Markovic. Né en 1944 à Pozarevac, ville natale du président yougoslave, Slobodan Milošević, professeur de droit à l'université de Belgrade et expert en droit international, il est l'auteur de la Constitution serbe de 1990, qui a supprimé notamment l'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine au sein de la Serbie. Ses détracteurs estiment qu'il a rédigé une Loi fondamentale, faite sur mesure pour permettre à M. Milošević de se maintenir au pouvoir. Il est membre du parti socialiste serbe (SPS). Il a clairement annoncé la couleur avant son arrivée en France : « La place des membres de l'Armée de libération du Kosovo est devant les tribunaux et non à la table des négociations. Nous ne négocierons pas avec des terroristes ! »

Ratko Markovic sera accompagné à Paris par un autre vice-premier ministre, celui de la République fédérale de Yougoslavie (dont la Serbie est une composante au même titre que le Monténégro) : Nikola Sainović est âgé de cinquante et un ans. Diplômé de



IBRAHIM RUGOVA

L'indépendantiste pacifique

une petite maison basse sans étage — l'ancien club des écrivains — dans laquelle une minuscule pièce lui sert de bureau. Seules coquetteries visibles, en dehors de son écharpe dont il ne se sépare pratiquement jamais : la photo de sa rencontre avec Jean Paul II et son diplôme universitaire parisien qui trône dans la salle de réunion jouxtant son bureau. Seul luxe apparent, la paisible limousine allemande qu'il utilise pour ses déplacements.

UN ENJEU PERSONNEL

Toujours courtois, l'homme est cependant inflexible dans l'organisation et le contrôle d'un parti dont le but reste l'indépendance du Kosovo. Autre constante : Ibrahim Rugova prône le dialogue et la non-violence, et s'oppose — aujourd'hui encore — tout recours aux armes. Malgré la multiplication des affrontements armés, il conserve une réelle autorité dans la population albanaise. Son principal opposant lui-même, Adem Demaqi (UCK), admet que « personne ne conteste sa légitimité ».

La dérive sanglante qui s'est installée dans la province a cependant quelque peu fragilisé sa position face à l'impatience grandissante d'une partie de la population albanaise. Les jeunes — surtout — commencent à douter du bien-fondé de la stratégie non-violente de leur dirigeant face à la détermination des autorités serbes. La rencontre de Rambouillet représente donc aussi pour Ibrahim Rugova, souvent surnommé le « Gandhi du Kosovo », un enjeu personnel d'importance.

Denis Hautin-Guiraut



JAKUP KRASNIQI

Le combattant porte-parole

● QU'IL rejoignait les rangs de l'UCK. Peu de temps auparavant, il avait renoncé à ses fonctions au sein de la présidence de la LDK pour rejoindre la LDSH. Diplômé de littérature albanaise, il est considéré par les diplomates occidentaux comme l'une des personnalités les plus ouvertes de la direction de l'UCK. Lui aussi a passé plusieurs années en prison.

Hashim Taçi, surnommé « Gjergj » (« Le serpent »), est chef de la direction pour les relations publiques de l'UCK. Universitaire amoureux de littérature, il passe pour très ambitieux.

Azem Syla, également membre des Marxistes-léninistes du Kosovo, a été condamné à cinq ans de prison en 1981. Répondant au nom de guerre de « Grand Oncle », il a la réputation d'être un extrémiste virulent, selon des sources albanaises. La police serbe le soupçonne d'avoir participé en 1993 à Glogovac à un attentat au cours duquel trois policiers ont été tués et cinq autres blessés. Certains Kosovars le considèrent comme le véritable chef de l'UCK. Son frère, Gani, serait le chef d'une organisation extrémiste albanaise en Europe occidentale.

Xhavid Haliti, seul des cinq à ne pas être de la Dremica, est originaire de Pec, une ville de l'ouest du Kosovo et serait l'un des fondateurs de l'UCK. Il aurait vécu ces dernières années en Suisse, où il a été victime d'un attentat au début des années 90.

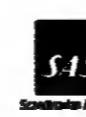
C. Ct.

Et pour deux, c'est à moitié prix ? Parfaitement.

A l'occasion de la St Valentin, SAS vous fait un beau cadeau : deux billets au prix d'un seul ! Cette offre est valable sur les vols SAS au départ de Paris, Strasbourg, Lyon, Nice, Marseille, Bordeaux et Toulouse à destination de la Scandinavie et de la Finlande. Conditions : réservation entre le 1er et le 13 février 1999 et voyage entre le 8 et le 21 février 1999.

Réserver auprès de votre agence de voyages ou de SAS : 0 801 25 25 25
Minitel : 3615 FLY SAS (2,23 Fr/min) - Internet : <http://www.sas.fr>
SAS Paris : 18, bd Malesherbes - 75008 Paris.

Lesptit Scandinave



De l'autonomie à l'intégration à la Serbie

● 1974. La nouvelle Constitution yougoslave, inspirée par le maréchal Tito, accorde au Kosovo (peuplé en majorité d'Albanais de souche) et à la Voïvodine (où vit une forte minorité hongroise), le statut de « provinces autonomes » au sein de la République de Serbie. Le Kosovo dispose d'une présidence, d'un Parlement et d'un gouvernement local représenté au sein de la présidence fédérale à Belgrade.

Après la mort de Tito, en 1980, les Kosovars revendentiquent progressivement le statut de « nation constitutive de la Yougoslavie » et de république.

● 1989. Slobodan Milošević, le président de la Serbie lance une campagne nationaliste lors du rassemblement de plusieurs centaines de milliers de Serbes à Kosovo Polje, à l'occasion du six centième anniversaire de la bataille du Champ des mœurs

(perdue) contre les Turcs. Un an plus tard, Belgrade proclame la dissolution du pouvoir local albanaise et abolit le statut d'autonomie de la province. Les Albanais de souche mettent en place un Parlement clandestin et proclament une « République ». En 1991, ils organisent un référendum — non reconnu par Belgrade — sur l'indépendance : le « oui » l'emporte avec 99 % des voix, affirment-ils.

مكتبة من الأصل

Spéculations à Amman sur la procédure de succession du roi Hussein de Jordanie

Le prince héritier Abdallah a été nommé régent

Le roi Hussein de Jordanie, placé sous instruments de survie artificielle, était toujours en vie samedi 6 février au matin. La famille royale re-

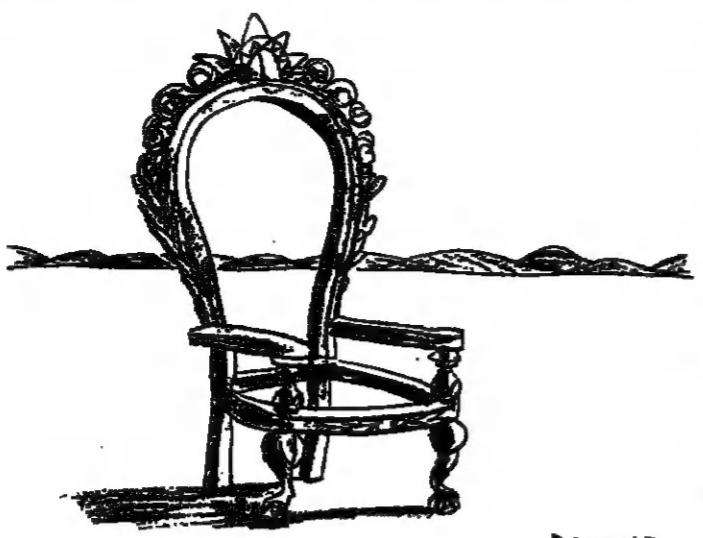
fuse de débrancher les instruments, car une telle procédure est jugée contraire à l'islam. Le gouvernement jordanien s'est réuni samedi matin,

selon l'AFP, pour prononcer l'incapacité du roi et désigner comme régent le prince héritier Abdallah, comme le prévoit la Constitution.

AMMAN
de notre envoyé spécial
Officiellement, le roi Hussein n'est « que dans un état critique », et tout le reste n'est que « spéculation » déplacée. Vendredi 5 février, quelques heures après le retour à Amman du roi, transporté jusqu'à l'hôpital pour y « poursuivre son traitement », les autorités jordanies ont réagi avec exaspération aux reportages et commentaires de presse laissant entendre que l'annonce officielle du décès du souverain était immédiate. Le ministre de l'information, dans la soirée, a séchement démenti les comptes-rendus « sans fondement ni vérification » diffusés par les médias étrangers.

« Ils cherchent des scoops, a commenté le ministre jordanien, mais nous nous démenons unis, et ceux qui ne le croient pas n'ont qu'à venir constater par eux-mêmes. » Quelques instants plus tard, le palais royal faisait officiellement savoir qu'il n'était pas question de débrancher les appareils qui permettent la survie du souverain haïché.

L'entourage royal a toutefois lui-même confié que le patient était cliniquement mort, ne survivant artificiellement qu'à l'aide d'appareils. Mais, bousculées par les centaines de journalistes étrangers qui, ces dernières vingt-quatre heures, ont fondu sur Amman, les autorités jordanienes manifestent quelque peine à contrôler l'événement. flatté d'être au centre de l'intérêt mondial, le royaume s'interroge des interrogations que suscitent la disparition prochaine de son chef. Il s'énervé aussi des hypothèses que lancent les commentateurs sur les risques de déstabilisation régionale après la disparition du roi Hussein. Tout cela



PARIS

est jugé inconvenant et inexact, voire fondé sur le souci de nuire. Prudents et respectueux, les médias locaux diffusent les mêmes rétrospectives et rapportent les mêmes informations lénifiantes sur « l'état stationnaire » du royal patient.

PAS DE RASSEMBLEMENT

Tentes à bonne distance, seules quelques dizaines de femmes ont été autorisées à manifester leur peine devant la cité médicale Al-Hussein, où le roi agonise. D'importantes forces de police ont été déployées devant le bâtiment, empêchant toute réunion non contrôlée. Les bousquilles ont plu drue et froide qui, durant toute la journée de vendredi, sont tombées sur la capitale ont dissuadé tout autre rassemblement.

Réunis dans les cafés, collés de-

vant leur téléviseur, les Jordaniens restent cois, s'empêchant de commenter la situation autrement que par quelques phrases convenues. Prières, patience et angoisse : la mort annoncée du « petit roi » met fin à un règne de près de cinquante ans, et nul ne sait ce qui sortira d'une succession dont Hussein a bouleversé l'ordonnance quelques jours à peine avant de rechuter.

De source officielle, la famille du roi s'est rassemblée toute la journée de vendredi à son chevet. Se contente-t-elle de prier ou, comme l'avancent quelques bons connaisseurs des moeurs du palais, examine-t-elle les conditions de la succession, retardant au maximum l'annonce officielle du décès royal ?

La procédure officielle est connue : dès la mort du roi prononcée, le prince héritier Abdallah viendra prêter serment devant les

80 députés et 40 sénateurs qui composent le Parlement jordanien. Le nouveau roi devrait ensuite désigner son successeur, qui pourrait être son frère cadet, le prince Hamza, âgé de dix-huit ans. Cette nomination serait conforme aux dernières volontés de son père, qui avait justifié la récente mise à l'écart du prince Hassan par son souci de respecter les intérêts successoraux de Hamza.

La suite demeure inconnue. Nommé par le roi Hussein, le gouvernement, après la mort du souverain, devrait logiquement présenter sa démission. Si tel est le cas, qui le futur roi Abdallah désignera-t-il pour former le nouveau cabinet ? Sa distribution sera une première indication des rapports de forces à l'intérieur du groupe dirigeant. Ecarter il y a deux semaines à peine ses partisans, généralement jugés plus aptes à conduire les nécessaires changements que l'entourage royal qui a provoqué sa chute. Seront-ils appelés à se rassembler devant le nouveau monarque, dans un salaire souci d'unité, ou seront-ils écartés des allées du pouvoir ?

Pour les quelques rares personnalisés jordanies qui se risquent à commenter la situation, le prince Hassan lui-même pourrait jouer un rôle politique renouvelé, en servant de proche conseiller à son neveu. Pour d'autres, l'ambiance détériorée du palais et les fortes rancunes qui y prospèrent devraient l'interdire. Tous, cependant, sont d'accord sur la stabilité du système à court terme, chaque partie comprenant que le statu quo est pour le moment la meilleure solution.

Georges Marion

Première exécution capitale aux Philippines depuis vingt-trois ans

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Rarement, l'opinion publique aux Philippines n'a été si divisée. Peine de mort : pour ou contre ? Leo Echegaray, un peintre en bâtiment âgé de trente-six ans, a été exécuté vendredi 5 février, par injection mortelle. Les cloches des églises ont sonné pour appeler à prier pour son ame et pour protéger contre la peine capitale. « L'exécution de ce jour apporte la preuve de la détermination du gouvernement à maintenir l'ordre et la loi », a déclaré le président Joseph Estrada. « Triste jour », a rétorqué l'archevêque Oscar Cruz, président de la conférence épiscopale d'un archipel qui compte plus de 80 % de chrétiens.

Supprimée en 1987, au lendemain de la chute de Ferdinand Marcos et sous la pression de l'Eglise, la peine de mort a été rétablie en 1994 pour les crimes jugés « haineux » : meurtres, enlèvements, viols et trafics de drogue. Déclaré coupable du viol de la fille, alors âgée de dix ans, de son ex-femme, Leo Echegaray est ainsi le pre-

mier condamné à mort exécuté aux Philippines depuis 1976. Non sans suspense : le 4 janvier, alors qu'il avait déjà pris son dernier repas, la Cour suprême lui avait accordé un sursis, et la conférence épiscopale avait alors parlé de « miracle virtuel ».

Sous pression du public, la Chambre des représentants a refusé de modifier la loi à nouveau, et le président Joseph Estrada n'a jamais envisagé une grâce présidentielle en raison de la « bestialité » du crime. Le débat ainsi ouvert n'est pas prêt de se refermer. Si la criminalité a régressé vers la fin du mandat de Fidel Ramos, le prédecesseur d'Estrada, elle a repris une courbe descendante depuis l'élection, en mai 1998, de l'actuel président.

914 CONDAMNÉS À MORT

Les Sino-Philippines continuent d'être les cibles privilégiées d'enlèvements pour rançons. Dans les trois mois qui ont suivi la prise de fonctions, le 30 juin, de Joseph Estrada – ancien acteur qui a souvent joué le rôle du flic justicier –, 61 enlèvements ont été enregistrés.

Jean-Claude Pommi

Fin septembre, un homme d'affaires sino-philippin a été tué par ses ravisseurs sans attendre le paiement de la rançon, un acte interprété comme un avertissement au président. La justice a réagi : le mois suivant, au cours d'un procès expédié en douze jours, 11 personnes ont été condamnées à mort à la suite de l'enlèvement d'une commercante.

A ce jour, 914 personnes, pour moitié des hommes, ont déjà été condamnées à mort. Au rythme actuel des jugements, s'ils sont confirmés par la Cour suprême, les prisons philippines abriteront, ou auront vu défler, plus de 50 000 condamnés à la peine capitale en l'an 2003. Le 19 janvier, un policier a été condamné à mort pour avoir tué d'une balle un garçon qui, juché sur un toit, faisait trop de bruit en maniant un cert-volant.

« Que la mort d'Echegaray serve d'avertissement sérieux aux criminels », a encore déclaré M. Estrada. La peine capitale, a-t-il ajouté, « sera strictement appliquée ».

Nelson Mandela tire un bilan mitigé de ses cinq années au pouvoir en Afrique du Sud

LE CAP
de notre envoyé spécial

« Nous avons fait beaucoup de progrès, mais le chemin vers une vie meilleure est encore long. » C'est un bilan mitigé de ses cinq années au pouvoir que le président Nelson Mandela a dressé, vendredi 5 février, lors de l'un de ses derniers grands discours à la nation. Le chef de l'Etat s'exprima à l'occasion de l'ouverture, au Cap, de l'ultime session parlementaire avant les élections qui marqueront la fin de son mandat à la tête de l'Afrique du Sud.

Le scrutin devrait avoir lieu en mai et, à l'approche du rendez-vous, M. Mandela prépare le terrain pour son successeur désigné, le vice-président Thabo Mbeki. Le dauphin du chef de l'Etat assure depuis longtemps la gestion des affaires courantes du pays. Mais il ne bénéficie pas de la même aura dans les townships, alors que l'après-Mandela se profile sur fond de déshanchement de la population noire devant la lenteur des changements depuis 1994.

Dans son allocution devant le parlement, le président Mandela a donc cherché à apaiser l'impa-

tience grandissante dans les cités noires en insistant sur la nécessité d'accélérer les réformes en faveur des plus démunis. En la matière, il ne fait que prendre le relais du vice-président Mbeki, qui a déjà dessiné les contours de la période à venir par un durcissement de son discours à l'électorat noir obligé, l'attitude de compromis liée à la période de transition et à la personnalité de M. Mandela n'est plus de mise.

LA RAGE CROISSANTE

A plusieurs reprises ces derniers mois, M. Mbeki a en effet évoqué la « rage croissante » de la population noire et il a parlé de la réconciliation comme d'un « miroir » face à la persistance des inégalités sur le plan économique. Vendredi, M. Mandela lui-même a dénoncé la réticence de la minorité blanche à accepter les changements. « L'acte décisif de réconciliation, c'est la disparition de ce qui reste des attitudes et des pratiques de l'apartheid », a souligné le chef de l'Etat.

Afin de rassurer le monde des affaires inquiet d'une éventuelle

déchéance électorale, le gouvernement a réaffirmé sa fidélité à la politique de prudence et de rigueur menée jusqu'à présent. Malgré ce cadre contrariant, le pouvoir s'est efforcé de multiplier les mesures en faveur de la population noire. Les autorités ont notamment procédé à une série de nominations au plus haut niveau pour atténuer la domination des Blancs dans des secteurs clés (justice, finance). L'effort a également porté

sur le bas de l'échelle. A la fin de l'année dernière, la très contestée loi sur l'affirmative action (discrimination positive) est entrée en application, avec comme objectif de favoriser l'emploi des Noirs dans les entreprises.

Parallèlement, le pouvoir a cherché à accélérer les grands chantiers destinés à améliorer le quotidien de la population noire. Lors de son discours devant le Parlement, M. Mandela a rappelé que,

sur le bas de l'échelle. A la fin de l'année dernière, la très contestée loi sur l'affirmative action (discrimination positive) est entrée en application, avec comme objectif de favoriser l'emploi des Noirs dans les entreprises.

Parallèlement, le pouvoir a cherché à accélérer les grands chantiers destinés à améliorer le quotidien de la population noire. Lors de son discours devant le Parlement, M. Mandela a rappelé que,

depuis 1994, 3 millions de personnes avaient un accès à l'eau courante et 2 millions à l'électricité. Mais les besoins sont immenses et malgré les efforts du gouvernement, la majorité des habitants des townships demeurent confrontés aux conditions de vie précaires héritées de l'apartheid. Plus de 3 millions d'entre eux sont toujours en attente d'un logement

de l'électricité. Face à une opposition affaiblie et divisée, M. Mbeki est quasiment assuré d'être élu à la tête du pays. Tous partis confondus, l'opposition ne recueille qu'environ 25 % des intentions de vote pour le scrutin législatif. Le Congrès national africain (ANC) de MM. Mandela et Mbeki frôle les 60 %.

Ce score constituerait cependant un léger effacement par rapport aux 62 % obtenus lors des premières élections démocratiques de 1994. De plus, il ne permettrait pas à l'ANC d'obtenir la majorité des deux tiers dont M. Mbeki souhaite disposer, afin de pouvoir accélérer les changements en modifiant éventuellement la Constitution.

Le parti au pouvoir a par ailleurs d'autres motifs d'inquiétude : le taux d'inscription sur les listes électorales est particulièrement faible chez les jeunes. Mais, d'ores et déjà, l'apathie des électeurs donne la mesure du déshanchement et de la fracture grandissante entre le pouvoir et la population

de l'électricité. Face à une opposition affaiblie et divisée, M. Mbeki est quasiment assuré d'être élu à la tête du pays. Tous partis confondus, l'opposition ne recueille qu'environ 25 % des intentions de vote pour le scrutin législatif. Le Congrès national africain (ANC) de MM. Mandela et Mbeki frôle les 60 %.

Ce score constituerait cependant un léger effacement par rapport aux 62 % obtenus lors des premières élections démocratiques de 1994. De plus, il ne permettrait pas à l'ANC d'obtenir la majorité des deux tiers dont M. Mbeki souhaite disposer, afin de pouvoir accélérer les changements en modifiant éventuellement la Constitution.

Le parti au pouvoir a par ailleurs d'autres motifs d'inquiétude : le taux d'inscription sur les listes électorales est particulièrement faible chez les jeunes. Mais, d'ores et déjà, l'apathie des électeurs donne la mesure du déshanchement et de la fracture grandissante entre le pouvoir et la population

de l'électricité. Face à une opposition affaiblie et divisée, M. Mbeki est quasiment assuré d'être élu à la tête du pays. Tous partis confondus, l'opposition ne recueille qu'environ 25 % des intentions de vote pour le scrutin législatif. Le Congrès national africain (ANC) de MM. Mandela et Mbeki frôle les 60 %.

Ce score constituerait cependant un léger effacement par rapport aux 62 % obtenus lors des premières élections démocratiques de 1994. De plus, il ne permettrait pas à l'ANC d'obtenir la majorité des deux tiers dont M. Mbeki souhaite disposer, afin de pouvoir accélérer les changements en modifiant éventuellement la Constitution.

Le parti au pouvoir a par ailleurs d'autres motifs d'inquiétude : le taux d'inscription sur les listes électorales est particulièrement faible chez les jeunes. Mais, d'ores et déjà, l'apathie des électeurs donne la mesure du déshanchement et de la fracture grandissante entre le pouvoir et la population

de l'électricité. Face à une opposition affaiblie et divisée, M. Mbeki est quasiment assuré d'être élu à la tête du pays. Tous partis confondus, l'opposition ne recueille qu'environ 25 % des intentions de vote pour le scrutin législatif. Le Congrès national africain (ANC) de MM. Mandela et Mbeki frôle les 60 %.

Ce score constituerait cependant un léger effacement par rapport aux 62 % obtenus lors des premières élections démocratiques de 1994. De plus, il ne permettrait pas à l'ANC d'obtenir la majorité des deux tiers dont M. Mbeki souhaite disposer, afin de pouvoir accélérer les changements en modifiant éventuellement la Constitution.

Le parti au pouvoir a par ailleurs d'autres motifs d'inquiétude : le taux d'inscription sur les listes électorales est particulièrement faible chez les jeunes. Mais, d'ores et déjà, l'apathie des électeurs donne la mesure du déshanchement et de la fracture grandissante entre le pouvoir et la population

de l'électricité. Face à une opposition affaiblie et divisée, M. Mbeki est quasiment assuré d'être élu à la tête du pays. Tous partis confondus, l'opposition ne recueille qu'environ 25 % des intentions de vote pour le scrutin législatif. Le Congrès national africain (ANC) de MM. Mandela et Mbeki frôle les 60 %.

Ce score constituerait cependant un léger effacement par rapport aux 62 % obtenus lors des premières élections démocratiques de 1994. De plus, il ne permettrait pas à l'ANC d'obtenir la majorité des deux tiers dont M. Mbeki souhaite disposer, afin de pouvoir accélérer les changements en modifiant éventuellement la Constitution.

Le parti au pouvoir a par ailleurs d'autres motifs d'inquiétude : le taux d'inscription sur les listes électorales est particulièrement faible chez les jeunes. Mais, d'ores et déjà, l'apathie des électeurs donne la mesure du déshanchement et de la fracture grandissante entre le pouvoir et la population

de l'électricité. Face à une opposition affaiblie et divisée, M. Mbeki est quasiment assuré d'être élu à la tête du pays. Tous partis confondus, l'opposition ne recueille qu'environ 25 % des intentions de vote pour le scrutin législatif. Le Congrès national africain (ANC) de MM. Mandela et Mbeki frôle les 60 %.

Ce score constituerait cependant un léger effacement par rapport aux 62 % obtenus lors des premières élections démocratiques de 1994. De plus, il ne permettrait pas à l'ANC d'obtenir la majorité des deux tiers dont M. Mbeki souhaite disposer, afin de pouvoir accélérer les changements en modifiant éventuellement la Constitution.

Le parti au pouvoir a par ailleurs d'autres motifs d'inquiétude : le taux d'inscription sur les listes électorales est particulièrement faible chez les jeunes. Mais, d'ores et déjà, l'apathie des électeurs donne la mesure du déshanchement et de la fracture grandissante entre le pouvoir et la population

de l'électricité. Face à une opposition affaiblie et divisée, M. Mbeki est quasiment assuré d'être élu à la tête du pays. Tous partis confondus, l'opposition ne recueille qu'environ 25 % des intentions de vote pour le scrutin législatif. Le Congrès national africain (ANC) de MM. Mandela et Mbeki frôle les 60 %.

Ce score constituerait cependant un léger effacement par rapport aux 62 % obtenus lors des premières élections démocratiques de 1994. De plus, il ne permettrait pas à l'ANC d'obtenir la majorité des deux tiers dont M. Mbeki souhaite disposer, afin de pouvoir accélérer les changements en modifiant éventuellement la Constitution.

Le parti au pouvoir a par ailleurs d'autres motifs d'inquiétude : le taux d'inscription sur les listes électorales est particulièrement faible chez les jeunes. Mais, d'ores et déjà, l'apathie des électeurs donne la mesure du déshanchement et de la fracture grandissante entre le pouvoir et la population

de l'électricité. Face à une opposition affaiblie et divisée, M. Mbeki est quasiment assuré d'être élu à la tête du pays. Tous partis confondus, l'opposition ne recueille qu'environ 25 % des intentions de vote pour le scrutin législatif. Le Congrès national africain (ANC) de MM. Mandela et Mbeki frôle les 60 %.

ment, Jacques Chirac
t l'exception culturelle.

appelle Paris à privatiser
tage les industries d'armement

opie accuse l'Erythrée
r lancé une offensive militaire

sept gouvernements d'affilée
tent l'accord avec le FMI

en Afrique du Sud

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 FÉVRIER 1999

EUROPEENNES L'annonce de la candidature de François Hollande comme tête de liste du Parti socialiste pour les élections européennes du 13 juin a été saluée par plusieurs respon-

sables de gauche. Mais en annonçant son intention de siéger au Parlement européen tout en restant député de Corrèze, tant que la législation le lui permet, le premier secrétai-

taire du PS ne peut manquer d'alléger le débat sur le cumul des mandats. ● JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT a salué la personnalité de son «ami» François Hollande, sans toute-

fois préciser – à propos des élections européennes – les intentions du Mouvement des citoyens, réuni en congrès jusqu'à dimanche. ● L'EXTREME GAUCHE s'est réunie, vendredi 5 fé-

vrier à la Mutualité, à Paris, pour soutenir la liste conduite par Arlette Laguiller et Alain Krivine. LO et la LCR se veulent les défenseurs des « idées » et de l'« idéal » communistes.

La candidature de M. Hollande relance la controverse sur le cumul des mandats

A peine annoncée, la décision du dirigeant du Parti socialiste de briguer la tête de liste aux élections européennes du 13 juin suscite des interrogations sur son intention d'aller siéger à Strasbourg. Il refuse d'anticiper sur le vote d'une nouvelle loi

DERRIÈRE les hommages, la controverse ? A peine François Hollande avait-il fait part de sa candidature – qui doit être ratifiée par les militants socialistes le 31 mars – pour conduire la liste socialiste aux élections européennes du 13 juin que nombre de responsables de gauche faisaient entendre leur satisfaction. Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qui voyait dans le député de Corrèze le « candidat naturel » de son parti, estime que M. Hollande a ainsi « répondu aux souhaits et aux attentes de tous les militants et tous les responsables » de cette formation. Dans *Le Parisien* du 5 février, Michel Rocard, qui devrait figurer en bonne place sur cette liste, a parlé du « meilleur candidat possible ». Et Jean-Pierre Chevènement, qui doit accueillir le « patron » du Parti socialiste au congrès du Mouvement des ci-

toys, dimanche 7 février, lui rend hommage (*lire ci-dessous*). Dejà, pourtant, des dissonances s'expriment sur la question du cumul des mandats. Le premier secrétaire du PS a annoncé son intention de siéger au Parlement européen tout en restant député de Corrèze, et s'est engagé seulement à se mettre « en conformité avec la prochaine loi sur la limitation du cumul des mandats dès qu'elle sera applicable » (*Le Monde* du 5 février). Des jeudi, lors d'une réunion publique à Orange, la tête de liste des Verts, Daniel Cohn-Bendit, a salué l'entrée en lice de François Hollande, mais pour le sommer, tout aussitôt, ainsi que les autres responsables de parti conduisant une liste, de « siéger à Bruxelles puisqu'ils sont contre le cumul des mandats ». « Si ce n'est pas le cas, a ajouté froidement le candidat Vert, la politesse et la civilité voudraient, en effet, qu'ils le

dissent d'abord à leurs électeurs » (*Le Monde* du 5 février). La question du cumul a été aussi évoquée par des socialistes. Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, qui s'était fait l'avocat d'une candidature de M. Hollande, a jugé, jeudi, au Forum RMC-*Le Figaro*, que le premier secrétaire « ne sera pas un cumulard ». « Ce n'est pas son style, a-t-il assuré. Il choisira entre Strasbourg et l'Assemblée nationale. » « Le moment venu », a-t-il précisé. M. Rocard est allé plus loin en affirmant que « François Hollande ne pourra probablement pas siéger à Strasbourg. Mais on le fera pour lui ».

JURISPRUDENCE JOSPIN Battu aux législatives de 1993 dans les Yvelines, l'ancien premier ministre, qui était devenu député européen en juin 1994, s'était fait élire sénateur en septembre

1995. Il devait ainsi être à l'origine de ce qu'on a appelé la « jurisprudence Jospin ». Le 18 décembre 1995, redevenu premier secrétaire du PS, Lionel Jospin avait jugé inadmissible le cumul d'un mandat national et d'un mandat européen et il avait fermement demandé à Frédéric Bredin, qui venait d'être député du Seine-Maritime, d'abandonner son mandat de député européen. Il avait, de même, pris M. Rocard de choisir entre le Palais du Luxembourg et Strasbourg. M. Bredin s'était « mis en règle » le 17 juillet 1996, mais M. Rocard avait fait trancher sa décision, en ne démissionnant du Sénat qu'en novembre 1997. Il est vrai qu'en 1984, avant la première loi de 1985 sur le cumul des mandats, M. Jospin, alors premier secrétaire du PS, avait été élu député européen tout en conservant son mandat de député de Paris. Premier ministre, M. Jospin a

aussi veillé à ce que ses ministres soient exemplaires, en abandonnant toute fonction exécutive locale. Il a ainsi imposé aux membres du gouvernement d'anticiper la future législation sur la limitation du cumul alors qu'ils n'y étaient pas contraints par la loi. Catherine Trautmann est cependant la seule à appliquer pleinement cette jurisprudence, en étant redevenue simple conseillère municipale à Strasbourg quand les autres ministres-maires se mutuaient en premiers adjoints. M. Jospin escompte-t-il de M. Hollande qu'il n'attende pas la future loi, dont on voit mal, compte tenu des résistances parlementaires, quand elle pourra réellement s'appliquer, pour choisir entre la Corrèze et Strasbourg ? M. Vaillant dément cette interprétation. « Il n'y a aucun coup », nous a-t-il déclaré vendredi, convaincu que les sénateurs ne s'opposeraient pas à l'interdiction du cumul entre un mandat national et un mandat européen, celle-ci pouvant alors entrer en vigueur avant la fin de l'année.

RÉGIS PASSEURIEUX

Dans son entretien au *Monde* du 7 janvier, M. Jospin, interrogé sur l'obligation qu'autrait le député de Corrèze de siéger à Strasbourg s'il conduisait la liste du PS, assurait : « François Hollande doit se sentir libre ». Mais, ajoutait-il, « c'est un problème qui s'est toujours posé pour les leaders des grandes formations politiques nationales qui ont vocation à éclairer le débat public dans les rendez-vous électoraux importants ». Le premier ministre, qui, en l'absence de toute législation, ne s'était pas imposé cette règle il y a quinze ans, dispense, en fait, les dirigeants de grands partis de siéger à Strasbourg. Ils souhaitent « une norme sociale européenne » qui, outre un salaire minimum, prévoit « une carte d'assurance social communautaire » et « un régime européen de sécurité sociale pour les travailleurs migrants ».

M. N.

M. Vaillant assure qu'il comprend parfaitement la position de M. Hollande, qui a basé son choix sur un refus de toute anticipation. Dans son esprit, il doit répondre à une double obligation : la conduite de la liste lui impose de siéger à Strasbourg et, même, de « travailler » à faire « bien entendre » la voix des socialistes français au sein du groupe européen ; sa fonction de premier se-

Susceptibilités limousines à gauche

La décision de François Hollande de démissionner de son mandat de conseiller régional du Limousin pour se conformer à la loi sur le cumul des mandats séme le trouble en Corrèze. La liste unique de la gauche, rassemblant PS, PCF, Verts et MDC, qu'il conduisait aux régionales de mars 1998 lui avait permis de gagner sept sièges sur les quatorze qui revenaient à la Corrèze au conseil régional.

Le problème est aujourd'hui de savoir à qui reviendra le siège de M. Hollande. Le communiste Michel Julien, maire adjoint de Rosiers-d'Egletons, huitième de liste en mars 1998, revendique l'application du remplacement dans l'ordre des candidatures. Mais la fédération socialiste fait état d'un accord oral, qui aurait été passé lors de la constitution de la liste, selon lequel le départ d'un élu serait compensé par l'arrivée d'un élu du même parti, ce qui permettrait à Elie Bousseyrolle (PS), maire d'Orliac-de-Bar, de succéder à M. Hollande. (Corresp.)

Le problème est aujourd'hui de savoir à qui reviendra le siège de M. Hollande. Le communiste Michel Julien, maire adjoint de Rosiers-d'Egletons, huitième de liste en mars 1998, revendique l'application du remplacement dans l'ordre des candidatures. Mais la fédération socialiste fait état d'un accord oral, qui aurait été passé lors de la constitution de la liste, selon lequel le départ d'un élu serait compensé par l'arrivée d'un élu du même parti, ce qui permettrait à Elie Bousseyrolle (PS), maire d'Orliac-de-Bar, de succéder à M. Hollande. (Corresp.)

Michel Noblecourt

La Gauche socialiste veut contribuer à « républicaniser » l'Europe

MARIE-NOËLLE LIENEMANN, Hélène Déjardin et Gérard Filoche ont déposé, mardi 2 février, la contribution de la Gauche socialiste pour la convention « Nation-Europe » organisée par le PS les 27 et 28 mars. Intitulée « Pour une République sociale européenne », ce texte veut tourner la page de Maastricht et d'Amsterdam afin de « redonner un vrai sens à la construction européenne ». « Puisque la monnaie unique est là, franchissons un pas, ne la laissons pas devenir une machine infernale et mettons-la au contraire au service d'un projet économique et social de progrès », estime la Gauche socialiste, qui doit accueillir le « patron » du Parti socialiste au congrès du Mouvement des ci-

toys, dimanche 7 février, lui rend hommage (*lire ci-dessous*). Fédéraliste, la Gauche socialiste reprend sa proposition d'une « Constitution européenne » esquissée par la direction. Elle devrait donner le pouvoir au Parlement d'« investir après chaque élection et de censurer un gouvernement européen », de voter les lois communautaires et d'adopter « un vrai budget ». Cette Constitution placerait la Banque centrale européenne « sous l'autorité d'un pouvoir politique issu des citoyens ». Le dernier volet, économique, de la

contribution suggère « une politique de relance volontariste » et une harmonisation fiscale qui serait « encouragée par une taxation, au niveau européen, commune et progressive, des mouvements de capitaux et des placements financiers, inspirée de la taxe Tobin ».

Dans une contribution, élaborée par Alain Vidalies, député des Landes, et intitulée « Faire l'Europe sans renoncer au socialisme », une partie des ex-pionnières avancent l'objectif d'*« une Europe fédérale puissante et démocratique »*. Attachés à la nation française – « la France, c'est la République, ce n'est pas Clod », ils veulent aussi une Europe « laïque et sociale ». Au-delà d'un contrôle politique de la Banque centrale européenne, ils réclament « un gouvernement européen » qui, « issu du camp majoritaire aux élections européennes », « remplacerait la Commission » et serait responsable devant le Parlement. Ils souhaitent « une norme sociale européenne » qui, outre un salaire minimum, prévoit « une carte d'assurance social communautaire » et « un régime européen de sécurité sociale pour les travailleurs migrants ».

Régis Passerieu, responsable national des services publics, présente sa contribution personnelle. Le maire d'Agde (Hérault) insiste sur une politique de croissance, afin de « rompre avec le monétarisme », et sur l'égalité d'accès aux services collectifs et publics.

M. N.

M. Chevènement voit dans le premier secrétaire du PS « un esprit ouvert »

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT a fait, vendredi 5 février, une courte apparition au 4^e congrès du Mouvement des citoyens, qui se tient à Crétel (Val-de-Marne), jusqu'à dimanche. Tout sourire, il a été longuement ovationné par les 450 militants présents, qui se sont levés pour le congratuler. Il s'agissait d'une simple visite pour le président-fondateur du MDC, dont l'intervention publique est prévue dimanche matin. Pour gagner « quelques pistes » sur la démarche du mouvement en vue des élections européennes, les délégués devront encore patienter.

C'est toutefois avec une chaleur non feinte que le ministre de l'intérieur a salué, vendredi matin, sur LCI, la candidature de François Hollande pour conduire la liste du PS aux européennes. « François Hollande est un ami, un homme très sympathique, à l'esprit ouvert », ayant de préciser que « cela ne préjuge pas du fond », sur lequel « il y a matière à débat ». Déjà, à l'université d'été du MDC qui s'était tenue, fin août 1998, peu de temps avant son accident d'anesthésie, M. Chevènement n'avait pas exclu que des « convergences » soient possibles avec les socialistes. Des multiples hypothèses avancées pour les européennes, seules restent en lice celle de s'entendre avec le PS ou celle de conduire une liste de la « gauche républicaine ».

Alain Beuve-Mery

Arlette Laguiller et Alain Krivine, au nom de l'« idéal » communiste

Devant une Mutualité comble, les porte-parole de LO et de la LCR ont présenté leur liste

LES PREMIERS arrivés, les premiers rangés, bien à l'heure, ce sont les militants de Lutte ouvrière, qui peuplent, très nombreux, la grande salle de la Mutualité. La Ligue communiste révolutionnaire est pluriel dans les couloirs, fidèle à ses habitudes. Après d'âpres négociations, la sonnette Motivés, de Zebda, que LO s'est finalement laissé imposer par le LCR, à l'expresso condition de ne pas passer le *Chant des partisans*, qui – même remanié par le groupe toulousain –, a été écrit par le gaulliste Maurice Druon. Quand Alain Krivine et Arlette Laguiller prennent place à la tribune, vendredi 5 février, la Mutualité déborde : près de trois mille personnes, « notre plus grand meeting depuis mai 1968 », soutiennent des responsables de la LCR.

Après un premier test à Quimper, LO et la LCR, qui rêvent à voir de « deux à trois millions d'électeurs » – plus de 10 % des suffrages exprimés –, ont voulu ouvrir leur campagne en grand. En solide. Ici, on fait des vrais meetings, sans débat. La liste commune des deux organisations trotskistes est « la seule à proposer un choix de société alternative, la seule liste anticapitaliste », avec « huit candidates parmi les dix premières » de la liste. « C'est la seule liste de gauche qui ne soutient pas le gouvernement, face à trois ou quatre listes de la gauche "purifiée"

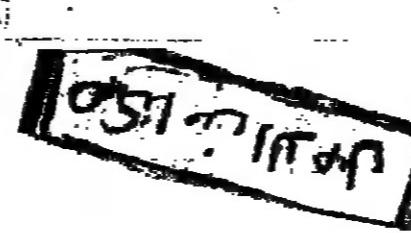
qui, à notre avis, auraient pu se mettre ensemble. » Effectivement, le gouvernement, vendredi soir, est à la fête. Arlette Laguiller dénonce « la politique économique de Lionel Jospin, la même que celle d'Alain Juppé ». Le sénateur Aubry, qui « permet depuis un an d'imposer des cadences supplémentaires, d'imposer des annualisations, de casser des conventions collectives », et sauve la résistance syndicale qui s'organise à PSA contre le premier projet « 35 heures ». « Comment traîne-t-on les enseignants comme des sauveurs ?, demande Alain Krivine, navré par un Claude Allegre : « qui ne comprend rien à la négociation ».

Daniel Cohn-Bendit, le gibier et la meute Daniel Cohn-Bendit a beaucoup apprécié qu'Alain Krivine se fende, après les incidents dont il a été victime à la Hague, le 19 janvier, d'un communiqué de soutien, et lui a téléphoné pour le remercier. « Lorsque Cohn-Bendit est attaqué par des chasseurs d'immigrés comme Chevènement ou par certains chasseurs fascistes, qui le traitent de juif ou d'Allemand, c'est un question de principe, on est du côté du gibier », a répété Alain Krivine à la Mutualité. « Mais il m'a regretté que le programme de la tête de liste des Verts n'est pas celui du parti de Dominique Voynet, à part sur les sans-papiers et le nucléaire, le programme de Daniel Cohn-Bendit, c'est celui de Jospin, et parfois même un peu plus à droite. » « Et si on dînait ensemble ?, a récemment proposé le député eurodéputé à son ancien camarade de mai 68, au téléphone. « Si tu veux, mais chez toi ou chez moi, et sans la meute de journalistes », lui a répondu Alain Krivine.

un Parlement qui ne sert de toute façon pas à grand-chose », a expliqué pour sa part son ambigus M. Laguiller. En revanche, ils ont d'un accord tacite étudié la politique sur l'assiduité des têtes de liste à Strasbourg, comme si eux-mêmes n'étaient pas encore certains de la leur (*lire ci-dessous*).

EUROPE DÉCRITÉE Entre les deux porte-parole, on sent bien quelques différences. À commencer par l'Europe. À la Mutualité, Alain Krivine s'est indigné que « la belle idée de l'Europe chère aux internationalistes soit discréditée par cette Europe qui se construit dans le secret des banques ». « Notre ambition n'est pas de conquérir quelques strapontins dans

Ariane Chemin



Les structures intercommunales sont jugées coûteuses, opaques et « peu démocratiques »

Un rapport très sévère de la chambre régionale des comptes de Midi-Pyrénées

Alors que les députés ont commencé la discussion du projet du gouvernement sur le développement de l'intercommunalité, la chambre

régionale des comptes de Midi-Pyrénées juge sévèrement, dans un rapport, le maquis « inex- tricable », « peu transparent et peu démocra-

tique » des structures intercommunales. Ce rapport estime également qu'elles constituent une source d'alourdissement de la fiscalité locale.

TOULOUSE
de notre correspondant régional
C'est un véritable pavé dans la mare que la chambre régionale des comptes Midi-Pyrénées vient de lancer en rendant publique, vendredi 5 février, une enquête sur l'intercommunalité, au moment où l'Assemblée nationale examine le projet de loi visant à développer la coopération intercommunale (*Le Monde* du 3 février). Cette enquête, menée pendant trois ans, constitue la première de ce type et devrait être, selon son président, Philippe Limouzin-Lamothé, « représentative pour la France entière », la région comptant la même proportion de structures intercommunales que le reste du territoire. Si les conclusions de la chambre ne mettent pas en cause le principe de coopération entre les communes, elles contestent radicalement la manière dont les élus procèdent à sa mise en œuvre et qui a abouti à la création de 19 286 groupements intercommunaux, en sus des 36 664 communes de France.

Les contribuables sont les premiers à payer « l'incohérence, les ambiguïtés et l'absence de transparence » des syndicats à vocation multiple (Sivom) ou unique, des districts, des communautés de communes ou de villes, juge sans ménagement ce rapport. « L'intercommunalité est un incontestable facteur d'alourdissement de la fiscalité locale », ajoute M. Limouzin-Lamothé. Bien que difficile à mesurer à cause de « la superposition des structures et le chevauchement des compétences », le rapport observe

que la pression fiscale augmente de trois façons : « Accroissement de la part des organismes intercommunaux à fiscalité propre, évolution du produit fiscal plus rapide – plus de 2 points – dans les communes membres d'un groupement à fiscalité propre et, enfin, effet d'accélération de la taxe professionnelle d'agglomération ». Globalement, sur Midi-Pyrénées, « plus de la moitié des communes maintiennent ou accroissent leur fiscalité en même temps qu'augmentent celle des groupements auxquels elles adhèrent », assure la chambre régionale des comptes.

SOLUTIONS DE FORTUNE

« Généatrice de coûts supplémentaires », l'intercommunalité favorise, selon les juges, « des cumuls d'emploi et de rémunération critiquables ». C'est ainsi qu'un secrétaire général adjoint de commune se retrouve aussi rédacteur dans un

Sivom et conseiller technique de deux sociétés d'économie mixte (SEM), « toutes activités qui auraient pu correspondre à un emploi à temps complet ». Les mises à disposition de cadres supérieurs sont « souvent un moyen détourné d'attribuer des compléments de rémunération ». Un agent de cabinet d'une grande mairie a ainsi perçu, au fil des différents emplois qu'il exerçait dans deux syndicats et une SEM, des compléments de salaire qui ont atteint 84 % de sa rémunération principale. La constitution d'un groupement entraîne également « la multiplication des indemnités versées aux dirigeants de la nouvelle structure », sans que soient justifiées des « responsabilités effectives ».

A travers la « multiplication » et la « dispersion considérable » des groupements de toute nature juridique, la chambre régionale des comptes relève « des ambiguïtés ».

Crise à la communauté urbaine de Lille

Une crise est ouverte à la communauté urbaine de Lille (CUDL), où une bonne partie des membres du Gadec (Groupe d'action démocrate communautaire) a refusé de participer au vote du budget présenté par son président, Pierre Maury (PS). Le Gadec, qui réunit les représentants, de toutes tendances, de 47 communes sur les 87 de la CUDL, exigeait en préalable une discussion sur l'intercommunalité : ces élus veulent contrer les projets de fusion de la commune de Lomme avec celle de Lille, et débattre de l'amendement déposé par Bernard Roman, député PS du Nord et premier adjoint au maire de Lille, à la loi Chevénement actuellement discutée à l'Assemblée nationale. Cet amendement vise à instaurer l'élection des conseillers communautaires au suffrage universel (*Le Monde* du 5 février). Une réunion devait avoir lieu samedi 6 février à Matignon avec le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevénement, M. Maury et M. Roman, pour tenter d'effacer le différend. – (Corresp. rég.)

Jean-Paul Besset

Le congrès de la CGT tronise Bernard Thibault avec enthousiasme

Nicole Notat chaleureusement accueillie

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Présente dans tous les esprits mais jamais évoquée au cours des débats, l'invitation de la secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, pour la clôture du 46^e congrès de la CGT, vendredi 5 février à Strasbourg, restait bien le dernier enjeu d'une semaine sans réelle contestation. Comment les militants les plus hostiles au rapprochement de leur centrale avec la CFDT allaient-ils accueillir celle qui avait soutenu le plan Juppé en 1995 ? Certains propos pouvaient laisser craindre le pire : « Il y a quelqu'un qui vient demain et il va falloir s'en occuper », rappelait d'un ton menaçant un syndicaliste de la santé, au cours des débats, jeudi, sur le document d'orientation.

Quand les projecteurs se sont tournés vers Mme Notat, discrètement entrée dans la salle du congrès peu avant 10 heures, les siégeants attendus ont été vite recouverts par des tonnerres d'applaudissements. A l'exception d'une centaine de contestataires des fédérations de la chimie, des métaux et de la santé, l'ensemble de la salle s'est aussitôt levé en criant « Tous ensemble, tous ensemble ! Oui, oui ! », transformant l'épreuve de force en allusion revancharde : en 1995, le slogan « Tous ensemble » avait déjà rassemblé les grévistes opposés au plan Juppé, avant d'être repris par les opposants internes de la CFDT.

Quatre ans plus tard, Nicole Notat ne voit plus dans « ce beau slogan » le rappel implicite de divergences anciennes mais l'expression d'un « gentil clin d'œil », salué par Bernard Thibault comme « une aspiration à l'unité ». Avant l'acclamación d'un dirigeant de la CFDT – une première historique dans l'histoire des congrès de la CGT –, l'ovation quasi unanime réservée à Emilio Gabaglio, le secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES) à laquelle la CGT devrait

prochainement adhérer, avait déjà fourni une nouvelle preuve de l'évolution sensible des mentalités au sein de la CGT.

Les invités de marque ayant été généralement salués, les délégués pouvaient désormais se consacrer à leur nouvelle idole, Bernard Thibault, élu à l'unanimité, vendredi, à la tête de la confédération. Devant une salle enthousiaste, tremblant sous le volume des coups de brumes, des applaudissements et des « Tous ensemble ! » tonitruants, la figure emblématique du mouvement social de l'hiver 1995 est alors montée à la tribune pour prononcer ses premiers mots de secrétaire général officiel : « Les trains sont quand même plus silencieux quand les cheminots sont en grève. »

DÉPART « SANS ÉTAT D'ÂME »

Dans un hommage émouvant rendu à son prédécesseur, Louis Vianet, M. Thibault n'a pas manqué de saluer « l'apport essentiel à la CGT et au syndicalisme » et le « pragmatisme » d'un « dirigeant un peu iconoclaste ». Moins solennel, il a ensuite dévoilé ses talents d'imitateur devant une assistance hilare, en reprenant les gestes et les expressions de l'ancien secrétaire général, amateur de « tableaux sur l'état de la réflexion » et « d'issues pour conclure ». Lui adressant enfin toute sa reconnaissance pour les conditions dans lesquelles le changement de secrétaire général s'était produit, Bernard Thibault a terminé son discours dans les bras de « Louis », avant de lui remettre un panier rempli de champignons. « si, d'aventure, le gibier se faisait rare ». A son tour acclamé, celui qui fut le secrétaire général de la CGT pendant six ans assurait les congressistes qu'il partait « avec émotion, mais sans état d'âme ». Le congrès s'achevait au son de *La Marseillaise* et de *L'Internationale*.

Alexandre Garcia

L'ordre des médecins n'est plus hostile à la maîtrise des dépenses de santé

LE PRÉSIDENT du conseil national de l'ordre des médecins, Bernard Glorion, appelle les médecins libéraux à accepter leur « responsabilité économique », dans un entretien publié, vendredi 5 février, par *Le Quotidien du médecin*. La décision du Conseil constitutionnel de supprimer le dispositif de sanctions financières les « place aujourd'hui devant une responsabilité nouvelle », affirme-t-il. Ils doivent réfléchir à la façon d'autoréguler les dépenses et être capables de maintenir les dépenses de soins dans une enveloppe donnée».

C'est la première fois que l'ordre accepte la définition d'enveloppes de dépenses. Le professeur Glorion juge qu'il serait regrettable de ne pas avoir fait une tentative pour sauver un système qui repose sur la solidarité. L'entrée des assurances privées peut se concevoir, mais on risque de créer à terme un système nouveau qui conduira à une discrimination sociale ».

DÉPÉCHES

■ NORD : Gérard Donnay, ancien président RPR du conseil général du Nord, a annoncé, vendredi 5 février, son intention de renoncer à son mandat de conseiller général de Lille-Centre. Il est par ailleurs député européen et conseiller régional et devait se mettre en conformité avec la loi sur le cumul des mandats. Son retrait devrait provoquer d'ici deux mois une élection cantonale partielle à Lille.

■ SONDAZ : Jacques Chirac et Lionel Jospin perdent chacun deux points de confiance dans le dernier sondage de la Sofres, réalisé du 27 au 29 janvier auprès d'un échantillon de 1 000 personnes et publié par *Le Figaro Magazine* du 6 février. Le président de la République recueille 52 % de bonnes opinions (contre 46 % de mauvaises) ; 61 % des personnes interrogées font confiance au premier ministre (contre 37 % qui ne lui font pas confiance).

■ ALLIANCE : Eric Raoult, secrétaire national du RPR aux fédérations, a dénoncé, vendredi 5 février, la volonté de l'UDF de faire une liste autonome aux européennes : « L'Europe vaut mieux que les intérêts d'une banque ». Il fait une « forte présence » de la droite au Parlement européen « pour aider le chef de l'Etat face à des premiers ministres qui sont souvent plus roses que tricolores, plus pour une Europe sociale-démocrate que pour les valeurs nationales de leurs pays », a ajouté M. Raoult.

■ CONJONCTURE : Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, a affirmé, vendredi 5 février, qu'il est « très important » que le moral des ménages soit bon, mais qu'il est aussi essentiel que « les entreprises se réveillent ».

CESSION DE PARTS D'UNE SOCIÉTÉ DE NÉGOCE À MAYOTTE

Actionnaire Principal (99 % des actions) cède totalité de ses parts d'une société de Négoce à Mayotte

Contacts :
SIM - BP 91
97600 MAMOUDZOU
Tél. : 02 69 61 11 13 ;
demander la Direction
Générale ou
le Secrétariat Général
Fax : 02 69 61 14 95

En Rhône-Alpes, le RPR et les millionnistes ignorent les offres de coopération d'Anne-Marie Comparini

LYON
de notre correspondant régional

« Nous avons accompagné l'exécution jusqu'au bout pour l'aider à réaliser en marche l'institution régionale », commente Bernard Soulage, président du groupe socialiste, après l'élection des bureaux des onze commissions du conseil régional Rhône-Alpes. Depuis vendredi 5 février, la gauche non communiste et les Verts détiennent tous les postes de président et de vice-président, contrôlant ainsi l'ensemble du dispositif délibératif de l'assemblée.

Elue présidente de la région Rhône-Alpes le 8 janvier grâce aux voix de la gauche, Anne-Marie Comparini (UDF) n'a pas réussi à convaincre les élus de la droite « millioniste » et le RPR d'occuper, comme elle le leur proposait, des postes de responsabilité au sein des commissions thématiques.

Dans un communiqué, Mme Comparini a déploré « qu'une nouvelle fois des manœuvres politiciennes viennent de Paris » soient à l'origine de cette situation.

En s'abstenant de présenter des candidats et en ne participant à aucun vote, le RPR a notamment voulu lui signifier que l'exécutif UDF qu'il anime restera, tout au long de sa mandature, « l'otage » de la gauche. Selon les élus RPR et apparentés, « l'intransigeance » du PS a rendu impossible l'application d'une représentation proportionnelle équitable entre les groupes de l'assemblée régionale. De leur côté, les amis de Charles Millon ont souligné que Mme Comparini paie cash le premier compte de son alliance scandaleuse avec la gauche, confirmant au mépris de ses électeurs, sa compromission avec ses adversaires politiques d'hier. La stratégie d'isolement de la

présidente de la région imaginée par les « millionnistes » et la position adoptée par le RPR compliquent davantage encore l'action de Mme Comparini. Depuis un mois, elle n'est toujours pas parvenue à rallier à sa démarche de nouveaux conseillers de droite. Elle ne cesse pourtant de répéter que sa ligne politique n'a pas varié : « Je n'abandonne rien ni les convictions de mon camp », martèle la présidente de Rhône-Alpes. Elle a annoncé qu'elle reprendra, notamment lors de la présentation de son budget les 11 et 12 mars prochain, tous les engagements de campagne de la droite pendant la campagne des régionales en mars 1998. Mme Comparini faisait alors partie de l'équipe qui soutenait Charles Millon, avant de dénoncer, peu après, son alliance avec le Front national.

Claude Francillon

DETAILLANT - GROSISSEUR VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques sur meilleurs prix

MATELAS • SOMMERS
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRECIA - EPEDA - PIRELLI
SIMBONS - DUMOLPILLO - BULTEX - etc...
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...
Cuir - Tissu - Alcantara
Structure - Garniture - Cadre - Soutien etc...
5000 modèles

LIBRAIRIE GENTILET SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
• 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19ème - M^e Télégraphe
• 50, avenue d'Italie
Paris 13ème - M^e Place d'Italie
01.42.08.71.00
7 jours sur 7
VENTES PAR TÉL. POSSIBLE

grès de la CGT
Bernard Thibault
enthousiasme
chaleureusement accueilli

"Moi j'ai envie d'y croire.
Mais les pilotes, qu'est-ce
qu'ils en pensent ?"

Ouverture du capital

**79 % de nos
pilotes ont
choisi de diminuer
leur salaire
pour devenir
actionnaires.**

Quand on est actionnaire d'une entreprise, on veut qu'elle progresse. La signature, en 1998, d'un accord de partenariat sur plusieurs années, entre la Direction de la Compagnie et des représentants des Personnels Navigants Techniques, et le choix fait par 78,8 % de nos pilotes et officiers mécaniciens navigants de devenir actionnaires d'Air France, en échange d'une baisse de salaire de 235 MF en moyenne par an pour les 7 années à venir, sont la preuve de leur implication. L'ouverture du capital permettra également à l'ensemble des salariés (personnel navigant commercial et technique, personnel au sol qu'il soit administratif, commercial, des escales, du fret, de la maintenance...) de s'associer pleinement au devenir de leur entreprise. Des dizaines de milliers de salariés seront alors avec vous actionnaires d'Air France, partageant l'ambition de voir leur compagnie progresser et représenter toujours mieux l'image de la France dans le monde. Voilà pourquoi chaque jour ils favoriseront le développement de leur entreprise. Voilà pourquoi nous pouvons dire que vous avez raison d'y croire.

Réservez dès maintenant auprès de votre intermédiaire financier. Pour toute information, n° vert 0 800 320 310. Internet : www.airfrance.net

Dans le cadre de l'ouverture du capital d'Air France, les souscripteurs personnes physiques bénéficient d'avantages particuliers : une réduction par rapport au prix fixé pour les investisseurs institutionnels ; 1 action gratuite pour 10 actions achetées et conservées 18 mois, dans la limite d'un investissement de 30 000 francs (4 573,47 euros) ; la gratuité des droits de garde pendant 18 mois ; la possibilité de souscription dans le cadre fiscalement attractif du Plan d'Epargne en Actions. La réservation vous garantit, dans la limite de 8 000 francs (1 219,59 euros), soit d'obtenir le nombre d'actions correspondant au montant demandé, soit d'être deux fois mieux servi que si vous n'aviez pas réservé. Elle est révocable à tout moment jusqu'à la fin du quatrième jour de bourse de l'Offre à Prix Fixe. Des bulletins de réservation d'actions sont disponibles auprès de votre banque, des Caisses d'Epargne, de La Poste, du Trésor public ou de votre société de bourse. Le document de référence, la note d'opération préliminaire et la note d'opération définitive visée par la COB seront à votre disposition, sans frais, auprès des intermédiaires financiers et d'Air France.

AIR FRANCE

Vous avez raison d'y croire 

SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 FÉVRIER 1999

SANTÉ Dix-huit ans après l'apparition du sida en France, l'épidémie entre dans une nouvelle phase. A la période d'euphorie qui avait accompagné l'introduction des trithérapies a succédé un déenchantement teinté d'inquiétude. ● CERTES, CES NOUVELLES MOLÉCULES ont considérablement amélioré le pronostic vital, mais ce sont des médicaments difficiles à supporter. On sait aujourd'hui qu'il faudra les prendre très longtemps, toute la vie peut-être. ● AUTRE MOTIF D'INQUIÉTUDE : le manque criant de structures de prise en charge médico-sociale pour les patients les plus démunis, afin de les persuader de prendre leurs traitements et de les réinsérer socialement. ● LES ASSOCIATIONS

rapies a succédé un déenchantement teinté d'inquiétude. ● CERTES, CES NOUVELLES MOLÉCULES ont considérablement amélioré le pronostic vital, mais ce sont des médicaments difficiles à supporter. On sait aujourd'hui qu'il faudra les prendre très longtemps, toute la vie peut-être. ● AUTRE MOTIF D'INQUIÉTUDE : le manque criant de structures de prise en charge médico-sociale pour les patients les plus démunis, afin de les persuader de prendre leurs traitements et de les réinsérer socialement. ● LES ASSOCIATIONS

d'aide aux malades connaissent aussi de graves difficultés, conséquence justement de l'euphorie provoquée par les trithérapies et de la démobilisation qui s'ensuivit.

Les malades du sida entre l'espoir, la lassitude et l'inquiétude

Grâce aux trithérapies, le pronostic vital des patients s'est grandement amélioré, mais persistent de graves difficultés liées aux médicaments eux-mêmes, au manque de structures de prise en charge et à la démobilisation des associations

● **LE DISCOURS EUPHORIQUE** de 1996 a soulevé beaucoup d'espoir. On ne se rend pas compte à quel point c'est difficile à entendre pour les malades ! : François sourit quand même, mince, trop mince, sage et doux-amé. Avec ses quatorze années de séropositivité, ses dix ans de traitement, il a, dit-il, « une expérience professionnelle du sida » et s'explique d'entendre dire partout que le fléau est vaincu. « On y a tous cru. Puis, très vite, chacun a suivi des parcours très différents. Certains ont continué à mourir, d'autres se sont miraculeusement remis, beaucoup partagent, comme moi, il y a un an et demi, l'hôpital s'était vidé, aujourd'hui, ça revient. On a atteint un plateau, on piétine, alors quand on nous dit « ça va », on se sent plutôt largués. »

L'état de grâce est terminé. Il a duré trois ans. Lorsque, au début de 1996, de nouvelles molécules « miracle », les antiproteases, ont donné enfin aux médecins un outil efficace pour lutter contre le virus du sida, un immense soulagement s'est emparé du monde médical, jusque-là démunis. « J'avais deux décès par semaine, c'était un tourbillon, un cauchemar, je n'en pouvais plus », se rappelle le docteur Marc Bary. En quelques mois, les malades reviennent à la vie, récupèrent leurs défenses immunitaires, le virus recule, les maladies opportunistes disparaissent.

Le sida éradiqué ? On le croit, brièvement. On s'aperçoit vite que

les trithérapies associant plusieurs molécules, dont les fameuses antiproteases, remettent les malades sur pied mais ne les guérissent pas. Le virus reste tapi dans les cellules, prêt à se multiplier dès qu'on relâche les traitements. Mais le message est passé. Pour l'opinion, le mal est vaincu. Pour les pouvoirs publics, l'état d'alerte maximal est fini. Le sida, dit-on, est devenu une sorte de maladie chronique, comme le diabète ou l'hypertension, banal. Il suffit de se soigner. Ce n'est pas si simple.

Trois ans plus tard, malades et médecins déchangent. Le soulagement persiste, mais l'inquiétude revient. Les décès ont diminué de 80 %, même si on meurt encore du sida (800 par an). Mais les contaminations continuent au même rythme - 5 000 à 6 000 par an. Mathématiquement, la population des personnes infectées augmente, et avec elle le risque de contracter le virus, ce d'autant que la vigilance se relâche. « On voit des gens qui prennent des risques, y compris dans les groupes les plus exposés, ce qui est un peu déprimant », soupire le professeur Willy Rozenbaum (hôpital Rothschild, Paris). « La situation de l'épidémie est très fragile. Il faut qu'on se mette dans une situation d'action continue et permanente de prévention. Ça ne l'a jamais été et ce n'est plus à la mode ! »

Pire, les trithérapies n'ont pas tenu toutes leurs promesses et commencent à montrer leurs limites. Les échecs et les échappements au traitement se multiplient, au point d'atteindre 30 % à 40 % des cas. Des résistances apparaissent (*Le Monde* du 1er février), obligeant les médecins à jongler avec les médicaments : des trithérapies (trois molécules différentes), on passe aux quadri, pentathérapies (cinq molécules) ! « On arrive à un plateau, il faudrait de nouvelles molécules pour surmonter les impasses et malades dans le désarroi. »

On joue un peu avec le feu, confesse le professeur Pierre Jouanny, qui dirige le service d'histo-embryologie-cytogénétique de l'hôpital Cochin (Paris).

Plus grave encore, la mauvaise observance des traitements obère l'avenir de l'épidémie. Contrairement à de nombreuses maladies, le sida ne tolère pas l'à-peu-près. Le virus mute dès que la puissance du traitement diminue. « Alors que, dans la plupart des maladies, un suivi de 70 % suffit pour le sida il faut prendre 95 % du traitement », explique le professeur Rosenbaum.

Le traitement est désagréable et très contraignant. Il s'accompagne de nausées, de diarrhées, de maux de tête et de fatigue. Il exige des horaires stricts, un régime alimentaire (plus d'alcool, moins de graisses, etc.), une bonne hygiène de vie, et se révèle incompatible avec beaucoup d'autres médicaments. « C'est une vraie logistique », explique François. Tous les malades l'avouent : à un moment ou à un autre, ils oublient, font une pause ou arrêtent carrément. Même ceux qui ont frôlé la mort, lorsqu'ils vont mieux, reprennent goût à la vie, sortent, s'amusent, finissent à la longue par lever la garde. « Il y a des moments fragiles. Après six mois, neuf mois de traitement, lorsque ça marche, le sida redéveut une maladie abstraite », observe le docteur Kirstetter.

Pour convaincre les patients, la seule recette est le dialogue, le suivi. Il faut préparer, convaincre, expliquer, rabâcher, écrire à ceux qui loupent un rendez-vous. Les consultations s'allongent. L'enjeu est que le nombre des personnes traitées augmente, or manque de plus en plus de médecins formés. Dans les hôpitaux, les files actives ont crû de 40 % à 50 %, les spécialistes sont débordés. « On attend de plus en plus », témoignent les malades.

En ville, les généralistes compétents sont rares. « Il y a très peu de médecins dans l'hôpital impliqués, et ils ont tendance à se désinvestir », regrette Willy Rozenbaum. Normal : le traitement est complexe, coûteux, les consultations longues, et la maladie sent le soufre. Bref, le sida n'est ni rentable ni gratifiant. Certains hôpitaux comme Pasteur ont même décidé de ne plus les soigner et renvoient les malades sur

l'Assistance publique... Pour améliorer l'observance, la plupart des services spécialisés ont créé des consultations d'aide à la prise de médicaments, regroupant autour des malades médecins, infirmières, pharmaciens, psychologues, etc. Mais, à moins d'être coercitifs, ces dispositifs fonctionnent mal : « Les patients qui en ont le plus besoin ne comprennent pas l'intérêt de venir », regrette Nadine Balcon, surveillante à l'hôpital Rothschild.

La population victime du sida a changé. Tous les médecins, toutes les associations le constatent. Comme toutes les épidémies, celle du sida touche en priorité les personnes les plus vulnérables, les moins bien informées, les moins suivies médicalement. Aujourd'hui débarque dans les hôpitaux

seconds refusent simplement d'entrer dans le système de soins. Ils ricquent sur l'hôpital ou les services sociaux et repartent dans la nature, où ils continuent de répandre le virus.

Pour les médecins comme pour les associations, qui ont longtemps assuré le relais avec les malades et joué un rôle actif dans la prévention, cette nouvelle population est un casse-tête. « On est au carrefour de toutes les difficultés », soupire Hugues Charbonneau, directeur d'Ensemble contre le sida, jusqu'en 1996, les gens venaient vers nous. Aujourd'hui, c'est aux associations d'aller vers les gens. » « C'est une misère qu'on est loin d'imaginer, résume Nadine Balcon. Ils jouent avec leur vie et avec celle des autres. Ils vont créer des virus résistants. On risque d'être

Le temps des multithérapies

Après les premières molécules utilisées dans le traitement du sida - les inverses transcriptases, AZT -, d'autres molécules comme l'Epivir ou le Videx ont été introduites, sans modifier fondamentalement les traitements. On a parlé de bithérapies. La révolution a été l'arrivée, en 1996, des antiproteases (Norvir, Crizivir, etc.). L'association de ces nouveaux médicaments avec deux des précédents au sein de trithérapies a permis aux malades, dans une majorité de cas, de reconstruire leurs défenses immunitaires et d'éliminer de nombreuses maladies opportunistes (pneumocystose, mononucléose, tuberculose, etc.) qui les faisaient mourir en masse. Aujourd'hui l'éventail des molécules s'est élargi : une quinzaine de médicaments permettent des combinaisons multiples : tri, quadri, pentathérapie... Pour autant, aucun protocole n'est parvenu à ce jour à éradiquer complètement le virus, qui reste tapi dans l'organisme malgré les traitements.

En France, environ 120 000 personnes séropositives vivent en étant infectées par le VIH. On compte environ 20 500 patients qui ont développé un sida clinique. Au cours du premier trimestre 1998, on a recensé 1 100 nouveaux cas de sida cliniquement déclarés, soit 2,5 fois moins qu'au cours du premier semestre 1996.

Le sas du Moulin-Joli

Dans le onzième arrondissement de Paris, au fond d'une petite rue misérable qui sent la pauvreté et la détresse, le centre du Moulin-Joli tente d'accrocher les patients démunis. Toxicomanes (60 %), prostituées (20 %), migrants (20 %), sans travail et sans domicile (70 %), la moitié d'entre eux sont infectés par le sida ou par l'hépatite C, un tiers cumulent les deux. « Ici c'est un sas, explique le docteur Marc Bary. On offre d'abord un accueil sans contrepartie, puis, lorsque la demande s'est développée, on offre une prise en charge médicale. Mais c'est très long. Dès qu'on démarre un traitement de substitution à la drogue, il faut au moins 500 jours pour amener les patients à prendre un traitement rétroviral. »

Arc en ciel, un lieu de paroles

AU FOND d'une cour miteuse, un petit immeuble chaleureux, il lumine la nuit comme un fanal. Bois blond, murs ocre peints à l'essuyé, éclairages savants, fauteuils élégants, on croirait un bistrot à la mode. Dès l'entrée, affichée sur un paravent, une simple note ramenée, d'un frisson, à la réalité. Elle rappelle que Valérie, trente-sept ans, est morte cette semaine et qu'une réunion se tiendra mercredi en son souvenir.

Au 52, rue du Faubourg-Poissonnière, Arc en ciel, n'est pas un club comme les autres. Crée en 1996 par l'association Aides-Ile-de-France pour redonner goût à la vie aux malades du sida, il a un restaurant, une salle de gymnasique, un atelier théâtre. Mais les décorateurs et les animateurs ont beau faire, ce lieu de vie reste tenu par la mort.

« Ce que je ne comprends pas, dit Slimane, la tête baissée, c'est que des gens jeunes qui suivent régulièrement leur traitement, et qui n'ont pas une vie trop désordonnée, meurent quand même. Ça me paraît incorrect. » Dans la bibliothèque, le silence s'est fait. Ce soir, le groupe de parole « suivre du traitement » est un peu perturbé.

Richard, psychologue de formation et vétéran de la maladie, répond prudemment : « Il y a des gens qui échappent au traitement, et il y a des épisodes fulgurants,

comme Valérie. Elle était fatiguée, elle s'est effondrée. Mourir du sida aujourd'hui, c'est plus rare, mais ça arrive. Autour de lui vingt-cinq personnes plient du nez.

« C'est peut-être dû à une mauvaise prescription », ossi Olivier. Richard se détend, on revient en terrain balisé : oui, certains médicaments ont des effets secondaires ennuyeux, mais maintenant on peut changer de traitement, discuter avec le médecin, « si tu prends ton traitement normalement, tu n'es pas malade... »

« Et peut-on changer de médicament ? » demande Isabelle, qui vient pour la première fois. Elle démarre une trithérapie et en assez de se réveiller au petit matin pour avaler ses gélules, alors qu'elle n'arrive pas à s'endormir le soir, pour cause d'angoisse. Son médecin ne l'écoute pas : « Calmez-vous ! il me dit », elle voudrait qu'il « s'occupe aussi un peu de la tête », et des réalités sociales : « Ils vous disent : mangez !, mais si vous n'avez pas de fric ? »

HANDICAPS SOCIAUX

La maladie précarise, malgré les traitements. « Ils permettent d'aller mieux, mais pas suffisamment pour être capable de travailler régulièrement », explique Jean-Christophe, directeur d'Arc en ciel. Beaucoup de malades ont perdu leur emploi, leur compagnon, leur appartement, ils ont accumulé des dettes, les assurances les récusent, ils n'ont accès ni aux crédits ni aux mutuelles, et survivent avec, au mieux, une allocation adulte handicapé (4000 francs par mois), qui n'est pas cumulable avec un salaire.

V. M.

Ar en ciel, créée initialement pour aider les « malades bien portants » à se nourrir correctement, à recréer des liens sociaux, bref, à être « mieux dans leur tête » afin de mieux se soigner, s'est transformée peu à peu en centre de réinsertion. « On réunit de plus en plus tous les handicaps sociaux », dit Jean-Christophe. Il vient de la banlieue lyonnaise où il dirigeait une antenne sociale. « Ce sont les mêmes difficultés, dit-il, avec plus de la maladie, la fatigue qui persiste et bloque tous les projets. »

Dans la bibliothèque, le groupe de parole évacue une à une lesangoisses. Philippe a raté trois prises de médicaments, par hasard, Isabelle n'a plus d'appétit et saute systématiquement sa dose de matin. Hubert vient de démarquer une quadrithérapie, il s'inquiète de ses réactions de la tension interne, permanente, qui lui fait parfois perdre le contrôle de lui-même. « Est-ce les médicaments ? »

« C'est plutôt l'angoisse, ou un début de dépression, c'est normal, répond Richard.

« Je voudrais que quelqu'un bouge, souffre, je voudrais tant ressentir un soulagement régulier », répond Richard. Mais si tu veux être comme avant, non, tu ne sera jamais comme avant d'avoir chopé le virus ! Slimane coupe : « C'est comme retrouver sa jeunesse... » Tous sourient. Ils ont en moyenne trente ans...

se défausser de ses responsabilités vers la médecine privée, les associations sont désertées par les volontaires, le public s'est totalement désintéressé. « Ce qui était une amélioration des soins est devenue une contre-arme de communication ! »

Lui ne se fait guère d'illusion. A trente-huit ans, ce qui le scandalise, c'est le désengagement général vis-à-vis de l'épidémie. L'Etat, dit-il, ne fait plus de campagnes de prévention, ou il les fait mal, et cherche à se débarrasser des malades.

POURTRAIT

« Je gère une entreprise avec une maladie au long cours, la vie n'est plus normale », explique le professeur Jean-Paul Levy, directeur de l'Institut de génétique moléculaire à l'hôpital Cochin. L'idée que le problème est réglé est fausse et réductible. »

Véronique Maurus

Les colères d'Arthur, sous traitement depuis neuf ans

et le temps des multithérapies

avec son allocation de handicapé. Ce n'est pas un cas social, d'autres, dit-il sont beaucoup plus à plaindre. « Il faut faire des choix, renoncer à beaucoup de chose, les voyages, les sorties, l'alcool, la vie sexuelle. » Il tient le coup, parce que, dit-il, il est « carre dans sa tête » et très bien entouré affectivement.

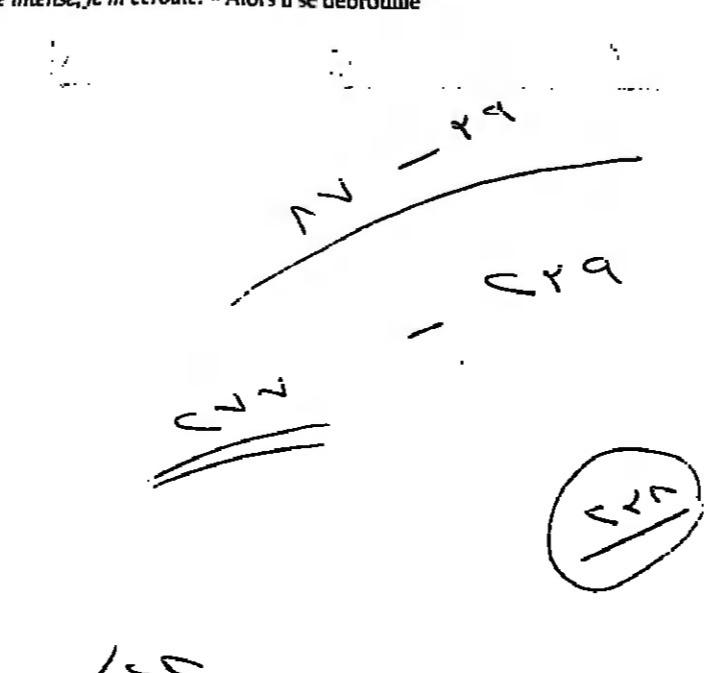
Mais « il a mille raisons de ne pas accepter la réalité ». Il y a des moments où on est en révolte contre son propre sida, d'autres où on se met en week-end de traitement - « il faut bien s'organiser une partie de réves ». D'autres enfin où on s'interroge : « Pourquoi avoir envie d'avoir un peu plus de temps à vivre ? » S'il n'y a personne autour, si la vie est vide, sans saveur ni projet, pourquoi en effet ?

UN PEU DE BON TEMPS

Lui a choisi de « s'offrir encore un peu de bon temps ». Il cultive des narcisses en pot, soigne son appartement, lit, écoute de la musique, et continue de militier à Sida-Info-service. Pour les autres, les jeunes, la nouvelle génération qui n'a jamais vu à la télévision de morts du sida et recommence à s'égayer dans le rêve artificiel, l'alcool, l'ecstasy, tout ce qui favorise les comportements à risque.

Il est sérieux, sauf là-dessus. La guerre contre la maladie, c'est son combat quotidien. Il enrage de voir l'épidémie profiter du relâchement général pour reprendre insidieusement le dessus. « On brandit la braise des décès, sauf qu'il y a encore 6 000 contaminés par an ! Ces 6 000 contaminés, il faudra les gérer, ce sont des postadolescents ! Et si le sida continue de se banaliser, combien seront-ils dans dix ans à vivre ma vie ? »

V. M.



Difficile d'expliquer aux malades
qu'il y a encore de l'époque et
aux autres que la situation
est toujours dramatique.



PESIN

Des naissances moins risquées

VANESSA est un peu la championne de la malchance. A vingt ans, sa vie semblait toute tracée : employée de bureau, mariée, tranquille. Mais son mari la quitte. Un rapport à risque, un accident de préservatif, et tout bascule. Vanessa devient séropositive. « C'est une maladie vache », dit-elle, « on se sent puni ». C'était il y a trois ans. Depuis son mari est revenu. Il est séronegatif. Ils veulent un enfant. Ce n'est pas recommandé, elle le sait. Pourtant, elle ne se soigne que pour ça. « Sinon, c'est trop dur, ce traitement qui me fait vomir tous les matins, comme si j'étais enceinte, justement ! »

Un cas désormais classique. Depuis l'arrivée des trithérapies en 1996, les demandes de grossesse ne cessent d'augmenter, note le docteur Laurent Mandelbrot, gynécologue à l'hôpital Cochin (Paris). « Les gens vivent, ils veulent un enfant à moindre risque, c'est naturel, jolis, c'était confidentiel ; c'est devenu courant », confirme le professeur Pierre Jouanny, qui dirige le service d'histologie dans le même hôpital. Chacun sa spécialité : le premier s'occupe des femmes séropositives, enceintes (40 % découvrent leur séroposibilité à cette occasion) ou désireuses de l'être ; le second des couples dont l'homme est infecté et la femme saine. Dans les deux cas, la transformation du sida en maladie au long cours a bouleversé les données.

D'abord, car les chances de survie des parents atteints sont beaucoup plus fortes. Ensuite, parce que les techniques ont progressé et permettent de limiter les risques de transmission. Pour les femmes séropositives, le traitement à l'AZT pendant la grossesse avait déjà réduit l'incidence des

V.M.

Les associations aux prises avec de graves difficultés

AIDES, Act Up, Arcat Sida, Sol en si, Ensemble contre le sida (ECS), Solidarité Sida... En 1994, quelque 250 associations jouaient un rôle précurseur dans la lutte contre le sida. Peuplées pour l'essentiel de malades appartenant à des milieux privilégiés et à des groupes (homosexuels, hémophiles) solidaires et organisés, les associations ont dès la découverte du virus, en 1985, coopéré avec les médecins et la recherche pour comprendre, soigner et prévenir l'épidémie. Elles ont ainsi largement contribué à la mise en place non seulement de traitements efficaces, mais aussi de nouvelles relations entre les malades et le corps soignant, plus égalitaires, fondées sur l'information, l'échange et la tolérance réciproque.

MORET DE MELMANTS ET D'ARGENT
Ces acquis demeurent. À l'échelle de l'histoire médicale, la lutte contre le sida est, tout au moins dans les pays riches, un succès, même si l'on reste à confirmer. Mais ce succès, paradoxalement, a cassé les associations. L'arrivée des trithérapies en 1996 et l'euphorie qui a suivi ont débâllé les troupes déjà déçues par le fléau. La plupart des fondateurs étaient morts, et les survivants, éprouvés, se sont éloignés. « C'est évident de parler tout le temps de la mort », soupire un de ces vétérans. Aides, entre autres, a perdu plus de 1 000 bénévoles en deux ans tandis qu'il réduisait ses salariés de moitié, faute d'argent.

Croyant le sida vaincu, le public s'est lui aussi détourné : les dons ont chuté. Le fiasco du troisième Si-daction, en 1996, et l'affaire de

V.M.

Maurice Papon qualifie de « malheureuse soirée » la répression sanglante du 17 octobre 1961

« Tenir Paris » aurait dit de Gaulle à l'ancien préfet de Paris

Présent lors de la deuxième journée du procès pour « complicité de diffamation » qu'il intente

Paris Maurice Papon a rejeté en bloc toutes les accusations formulées à son encontre. Il a au contraire expliqué, devant la dix-septième

chambre du tribunal correctionnel de Paris présidé par Jean-Yves Monfort, avoir cherché à « calmer la situation ».

sident de la République : « Tenir Paris. Nous devions protéger la population, y compris les Algériens exposés aux rapines et aux exactions du FLN », explique Maurice Papon. Nous avions aussi le devoir de restaurer la confiance dans les rangs de la police qui vivait un malaise profond, afin d'éviter des réactions insistantes. »

Il estime que la manifestation était « faussement pacifique ». « On avait mobilisé tous les Algériens de Paris et sa banlieue avec l'ordre de se rendre aux rassemblements sans arme, recommande-t-il. Mais on ne s'est pas contenté d'« inviter », on a fait pression sur ces travailleurs en les menaçant de sanctions, et les cadres du FLN étaient présents et armés. » Toujours selon l'ancien préfet de police, les autorités craignaient que la manifestation ne dégénère. « Que pouvait-il arriver si on était submergé, débordé ? Il s'en est fait de peu », affirme-t-il en évoquant des « incidents » au port de Neuilly, qui auraient opposé les forces de l'ordre aux manifestants. « Si la masse n'avait pas été arrêtée là, les colonnes s'en étaient envolées vers les Champs-Elysées en se faisant au feu et à mesure de leur progression. »

À ce moment de la guerre d'Algérie, le FLN cherche, à croire Maurice Papon, à « introduire à Paris la guerre urbaine enseignée par Mao Tse-Toung, pour créer la panique dans la population », mais aussi à éliminer son principal concurrent, le Mouvement national algérien (MNA). Le préfet de police repart alors une consigne ferme du général de Gaulle, présent

« répression très dure », rappelle le président du tribunal, Jean-Yves Monfort. « Pour ma part, j'enlève le superlatif », répond l'ancien préfet de police.

À fin de la manifestation, Maurice Papon tire, de ce qu'il qualifie de « malheureuse soirée », un bilan plutôt positif. « La manifestation comptait environ 20 000 personnes et 11 000 ont pu être dirigées vers des autobus pour les mettre à l'abri dans un certain nombre de centres, soutient-il. Ces personnes ont fait l'objet d'examens individuels qui nous ont permis de déceler 2 454 cadres qui ont

Les photographies d'Elie Kagan ?

« Je n'y crois pas, c'est du montage »

étés rapatriés. » « Comment peut-on expliquer autant d'interpellations avec des effectifs de police limités ? », interroge le président.

« Grâce à la bonne volonté des préférés, qui n'étaient pas relâchés et étaient bien contents d'être débarrassés de la corvée imposée par le FLN », rétorque Maurice Papon.

La veille, Jean-Luc Einaudi donnait une version autrement plus dramatique de ces « rafles massives » au cours desquelles, selon lui, plus de deux cents personnes auraient été tuées. Mais Maurice Papon n'en est pas à une dénégation près. Il conteste les témoignages qui font état d'une cinquantaine de morts dans la cour d'honneur de la préfecture. « C'est

invisciable, pas soutenable, lâche-t-il. Il y a eu quelques barrares et je suis personnellement descendu pour calmer la situation ». S'il admet désormais le chiffre d'une trentaine de morts pour l'ensemble du rassemblement, il nie que des corps aient été jetés à la Seine par les forces de l'ordre : « On a procédé à des identifications et on a décelé des membres du MNA ou de musulmans qui avaient travaillé avec la police, liquidés par le FLN. »

Maurice Papon rejette en bloc toutes les accusations. Les trois policiers qui dénoncent le « massacre » de la cour de la préfecture : « Un moyen de gauchistes activistes. Les photographies d'Elie Kagan prises pendant la manifestation ? « Je n'y crois pas du tout, c'est du montage. » Les témoignages de ceux qui ont assisté aux exactions ? « Ils sont suspects. Que ne sont-ils venus réclamer à ce moment-là ? Ils auraient dû dénoncer ces crimes. » Les déclarations critiques de Gérard Monate, à l'époque secrétaire général adjoint du Syndicat général de la police ? « Il est connu dans un poste de maquillage à propos de l'affaire Urba. »

Concernant sa responsabilité éventuelle dans la répression de la manifestation, l'ancien préfet de police s'en tient à une explication simple : « Les mesures étaient décidées en haut lieu. Le préfet de police est soumis aux directives du ministre de l'intérieur, voire du premier ministre ou du chef de l'Etat. »

Suite des débats jeudi 11 février avec l'audition des témoins de la défense.

Acacio Pereira

Souvenir
d'Angleterre...

Aller/retour
à partir de
399 F*

Traversée avec aire
de jeux, cinéma, pont
promenade et casino.

Prix pour 1 voiture, 2 adultes
avec 3 enfants (moins de 15
ans) pour un séjour de 3 jours
en Grande-Bretagne que vous
n'êtes pas près d'oublier.

P&O
PORTSMOUTH

مجلة من المعلم

10 / LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 FÉVRIER 1999



LE MENSUEL DES ENSEIGNANTS ENTIÈREMENT CONSACRÉ AUX DÉFIS ÉDUCATIFS ET CULTURELS DE NOTRE SOCIÉTÉ

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la Fnac le jeudi 11 février à 18 heures
à la Fnac Saint-Lazare à Paris : « Comment éduquer à la responsabilité ? »



PROFITEZ DE NOTRE OFFRE D'ABONNEMENT !

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à : *Le Monde de l'éducation* - Service abonnements, 24, avenue du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex.
Offre valable jusqu'au 31 décembre 1999 et réservée à la France métropolitaine. Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter au (33) 1-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures

1 AN, 11 NUMÉROS
249 F
soit une économie de 330 F
SOIT 24%
DE RÉDUCTION

- OUI, je souhaite bénéficier de votre offre d'abonnement au *Monde de l'éducation* pour
- 1 an (11 numéros) pour 249 F seulement au lieu de 330 F,
soit une économie de 81 F.
- 6 mois (6 numéros) pour 150 F seulement au lieu de 180 F,
soit une économie de 30 F.

Je joins mon règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde de l'éducation*.

Je préfère régler par carte bancaire :

N° :

Date d'expiration :

Date et signature obligatoires :

901 ME002

Prénom :
Nom :
Adresse :
Code postal : Ville :

Vous vous abonnez au *Monde de l'éducation* : vos nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes et, le cas échéant, plus tard à quelques sociétés partenaires. Vous vous abonnez et ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre

o / 100

DISPARITIONS

PAUL MELLON, philanthrope américain, mort lundi 1er février à Upperville (Virginie). Il avait quatre-vingt-onze ans. Son nom était à la National Gallery of Art de Washington, fondée par son père, Andrew Mellon, en 1937. La National Gallery a un riche patrimoine publics américains (il est propriété de l'Etat fédéral), mais il n'a pas existé qu'à la donation qui fut le sénateur Andrew Mellon de ses collections et la somme nécessaire à la construction du bâtiment. Depuis 1964, Paul Mellon, qui a acheté des œuvres par le célèbre historien d'art, spécialiste de l'impressionnisme, John Rewald (1912-1994), a donné au musée, parmi lesquelles des toiles d'Edouard Manet, Claude Monet, Auguste Renoir, Paul Cézanne, Edgar Degas, Vincent Van Gogh, Paul Gauguin, Picasso... Paul Mellon aussi, avec biens évalués à 1,4 milliard de dollars (environ 1,24 milliard d'euros), la 124^e fortune du pays. Outre ses dons à la National Gallery, Paul Mellon a contribué à nombreuses organisations de charité, mais

était plus particulièrement intéressé par l'éducation supérieure, financant plusieurs universités, dont la Yale Center for British Art à New Haven (Connecticut).

ANNE SPOERRY, médecin français qui a vécu pendant longues années au Kenya, connue sous le nom de « mama doktori », a morte mardi 2 février à l'hôpital Nairobi. L'âge de quatre-vingt-un ans. Suite à une attaque cardiaque. En 1918, Anne Sperry, résidente à escapade du camp de concentration de Ravensbrück, a installée au Kenya à la fin des années 1940 après avoir étudié la médecine. En 1965, elle avait rejoint le service des « docteurs volants » (flying doctors) mis en place par la Fondation pour la médecine et la recherche (Amref). Elle pilotait elle-même son petit avion toute la région désertique qui s'étend dans le pays, pour faire face aux urgences, lancer opérations de vaccination ou promouvoir l'hygiène et la prévention. Lorsqu'elle prit sa retraite, en 1996, elle avait effectué ainsi 8 000 heures de vol. Anne Sperry convaincu que, hors PC, point de salut pour la cause ouverte, il continue le combat dans ses rangs : débâcle, au temps d'Algérie, la

livre intitulé « Ils m'appellent mama doktori » (Ed. Lattès, 1994), ce qui signifie « maman docteur » en swahili.

ROGER CODOU, ancien des Brigades internationales, est mort le 1er janvier à quarante-quatorzième anniversaire. Communiste, il a côtoyé les grandes figures comme Marty, Tito, Kadhafi, Garabdy, le mystérieux Jean Jérôme... Forte tête, dévoué à la cause du communisme, Roger Codou a écrit un itinéraire dans *Le Cabochard, Mémoires d'un communiste, 1925-1982* (Maspero). À l'adolescence, Roger Codou a été arrêté et emprisonné au camp de concentration de Ravensbrück, installée au Kenya à la fin des années 1940 après avoir étudié la médecine. En 1965, elle avait rejoint le service des « docteurs volants » (flying doctors) mis en place par la Fondation pour la médecine et la recherche (Amref). Elle pilotait elle-même son petit avion toute la région désertique qui s'étend dans le pays, pour faire face aux urgences, lancer opérations de vaccination ou promouvoir l'hygiène et la prévention. Lorsqu'elle prit sa retraite, en 1996, elle avait effectué ainsi 8 000 heures de vol. Anne Sperry convaincu que, hors PC, point de salut pour la cause ouverte, il continue le combat dans ses rangs : débâcle, au temps d'Algérie, la

Liberation, les ministères communistes, la guerre froide, l'import-export des pays de l'Est, rapport Khrouchtchev, Budapest 1956... Là, ce fut trop : il quitta le PCF, sans jamais renoncer au combat.

JOURNAL OFFICIEL

Un journal officiel du jeudi 4 février sera publié : « Crédit d'épargne : une loi portant prolongation de mandats des membres des conseils consultatifs des conseils d'orientation et de surveillance des Caisses d'épargne et de prévoyance. »

Crédit lyonnais : un décret autorisant la cession de la participation au Crédit lyonnais Europe (filiale du Crédit lyonnais SA) à Banca Jover SA du Crédit lyonnais Espagne.

Cour des comptes : un avis de vente, à la documentation française, de la deuxième édition de l'ouvrage de référence, « Cour des comptes, de Deschêne maire (213 pages, 15,29 €), à la documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07. »

NOMINATIONS

CNIL

Michel Gentot a été élu pour cinq ans mercredi 3 février, président de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) par les membres de l'autorité administrative indépendante. Ancien président de la section du contentieux du Conseil d'Etat, Michel Gentot avait été nommé membre de la CNIL lors du conseil des ministres du 3 janvier (*Le Monde* du 2 janvier). Aux postes respectifs de vice-président délégué et vice-président, la commission a élu Hubert Bouchet, membre du Bureau économique et social, et Raymond Formi, premier vice-président de l'autorité nationale.

La composition de la CNIL a désormais la suivante : deux députés, Raymond Formi (PS, Territoire de Belfort) et Gérard Chauvin (PS, Lot-et-Garonne) ; deux sénateurs, Jean-Pierre Schapira (UDF) et Jean-Marie Poirier (UC, Val-de-Marne) et deux non-inscrits, Noël Chahid-Nouri (UDF) et Pierre Le-

cienq (UDF) ; deux membres ou anciens membres de la Cour des comptes, Didier Gasse et François Cicqué ; trois personnalités nommées sur proposition respective du président de l'Assemblée nationale et du président du Sénat, Maurice Benachour (UDF) et Guy Roquier, conseiller-maire honoraire de la Cour des comptes ; trois personnalités désignées en conseil des ministres : Cécile Alvernat, Philippe Lemoine et Michel Gentot.

POLICE Jean-Louis Ottavi a été nommé à la tête de la direction de la police aux frontières (PAF) par le conseil des ministres du mercredi 26 janvier. Ce service a dernièrement remplacé la direction centrale de l'immigration et la lutte contre l'emploi des clandestins, dont M. Ottavi était le directeur (*Le Monde* du 2 février). Le chef des ministres a confirmé Jacques Laisné au poste de directeur de l'administration de la police nationale. Cette confirmation accompagne la restructuration du service, où l'ancienne sous-direction de la formation devient une direction à part entière.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Bienvenue à
Céline,
arrivée mercredi 3 février 1999,
chez
Patricia JOLLY
et Pierre-André LACOUT.

Tanja ROMIC
Emmanuel RENIN
heureux d'annoncer la naissance de
leur fille,

Noah, Alice, Léa,
le 3 février 1999, à Paris.
31, rue Malher,
75011 Paris.

Anniversaires de naissance

Le 8 février 1999.

Alain BUREAU,
trente ans avec tel et son fidèle journal.
Joyeux anniversaire.
Les Bouboos family.

Sébastien,
tu es cinq ans aujourd'hui, 6

Je rêve pour toi d'une vie de sérénité et d'amour de l'humain.

Je t'aime.

Nona.

Fiançailles

Michel KUENTZ
et
Arabella CRUM-EWING
grand bonheur leur prochain mariage.

Bibliothèque Segur Nîmes,
30670 Carcassonne-Larzac.

Décès

Mme Cavalier-Bernabé-Bretz,
épouse,
directrice de recherche au CNRS,
à la tristesse de faire part du décès de

professeur Luigi
BERNABO-BRETA,
archéologue.

Le 4 février 1999, à quarante-neuf ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le samedi 6 février, à Lipari (îles Eoliennes-Sicile).

On du Musée
Lipari/Sicile/Italie.

On prie d'annoncer le décès de

M. Jean DESPEYROUX,
ingénieur civil
des Ponts-et-Chaussées,
du conseil général
des Ponts-et-Chaussées,
président d'honneur fondateur
de l'Association française
génie parasismique,

survenu le 6 février 1999.

L'inhumation aura lieu le mercredi 10 février, à 15 heures, au caveau de famille, au cimetière ancien de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), place du Souvenir-François-Jacques-Phélippe.

Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).

Le 1er février 1999,
Jean Boutros,
son époux,
Isabelle et Aymard Verrier,
Christine et Philippe Colpi,
Marie-Josée et Yves Bacq,
ses enfants.

Guillaume Verrier,
Frédéric et Sophie Pytel,
ses enfants,

son épouse-petite-fille,
Mme Georges-Pierre

et leurs enfants,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Mme

née VOUTOUX,
née VILLEILLE,
sculpteur,
médaille de bronze
de la Ville de Paris.

survenu le 5 février 1999.

Selon le volonté de déclaré, une messe sera célébrée le lundi 8 février, à 11 heures, en l'église Saint-Laurent, à Nogent-le-Rotrou, suivie de l'incinération dans la stricte intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

— Lucette Demarte,
son épouse,
Catherine,
et elle.

Florian,
son petit-fils,
sa famille et ses amis,
ont la grande tristesse d'informer du décès le 31 janvier 1999, après une longue maladie, de

Pierre DEMARNE,
ancien du groupe surrealiste
d'André Breton,
un savant scientifique
à IBM-Paris,
chevalier de l'ordre national
du Mérite,
chevalier des Palmes académiques,
médaille du Travail.

Il a été inhumé, selon son souhait, dans la stricte intimité familiale.

Le lieu de faire-part:
116, boulevard
Neuilly-sur-Seine.

L'Association française pour
l'expansion de la France (APRF)
et son président d'honneur,

M. Pierre DEMARNE.

L'inhumation a eu lieu dans le caveau de famille, au cimetière ancien de Gif-sur-Yvette.

Nos condoléances à la famille et nos
remerciements pour l'œuvre accomplie.

Daniel Croquette,
Et les membres du conseil d'administration.

Mme Albert Féquant,
née de la Boissière,
Olivier, Corinne et Nathalie,
ses enfants.

Ses petits-enfants,
Et toute sa famille,
font part du rappel à Dieu de

M. Albert Féquant,
ancien ambassadeur,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national
du Mérite.

à Fréjus. le 30 janvier.

Il a rejoint son fils

Philippe,

rappelé à Dieu le 2 mars 1999.

La cérémonie religieuse a eu lieu l'intimité, le lundi 1er février, à Fréjus.

Une messe sera dite en la Maison des Petits Soeurs des Pauvres, 62, avenue de Bréteil, Paris-7, le samedi 13 février, à 15 h 30.

51, boulevard Garibaldi,
75015 Paris.

survenu le 6 février 1999.

L'inhumation aura lieu le mercredi 10 février, à 15 heures, le caveau de famille, au cimetière ancien de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), place du Souvenir-François-Jacques-Phélippe.

On prie d'annoncer le décès de

M. Jean DESPEYROUX,

ingénieur civil

des Ponts-et-Chaussées,

du conseil général

des Ponts-et-Chaussées,

président d'honneur fondateur

de l'Association française

génie parasismique,

survenu le 6 février 1999.

L'inhumation aura lieu le mercredi 10 février, à 15 heures, le caveau de famille, au cimetière ancien de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), place du Souvenir-François-Jacques-Phélippe.

On prie d'annoncer le décès de

M. Jean DESPEYROUX,

ingénieur civil

des Ponts-et-Chaussées,

du conseil général

des Ponts-et-Chaussées,

président d'honneur fondateur

de l'Association française

génie parasismique,

survenu le 6 février 1999.

L'inhumation aura lieu le mercredi 10 février, à 15 heures, le caveau de famille, au cimetière ancien de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), place du Souvenir-François-Jacques-Phélippe.

On prie d'annoncer le décès de

M. Jean DESPEYROUX,

ingénieur civil

des Ponts-et-Chaussées,

du conseil général

des Ponts-et-Chaussées,

président d'honneur fondateur

de l'Association française

génie parasismique,

survenu le 6 février 1999.

L'inhumation aura lieu le mercredi 10 février, à 15 heures, le caveau de famille, au cimetière ancien de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), place du Souvenir-François-Jacques-Phélippe.

On prie d'annoncer le décès de

M. Jean DESPEYROUX,

ingénieur civil

des Ponts-et-Chaussées,

du conseil général

des Ponts-et-Chaussées,

président d'honneur fondateur

de l'Association française

génie parasismique,

2 ALLEMAGNE ZÉRO ?

Les damnés et les autres

par Bernard-Henri Lévy

NEUF pendus, alignés, sur une potence ■ fortune. Au premier plan, de trois-quarts, un soldat coiffé d'une toque de fourrure. Il ■ froid, il ferme le col ■ D'autres pendus. ■ distingue visages. ■ ce qu'on voit mieux, c'est le jeune soldat, ■ premier plan, ■ d'un simple calot.

Ceux-là [] cinq. On leur [] laisse [] leurs chapeaux. Ce sont de [] chapeaux mous, peut-être [] flanelle, qui [] quand la corde s'est tendue. Cela [] rire [] soldats, légère- [] ment en retrait, derrière l'arbre.

[] aussi, [] soldats rient. [] c'est [] cause [] l'officier qui [] le pendu par [] pantalon, [] la hauteur [] mollet, comme s'il voulait le ba- [] lancer.

Là, c'est [] plus drôle.

Morts macabre, mais plus drôle. C'est un vieux qui coupe la . Il semble qu'il ait un de grâce : le temps de prendre la photo, de fixer la peur la joie du soldat à côté.

Un autre rabbin. Une autre barbe. Ils trois, fois, autour lui. Deux hors champ : on ne voit que qui se croisent devant visage ; l'un tient les ciseaux, l'autre la barbe. troisième campé lui. Il est torse nu, un peu gras. On sent qu'il ne sait pas s'il doit sourire photographie regarder le rabbin qui fait penser à un très beau

D'autres rabbins, [redacted] qu'on [redacted]. Des juifs accroupis, formant à l'aise des [redacted] de gymnastique humiliants. Et puis encore des pendus. Toujours des pendus. Là, l'homme n'est pas [redacted] l'appareil capte son dernier sourire. Ici, il [redacted] mourir : [redacted] soldats, [redacted], l'un [redacted] l'autre où [redacted] l'a pendu, l'autre debout dans l'herbe, devisent sans plus faire [redacted] à lui. Ici, [redacted] une femme : [redacted] suppose qu'elle [redacted] et que le photographe a eu peur que la photo ne soit floue ; [redacted] son camarade, dans le cadre, la [redacted] fermement par les pieds. Là, la photo est floue ; mais c'est la faute du soldat, pas du pendu : c'est lui qui se tord de rire, et qui a fait rire le photographe. Et puis celle-là : une autre femme, pendue par les pieds ; [redacted] lui, le petit bord-cadre, qui a écrit, en fléchant [redacted] qui a servi de potence : « *fleur de printemps* » ?

potence : « fleur de printemps » ? Des photos de ce genre, il y en a centaines, petites et terribles, épingleées aux murs de l'exposition « Les crimes de la Wehrmacht », à Hanovre. Les gens autour de moi sont choqués, concentrés. Ils vont, au silence, d'une photo à l'autre. Une jeune femme s'arrête devant une série, presque un film, où l'impression que les nazis ont organisé une sorte de concours - le plus pendu ? le plus rictus ? ou la potence la plus ingénueuse ? Elle repart. Elle revient. Elle passe un long moment devant l'un des clichés. Et, lorsque si elle ne supportait plus le spectacle du cliché-ci en particulier, elle se prend la tête dans les mains et c'est va

Jean-Philip Reemtsma ■■■■■ l'organisateur ■■■■■ de l'exposition. Il ■■■■■ grand. Massif. Il a une barbe rousse, semée ■■■■■ fils blancs. Un front haut. De fines lunettes ■■■■■ métal argenté. Le grand public ■■■■■ découvert son nom au moment ■■■■■ enlèvement, il y a cinq ans, et du livre-témoignage qu'il en ■■■■■ Il le connaît ■■■■■ à ■■■■■ cigarettes Reemtsma. ■■■■■ petits paquets jaunes, qui ■■■■■ sur le plateau de Schröder à la chancellerie ■■■■■ qui appartenaient ■■■■■ sa ■■■■■ Pour lui, c'est du passé. Il ■■■■■ vendu la firme. Et, ■■■■■ l'argent de la vente, il a ■■■■■ un institut de recherche sur les « racines » et les « modalités » de la guerre, qui ■■■■■ revues, publie ■■■■■ livres et organise, donc, ■■■■■ exposition sur « Les crimes ■■■■■ la



De ville en ville, l'exposition photographique sur « Les crimes de la Wehrmacht » divise l'Allemagne, peut-être plus que les polémiques sur le Mémorial de la Shoah ou les déclarations du romancier Martin Walser. Bernard-Henri Lévy, qui a vu l'exposition, a rencontré ceux qui, comme l'ancien chancelier Helmut Schmidt, entendent préserver l'honneur de la Wehrmacht et ceux qui, comme Joschka Fischer, actuel ministre des affaires étrangères, ont une exigence de morale et de vérité

D'où viennent les photos ? Ce sont des photos personnelles, sans aucun mort ou prisonnier. Ce sont comme des souvenirs, ou des photos de vacances, que les soldats eux-mêmes ont prises pour les envoyer à leurs familles. La guerre n'est pas ceux qui la faisaient. L'extermination des civils, et notamment des juifs, vue dans l'œil du soldat, et avec lui.

et avec lui.
Qui sont ces « Sont-ils représentatifs de l'ensemble de la Wehrmacht ? Reemtsma n'en rien. Il est bien trop sérieux pour, contrairement à ce qu'insinuait le chancelier, généraliser. La seule chose qu'il puisse dire, c'est que ce sont des soldats, pas des SS. On oppose toujours, n'est-ce pas, « mauvais » SS et « vrais » soldats. On dit : d'un côté, les professionnels du crime, les exécuteurs de la Shoah ; de l'autre, ceux réguliers qu'on n'aurait fait qu'accomplir. Eh bien, c'est là que s'oppose Reemtsma. C'est cela qu'on ne peut plus dire quand on a vu que montre Mitterrand, j'imagine

Mitterrand s'exposant à position Reemtsma. Aurait-il pu prononcer sa phrase : « le « courage du soldat allemand » ? Ce fut son dernier discours. Son tout dernier mot : président, aurait-il fait l'économie - je dis à Reemtsma, qui sourit - s'il avait vu, comme nous, la preuve de ces milliers d'Oradour créés par le rouleau compresseur de la Wehrmacht dans sa course vers

elle n'a pas été sentie, mais le mal qui a toujours senti, dans sa famille, le poids d'un horrible secret qui a compris le jour où, à Munich, elle a vu son père sur une des photos très jeune, très fringant, les pouces passés dans le ceinturon, devant un charnier. Mais personne n'a rien dit. Pas dans la famille. Pas dans la famille. Une trouée de mémoire. Une percée dans les consciences. Et puis les manifestations non plus. Pas de campagne de l'armée, pas d'associations d'anciens combattants.

Ce sont comme des photos-souvenirs, ou des photos de vacances, que les soldats eux-mêmes ont prises pour les envoyer à leurs familles. La guerre vue par ceux qui la faisaient. L'extermination des civils, et notamment des civils juifs, vue dans l'œil du soldat, et avec lui

qui sont venues, en Rhénanie, ou récemment, à Bonn ou à Kiel, crié à l'honneur aux marchés ! ou « pas d'argent pour l'exposition à honte ! ». L'exposition a marché. Le succès a balayé la réputation. Combien, finalement ? Sept cent mille. Il y a sept mille personnes qui, de ville en ville, ont voté avec leurs pieds, et avec des billets d'entrée, pour la morale et la vérité. C'était des jeunes. Des moins jeunes. Des lecteurs de Goldhagen. Goldhagen n'est pas d'accord avec tout ce que dit Daniel Goldhagen. Sur la libre volonté des bourreaux, il pense qu'il a raison et c'est cette libre volonté que montre aussi l'exposition.

L'effet Reemtsma, alors ?

Mais c'est lui, l'événement majeur. Il y a là, le tremblement de terre silencieux, invisible, qui a remodelé le pays et déplacé le mythe, non-dits, mensonges en genre qui encourent la mémoire de l'Allemagne. Il y a un séisme Reemtsma. Il y a un effet de souffle Reemtsma. Le reste n'est qu'un effet de ce effet. Le reste, tout le reste - Walser, Mémorial, déclarations de Schröder, le débat allemand d'aujourd'hui - n'est que le choc provoqué, dans les consciences, par l'explosion de mémoire et de morale.

ances, que les soldats
pour les envoyer
erre vue par ceux
rmination
ent des civils juifs,
at, et avec lui

■ Mémorial », il y a « morale ». Reemtsma dresse, lui aussi, un Mémorial. Ce Mémorial fait œuvre de morale.

■

Je repense à ces photos, prises à la fin de la guerre, lors de l'ouverture des camps, et qui me terrifiaient dans mon enfance : des soldats américains en treillis, casque sur la tête, devant à des cadavres alignés par terre faisant défiler les habitants des villages. Ils leur faisaient voir. Ils les obligaient à voir. Eh bien, Reemtsma fait la même chose. Il reproduit, cinquante ans après, le libérateur. Sauf que lui alle-

Je repense à propos, à bl-

C'est la couverture qui m'a frappé. J'ai vu, ensuite, qu'il s'agissait de la traduction allemande du dernier livre de Friedlander. Mais, le coup, c'est la couverture. De loin, croirait la bibliothèque de Sarajevo en flammes. En regardant mieux, on comprend que c'est la « Francfort, grande, celle où Bubis n'ira jamais puisqu'elle fut entièrement brûlée, ce jour-là, le novembre 1938, la « île de cristal » - tiens ! 9 novembre ! la même date, bizarrement, que la chute du Mur : ruse, sinistre, de l'Histoire ? ultime pied-de-nez à Krenz et de ses marades ? Il savait... La synagogue, donc, en flammes. Une foule de badauds devant. Et là, au premier plan, un type. Il porte un pardessus. Un chapeau mou. Il a un cartable, qu'il tient avec deux mains, dans son dos, un mélange décontraction d'assey. On dirait un employé de bureau qui rentre du travail. Il regarde. Il passait par là, il a vu du feu, alors il s'est arrêté et il regarde. Je ne sais qui cet homme. Sans doute est-il mort depuis le temps, et peu importe. Mais je sais que, le jour-là, à l'instant où j'ai pris le cliché, il a joué. Il a déjà un criminel en bureau. Ou il va le devenir. Il incarne ce que luttent aujourd'hui Bubis, Friedmann, Weizsäcker, Reerntsma. Il est, discrètement exposé sur la une des best-sellers de cette grande librairie de Berlin, la face noire de l'histoire allemande, sa honte.

Si je devais choisir une ville d'Allemagne pour y vivre, ce serait Hambourg. ■■■■■ lumière. Ses façades langoureuses et austères. ■■■■■ confort vermeilien ■■■■■ maisons. ■■■■■ frênes géants. L'odeur de la mer. ■■■■■ jardins sur l'Alster. Où ai-je lu que la civilisation de Hambourg, autrefois, ■■■■■ si jalouse ■■■■■ éminence qu'il fallait, pour appartenir au patriciat ■■■■■ la ville, notifier d'abord à l'Empereur qu'on renonçait à sa particule et ■■■■■ son nom ?

Un brûlot « bête et méchant »

Il y a trente ans paraissait le premier numéro de « Hara-Kiri Hebdo ». Cavanna, Choron, Fred et les autres n'hésitaient pas à bousculer les normes. L'interdiction prononcée par le ministre de l'intérieur, en 1970, offrira au journal, rebaptisé « Charlie-Hebdo », une publicité inespérée.

Au début était Zéro. Un titre prédestiné et qui allait offrir à une armada de dessinateurs-humoristes d'autres débouchés que ceux que leur proposaient les journaux des années 50 - *Marius, Paris-Flirt, Le Hérisson, Ici-Paris, Samedi-Soir ou France-Dimanche* -, encore pétits et peu tournant autour du pivot mari-femme-amant.

Tout en collaborant à des périodiques, François Cavanna, Topor, Georges Blondeaux, dit Gébé, bien d'autres révèlent *Mad*, le journal satirique qui va lancer Harvey Kurtzman aux Etats-Unis, dont le sous-titre - « Tales calculated to drive you mad », c'est-à-dire « Histories pour vous rendre fou » - constitue un programme au sol...

« On révélait ce qui se faisait dans les salles anglo-saxonnes, souviennent Cavanna. Quand nous présentions nos dessins aux différents journaux qui nous acceptaient, les bons restaient toujours sur les bras. » Un soir, en 1954, alors qu'avec le dessinateur Fred - auteur, depuis, de la célèbre série de *Philemon* - il se bâtade sur les grands boulevards, une jeune femme « à la poitrine très attrayante » lui offre le nez du premier numéro d'un nouveau journal, Zéro, dont les dessins et le nom leur plaisent à suie.

Le tout se précipite à l'adresse du titre, rencontre son patron Jean Novi, qui manque de matériau pour sa prochaine livraison. Les deux compères concoctent illico les textes de ce deuxième numéro sur la base d'un autre venus. Et Cavanna se retrouve dessinateur-rédacteur en chef de Zéro. Un troisième larron s'agrége au tandem. Georges Bernier, il s'occupe avec eux de vendre les journaux à Jean Novi et velle sur un plateau de colportage, auprès duquel son énergie et son sens du parachutisme revenu d'Indochine fait merveille. Tous trois, avec un autre dessinateur, Pelotsch, espèrent cependant le rêve de créer une version française de *Mad*. Il se concrétise en octobre 1960.

Le équipage originelle est déjà réuni. Outre le trio de base - Cavanna, Fred et Georges Bernier -, il y a la Jean-Maurice Cabu, dit Cabu, Topor, Jacques Lab. Tous deux réapparaissent à un titre et à un numéro zéro, « pour faire paraître les vrais journaux ». « On voulait un canard qui dirait tout, toutes les plus secrètes, les plus impudiques. On voulait aussi être vendu à kiosque et être affiché. Un rêve de gosse, quoi ! », dit Gébé, qui abandonne son travail de dessinateur industriel à la SNCF pour rejoindre l'équipe.

Foin du numéro zéro. Avec un titre trouvé par Cavanna, le premier numéro du mensuel *Hara-Kiri* paraît en septembre 1960. La couverture de Fred montre un samouraï au visage ouvert par une fermeture Eclair. Les deux premiers numéros, fabriqués petit format, sont vendus par les colporteurs, comme en province. Mais les colporteurs, et deux marnelles de *Hara-Kiri*.

Entre-temps, le ton satirique, les reportages loufoques, le plaisir de photomontage et la caricature dérangent la main des acheteurs - le premier numéro est diffusé à 2 000 exemplaires, le deuxième à 10 000 - et les talents, surtout des dessinateurs. Peu de rédacteurs se greffent à l'équipe : « Les collègues nous regardaient travers », dit Gébé. Cavanna oblige d'utiliser cinq ou six pseudonymes pour remplir le journal d'articles, dont Bernard Sampré, afin qu'*Hara-Kiri* ne soit d'une inscription à la commission paritaire.

Dans le centre d'expérimentation nucléaire algérien à Reggane, où il travaille au service militaire, Georges Wollniski découvre une affiche de Topor. Il profite de sa première permission pour aller frapper à la porte de *Hara-Kiri*. Jean-Marc Reiser entre enfin dans la bande. Celle-ci est d'abord installée rue Choron, dans le neuvième arrondissement de la



COLLECTION PATRICK DE LAURENT

L'équipe des débuts de « Hara-Kiri », rassemblée (au premier plan) et Georges Bernier (assis au billard). De gauche à droite : la couverture du premier numéro, datée du 2 février 1960, dessinée par Wollniski ; la « une » annonçant la mort du général de Gaulle, datée du 11 novembre 1969, qui va donner au titre d'« interdit » ; une couverture plus tard, parue dans « Charlie-Hebdo », qui dénonce la censure.



capitale. Georges Bernier, qui trouve l'argent dans les locaux du journal, en adopte le patronyme : il sera le professeur Choron. Le journal dépasse vite les 15 000 exemplaires. Son titre et surtout son sous-titre - « journal bête et méchant » - le font connaître. Dans la presse gaulliste, dans les années 60, où les libraires mettant en vente *Les Onze Mille Verges* d'Apollinaire sont condamnés, où le moindre lambeau de peau dévoilé fait pousser des cris d'orfraie aux familles, le journal détonne. Ses couvertures conçues par Topor ou Fred, affichées dans les kiosques, sont marquées : « A l'époque, l'affichage en kiosque est quasiment gratuit ; il suffisait d'arriver avec papier et colle », remarque Cavanna, qui estime aujourd'hui que « *Hara-Kiri* était amateur, naïf, mais il est le seul à s'affranchir ». Le professeur Choron, rompu à la manipulation financière, d'attirer de la publicité. Un placard pour Renoma, un en hommage à Hitler et Goering vêtus d'un imperméable de la marque sonne le glas de l'essai. *Hara-Kiri* préfère détourner les publicités.

Entre-temps, le ton satirique, les reportages loufoques, le plaisir de photomontage et la caricature dérangent la main des acheteurs - le premier numéro est diffusé à 2 000 exemplaires, le deuxième à 10 000 - et les talents, surtout des dessinateurs. Peu de rédacteurs se greffent à l'équipe : « Les collègues nous regardaient travers », dit Gébé. Cavanna oblige d'utiliser cinq ou six pseudonymes pour remplir le journal d'articles, dont Bernard Sampré, afin qu'*Hara-Kiri* ne soit d'une inscription à la commission paritaire.

Dans le centre d'expérimentation nucléaire algérien à Reggane, où il travaille au service militaire, Georges Wollniski découvre une affiche de Topor. Il profite de sa première permission pour aller frapper à la porte de *Hara-Kiri*. Jean-Marc Reiser entre enfin dans la bande. Celle-ci est d'abord installée rue Choron, dans le neuvième arrondissement de la

ville, ce qui manque de faire condamner pour proxénétisme. A partir des années 1963-1965, son interdiction, après que Cavanna et Choron eurent fait partie de la commission, le journal reprend du poing la tête, les couleurs s'enhardissent, l'humour noir fleuri dans les colonnes, le corps exulte et se dénude, la publicité moquée, les mannequins du Crazy Horse posent pour photos-montage, et le tirage s'emballe : 240 000 exemplaires en 1966 !

C'est l'année où la commission de protection de la jeunesse, qui lui donne autorité sur toutes les publications vendues et affichées, y compris destinées

aux adultes (*Le Monde* du 2 février), elle interdit *Hara-Kiri* au prétexte certains dessins de Fred et Topor sont « morbides ». Elle connaît aussi Lui, qui réapparaît cependant en kiosque quinze jours après, tandis que *Hara-Kiri* purgera sept mois d'interdiction. Pour autant, le journal continue d'être fabriqué et à être vendu en province, en douce, grâce aux colporteurs. Nul presque n'a bougé pour le défendre. « Personne n'intéressait à ça. La pétition a été signée par Bras-sens, Queneau... », regrette Cavanna. Le professeur Choron sort sur toutes les routes pour alimenter les troupes, y compris en appelant à une tapineuse de

On voulait un canard qui dirait tout, les choses les plus secrètes et les plus impudiques. On voulait aussi être vendu en kiosque et être affiché. Un rêve de gosse, quoi ! »

Gébé

Square élisent domicile au cœur du quartier Latin, dans un état de diligences surveillées par un concierge baptisé « Bourré » par l'équipe reformée. Une équipe prête à applaudir plus beaux exploits de la bêtise et du méchanté, en rajoutant, en allant dans le même sens, qu'elles sont loin devant elles.

Après 1968, l'équipe rêve d'ouvrir un journal plus politique, en se fondant sur le succès de *L'Enragé* et d'*Action*. « C'est une loi et une commission féroce, qui permettent

d'interdire un journal sans jugement », s'insurge Georges Bernier. Elle porte un nouveau coup au journal. Il s'en relève huit mois plus tard, mais plusieurs dessinateurs, faute de travail et de salaire, se sont laissé attirer par les séries d'autres journaux comme *Pilote* ou *Charlie Mensuel*. Le journal de René Goscinny va profiter de l'appartement de Gébé, de Fred ou de Cabu pour franchir définitivement le seuil de la BD destinée aux adultes.

A l'orée de l'année 1968, *Hara-Kiri* est toujours, dorénavant flanqué de *Charlie-Mensuel*, dont le titre est l'héritage du *Linus* italien. La formule inspirée de *Linus*, magazine italien de bande dessinée.

Les Editions du Square déposent leur bilan en 1985. Le titre *Hara-Kiri* est revendu quasiment à la fin à un psychiatre ; il vient d'être racheté par le journaliste André Bercoff.

Charlie-Hebdo, lui, réapparaît en juillet 1992. L'idée naît lors d'un dîner chez Lipp, après une scission dans un autre journal satirique, *La Grosse Bertha*. Il est financé par des anciens qui ont mis leurs économies, ainsi que par Renaud. Mais le professeur Choron n'en a plus. Un procès l'a même opposé à ses anciens camarades propos à la propriété du titre, dévolue à Cavanna. Choron regrette certes le « crème des dessinateurs » avec lesquels il travaillé, mais s'est lancé dans d'autres aventures : un journal pour enfants (*Grada*), une opérette pour Canal Plus, un CD de chansons.

L'ancienne équipe, elle, s'est ressoudée autour de Philippe Val, rédacteur en chef, et enrichie de nouveaux talents de dessinateurs (*Charles Luz*, et de journalistes (François Camé). *Charlie-Hebdo* est diffusé à 80 000 exemplaires. Et les fondateurs, presque tous sexagénaires, ont toujours l'œil qui pétille face à un dessin au graphisme inspiré ou à la silhouette d'une jolie femme.

Yves-Marie

Le titre vend en moyenne quelque 150 000 exemplaires entre 1971 et 1974, ses années de gloire. Ses lecteurs reconnaissent un journal qui fait exploser le langage et le vocabulaire, qui dénonce la publicité, qui révèle l'an 01 qui fait l'apologie de l'écologie et la lettre. Des nouvelles signatures ont rejoint l'équipe initiale : Cabu, Cavanna, Reiser, Wolinski, Gébé, Siné, etc., comme Jackie Berroyer, Delfeil de Ton, Sylvie Caster...

Les Editions du Square tournent à plein régime. Elles publient, en plus du mensuel *Hara-Kiri* - toléré par le nouveau maître qui l'échappe à ses saisies, des poursuites et des obligations du changement de couverture, notamment la demande de M. Giscard d'Estaing -, *Charlie-Hebdo*, *Charlie-Mensuel*, le mensuel *La Gueule verte* et des livres. « Le bulldozer lancé, on avait même un ordinateur dans la salle pour faire la VPC », se remémore le professeur Choron.

Les héritiers

L'esprit de *Hara-Kiri* a inspiré plusieurs titres de presse, comme *Pilote* ou *Charlie-Mensuel*, fondé par Godin, Nikita Mandryka et Claire Menken en 1972. La télévision, elle aussi, a débitrice de l'humour « bête et méchant » de *Hara-Kiri* et de *Charlie-Hebdo*, notamment *Alain Plus*. Alain Grefe, directeur des programmes, est un aficionado de ces titres et « Les Mots » et « Nulle part ailleurs » - « Les Guignols » en particulier - sont proches cousins. Enfin, la publicité use constamment des métaphores et détournements de *Hara-Kiri* et *Charlie-Hebdo* pour faire de la mode.

« En plus de la complicité inconsciente entre ceux qui ont fait ces journaux presque quarante ans, ce qui est assez rare, explique Gébé, aujourd'hui directeur de *Charlie-Hebdo*, l'œuvre contemporaine peut-être la filiation avec les surrealistes et Dada. Nous sommes la lignée de ces gens-là. »



chant »

ne étaient pas à boucler et envoient à une double recette

les huities



HORIZONS-ANALYSES

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 FÉVRIER 1999 / 15

Sous la peau de l'ours

par Robert Solé

LE MÉDIATEUR

Les lecteurs du *Monde* lire, et même compter. Plusieurs d'entre eux ont remarqué l'éditorial du 11 janvier intitulé « Un Sénat d'un autre âge », qui fustigeait les « gardiens d'une France sépia, terrienne et immobile ». Les sénateurs y étaient accusés d'attitude « rétrograde et même réactionnaire » pour s'être opposés au projet de loi sur la parité hommes-femmes. L'édito soulignait le passage que la séance n'importe sur 11 membres.

« Il viendrait évidemment à l'heure de nier la justesse de l'analyse et la fermeté de l'éditeur », écrit Jacques Charbonnier, Sainte-Foy-lès-Lyon (Rhône). Mais ajoute cet aimable lecteur : « mon regard glisse, un peu bas, vers les principaux collaborateurs de ce journal. Ce qu'on appelle, je crois, l'ours. En effet, « Là, il n'est plus question de parité, ni d'égalité hommes-femmes. Sur les deux derniers numéros, il n'y en a guère que trois de femmes, et peut-être cinq, avec les deux "Dominique". Soit entre 16,66 % et 16,66 % du compte. Et alors près du tiers des Assemblées ! »

Ne chipotons pas sur le chiffre de trente - je compte, pour ma part, vingt-neuf -, mais précisons tout de suite que Dominique Aliby, directeur (directrice ?) général du *Monde* SA, et Dominique Roynette, directrice (directeur ?) artistique, sont toutes deux. A la calcullette, nous avons un bon 17,24 %. Mieux, beaucoup mieux que le Sénat, enfin... Il pourrait opposer à M. Charbonnier, et à quelques autres lecteurs attentifs, que l'ours ne doit pas cacher la forêt. Si ce réunissait l'ensemble de la rédaction, comme dans certains hebdomadaires, on y trouverait 105 femmes (et 184 hommes), soit 37 % (statistique de juillet 1998). Mieux qu'il y a six ans (32,28 % en 1992) ou trente ans (14,28 % en 1969). Mais, au lendemain de la dernière guerre mondiale, la rédaction du *Monde* n'avait de féminine que le nom. Il a fallu beaucoup de temps à quelques personnes pour s'aventurer parmi les cravates, au milieu des fumées de cigarette, et défendre leur signature. La misogynie de certains « chefs » ne se camouflait pas.

En quelques années, pourtant - pour ne pas parler d'autres services du journal - a subi une mue spectaculaire. Elle est plus nombreuse (108 recrutées en 1998, contre 223 à la fin de 1993) ; elle compte une foule de nouveaux visages (110 embauchés depuis avril 1994) ; et elle a devancé très mobile (210 journalistes ont changé de poste depuis avril 1997). Parallèlement, elle a légèrement rajeuni (un moyen de 43,87 ans en 1998 contre 44,39 ans en 1993) et, surtout, l'a vu, un peu plus.

Mais ne faisons pas de l'ours pour avoir répondu aux lecteurs qui ont pris une loupe pour déchiffrer l'ours. La question est entière : pourquoi la proportion de femmes est-elle deux fois moins forte dans la hiérarchie que dans l'ensemble de la rédaction ? Pourquoi entre les éditorialistes, par exemple, sont-ils des hommes ? Répondre que *Le Monde* vient de loin serait un peu court. Affirmer que les

quelques autres lecteurs sont moins gourmandes de responsabilités professionnelles que les hommes ne serait pas sérieux. On imagine déjà les ricaines des sénateurs...

Soulignons plutôt des significations : la séquence Entreprises, qui réunit journalistes économiques, dirigée par une femme (Claire Blandin), comme l'est, depuis plus longtemps, la culture (Josyane Saigneau). L'ours ne reflète d'ailleurs qu'une partie de l'encadrement du journal : nombre d'adjoints de direction de service sont occupés par des femmes.

Un journal n'est cependant pas une armée, encore moins une mexicaine : la notoriété de ses rédacteurs ne se mesure pas nécessairement à leurs galons. Plusieurs pilotes de *Le Monde* n'ont jamais été chefs de quoi que ce soit (évidemment le « cheftaine », qui ne passe pas vaudrait toutefois être envoi au médiateur...). A défaut de bousculer dans l'ours, les femmes ont une équipe en place dans certaines équipes, comme les reporters ou les correspondants à l'étranger. Il n'en vient plus l'idée de juger moins que leurs collègues confiées à remplir missions théâtrales.

Le Monde, comme ailleurs, ne se fait pas tout seul. Une politique éditoriale est nécessaire, à savoir d'une partie mécanique qui n'aurait pas beaucoup de sens. Il y a encore du pain sur la planche : depuis 1994, on a embauché 10 hommes et 44 femmes. Heureusement, la pyramide des âges est favorable aux rédactrices, proportionnellement beaucoup plus nombreuses que les rédacteurs chez les moins de trente-cinq ans. Ce qui autorise tous les espoirs pour le prochain millénaire...

AU COURRIER DU MONDE



Un couple non marié, hétéro ou homosexuel, peut-il, aujourd'hui, adopter un enfant ? Une personne seule a-t-elle en la matière les mêmes droits qu'un couple marié ? Un professeur de droit privé précise certains aspects de la loi et de la jurisprudence. De son côté, un abonné de longue date nous rappelle que la clôture.

ADOPTION

Dans votre éditorial (*Le Monde* du 11 janvier-12 février), vous indiquez que « le couple non marié peut seulement avoir, pourront adopter un enfant ». Cela n'est pas exacte. En effet, d'après l'article 111 du code civil, « nul ne peut être adopté par plusieurs personnes si l'une n'est pas l'épouse de l'autre ». L'adoption n'est donc, en effet, actuel du droit, possible qu'au couple marié et à une personne seule. La loi peut sembler trop restrictive, mais l'on considère que les procréations médicalement assistées sont éthiques et peuvent apporter la preuve d'une vie commune depuis au moins deux mois. (...)

En revanche, il est vrai qu'un célibataire peut adopter. Cela d'après l'article 353-1 du code civil, « l'adoption d'un pupille de l'Etat ou d'un enfant étranger, tribunal doit déclarer que le ou les adoptants ont obtenu un agrément du président du conseil général. Or la jurisprudence du Conseil d'Etat admet que l'agrément n'est à un homosexuel en raison de son mode de vie. (...) C'est donc à un peu trait que l'on croire que les célibataires homosexuels

peuvent aujourd'hui adopter sans困难. Lorsque le Parlement a adopté la loi du 29 juillet 1994 sur les procédures médicalement assistées, la gauche a voté sans hésitation le texte qui prévoit que techniques « l'homme et la femme formant le couple ». En somme, tout se passe comme si, dès lors que l'on entre dans le domaine de la filiation « biologique » - qu'il s'agisse de l'artificial médical ou de cet artificiel juridique qu'est l'adoption -, le droit français exigeait que l'enfant soit au bout du compte deux parents du sexe opposé, un père et une mère. (...)

François Gaudin
Paris

AUTOCENSURE

Qu'appréhenden-nous de la plume de Daniel Schneidermann (*Le Monde* du 11 janvier) ? Tout simplement que les journalistes qui sont chargés de couvrir les faits et leur cortège de violences doivent faire la part belle à la réalité, malgré les personnes qui ont fait la première page du journal et qui semblent tomber dans l'oubli, Bernard Tapie ou Jacques Toubon par exemple. Ne pourrez-vous pas faire le point ?

Jean de Villeneuve
Boulogne (Hauts-de-Seine)

Maurice Goldring
Paris

mais d'un certain nombre de règles coercitives : le respect de l'humain - contre la performance à tout prix -, la beauté du geste - contre le mercantilisme -. Et donc l'humain - contre la corruption. Il ne s'agit pas ici de défendre une forme du sport qui fonctionne toujours référence à un bon vieux temps mythifié. Il s'agit d'offrir une vision de l'homme qui n'est pas utilitaire, désincarnée.

En France, la Coupe du monde de football 1998 l'a montré : les sports ont la nique des Jeux olympiques. A l'initiative de Ted Turner, le patron de Time Warner, ils regroupent des dizaines de centaines d'athlètes dont des exploits, richement dotés, sont retransmis dans 130 pays. Ils ne sont la que pré-ludes.

Si les ministres des sports et leurs législations sont opposés à la dérégulation et souhaitent conserver un CIO par-dessus tout de marche - c'est à dire dérégulation - , c'est que l'ultra-libéralisme-là n'est pas leur thé. Le mouvement olympique, tel que l'Europe l'a voulu, est porteur d'un esprit, d'une philosophie qui implique le

maintien d'un certain nombre de règles coercitives : le respect de l'humain - contre la performance à tout prix -, la beauté du geste - contre le mercantilisme -. Et donc l'humain - contre la corruption. Il ne s'agit pas ici de défendre une forme du sport qui fonctionne toujours référence à un bon vieux temps mythifié. Il s'agit d'offrir une vision de l'homme qui n'est pas utilitaire, désincarnée.

En France, la Coupe du monde de football 1998 l'a montré : les sports ont la nique des Jeux olympiques. A l'initiative de Ted Turner, le patron de Time Warner, ils regroupent des dizaines de centaines d'athlètes dont des exploits, richement dotés, sont retransmis dans 130 pays. Ils ne sont la que pré-ludes.

Si les ministres des sports et leurs législations sont opposés à la dérégulation et souhaitent conserver un CIO par-dessus tout de marche - c'est à dire dérégulation - , c'est que l'ultra-libéralisme-là n'est pas leur thé. Le mouvement olympique, tel que l'Europe l'a voulu, est porteur d'un esprit, d'une philosophie qui implique le

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 FÉVRIER 1999 / 15

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Fax : 01-42-17-29-30
abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Une meilleure COB

DANS l'histoire, chaque, de la Commission des opérations Bourse (COB) et des batailles qu'elle a mené pour réussir à s'imposer comme le gendarme des marchés financiers, la Cour de cassation n'a pas celle d'une défaite. Certes, la Cour de cassation a donné tort. Elle a jugé la COB de ne pas respecter les principes fondamentaux du droit pénal et de ne pas séparer les fonctions d'instruction et de jugement. En obligeant la Commission à se conformer à la Convention européenne des droits de l'homme et à mieux garantir, dans les procédures, la défense, la Cour de cassation lui donne l'occasion d'être plus inattaquable dans ses jugements et sanctions.

Créé il y a trente ans, la COB a longtemps eu une puissance administrative sans pouvoir juridique. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives - sont inattaquables. Pourtant, ces institutions obtiennent bien souvent des résultats plus tangibles que ceux auxquels le recours systématique à la justice permettrait de parvenir. Dans de nombreux domaines souvent techniques, il est nécessaire pour pouvoir réagir vite et bien.

À l'heure des juristes, les sanctions de la justice - qui ne sont pas administratives -

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 FÉVRIER 1999

Les Français ont orienté leur épargne vers les sicav actions en 1998

ri Lévy

Avec une augmentation de plus de 315 milliards de francs (48 milliards d'euros) de l'encours, la gestion collective a connu sa meilleure année depuis quatre ans. Le lancement de l'euro a permis la promotion de nouveaux produits

L'ANNÉE 1998 a été un excellent cru pour [■■■■■] et les fonds communs de placement en France (FCP), tant au niveau des performances que de la collecte. Avec une hausse de plus de 315 milliards de francs des encours en 1998 (48 milliards d'euros) et 140 milliards de souscriptions nouvelles, la gestion collective française enregistre sa meilleure année depuis quatre ans.

Sur Europerformance, un organisme chargé de recenser et d'analyser le comportement des sicav et des FCP, les parts de marché des différents établissements financiers n'ont pas notablement l'année dernière. La Société générale, le Crédit agricole, la BNP et le Crédit lyonnais se répartissent entre 8 % et 12 % des encours chacun. Seule évolution notable, le groupe Banques populaires augmente sa part de marché et AXA fait son entrée parmi les dix premiers, les encours gérés par l'UAP étant désormais comptabilisés sous la bannière

AXA. « Tandis que les grands réseaux consolident [■■■■■] positions, certains petits établissements spécialisés tirent leur épingle du jeu [■■■■■] que [■■■■■] de taille moyenne, comme le [■■■■■] mutuel [■■■■■] leurs parts de marché [■■■■■] tasser », note Beaudoin Brie, président d'Europerfor-

fonds obligataires spécialisés sur le Vieux Continent enregistrent les plus fortes progressions. A l'inverse, les sicav et les FCP obligataires, censés procurer des revenus réguliers, subissent une décollecte de 11 milliards de francs. Cette désaffection s'explique par la baisse des coupons versés par ces produits.

Une fois de plus, la stabilité et la sécurité sont reçues auprès des épargnantes. Les produits garantis ont continué à séduire un grand nombre de particuliers, l'encours sur ces produits dépassant pour la première fois les 100 milliards de francs. « Beaucoup de produits de ce type viennent à expiration en 1998. Les souscripteurs qui ont été satisfaits des performances ont choisi de renouveler une partie de leur épargne sur les fonds de placement », observe Paul-Henri La Porte du Theil, directeur général d'Indocam, la filiale de gestion du groupe Crédit agricole.

Une part importante de clients soucieux de contrôler le risque qu'ils font courir à leur épargne se sont aussi portés sur les fonds profilés. La demande sur ces produits, qui donne le choix aux souscripteurs [■■■■■] quatre degrés de risque, s'est élevée à 52 milliards de francs, les fonds [■■■■■] plus exposés aux [■■■■■] remportant le plus grand succès. Trois quarts des souscriptions se sont réparties entre les profils équilibrés et dynamiques qui renforcent le plus d'actions.

Sans conteste, les grands gagnants de l'année ont été les sicav et les fonds communs de la catégorie actions et diversifiées. Ils affichent la meilleure progression de leur encours (+14%). Les fonds d'actions européennes voient leurs ac-

tifs doubler en l'espace d'un an, pour atteindre près de 142 milliards de francs grâce aux bonnes performances des [■■■■■] européennes et à l'afflux des souscriptions. Les établissements qui ont suivi sur la vague de l'euro en lancant de nouveaux produits actions [■■■■■] ou en transformant d'anciens fonds pour les rependre aux couleurs de la monnaie unique [■■■■■]. Les fonds d'actions européennes voient leurs ac-

ts français [■■■■■] françaises également profité du dynamisme du marché parisien et les souscripteurs. Leur encours s'est gonflé de [■■■■■] milliards de francs.

Cet engouement pour les produits [■■■■■] dans les actions marque un [■■■■■] le comportement des épargnantes français. « Jusqu'à présent, [■■■■■] compatriotes [■■■■■] un appétit [■■■■■] pour les actions par rapport à [■■■■■] voisins allemands, anglais [■■■■■] espagnols et italiens, qui ont réorienté sensiblement leur épargne vers la Bourse », note André Babeau, directeur du Centre de recherche sur l'épargne (CREP). Toutefois, cette évolution devra être confirmée cette année. Les responsables de la gestion des sicav et des FCP dans les grands réseaux bancaires reconnaissent que la collecte sur les produits [■■■■■] a été surtout [■■■■■] au premier trimestre 1998, lorsque la Bourse française volait de record en record. Elle a été beaucoup plus faible dans la seconde partie de l'année, lorsque les marchés financiers ont fait preuve d'une grande nervosité.

J. Mo.

Gérard Athias, président de l'AFER
« Il faut favoriser le glissement de l'épargne
en assurance-vie vers les entreprises »

Des courtiers ont déposé une plainte auprès du tribunal de grande instance de Paris contre vous-même, [■■■■■] André Le Saout, cofondateur de l'Association française d'épargne-retraite (AFER), contre le groupe Commercial Union, et critiquent la gestion de l'AFER. Qu'y répondrez-vous ?

Nous avons déposé une plainte pour dénonciation calomnieuse. Ce que l'on voudrait nous reprocher, c'est une trop grande réticence professionnelle. A moins que ce ne soit d'avoir depuis plus de vingt ans, largement contribué à rendre l'assurance-vie [■■■■■] France plus transparente et moins chère. Autre aspect de ces interrogations, en cas de brusque remontée des taux d'intérêt les assurés pourraient racheter massivement leurs contrats, alors que les portefeuilles obligataires des compagnies d'assurances sont largement en moins-values. Pour notre part, nous distribuons l'intégralité de nos bénéfices, mais notre portefeuille d'obligations recèle des plus-values [■■■■■] près de 17 milliards de francs. Nous n'avons pas le droit de les distribuer : elles doivent obligatoirement entrer dans la réserve de capitalisation. Cette réserve pourrait être mobilisée en cas de moins-value. Cet argent, qui est traditionnellement pris en compte pour le calcul des fonds propres des compagnies d'assurances, devrait être en fait la propriété des assurés. Ce que nous avons obtenu.

Votre offre de contrats apparaît bien mince alors que se développent les contrats multisupports.

Dès 1996, nous avons fait évoluer notre contrat en francs en plusieurs multisupports. Nous [■■■■■] avons adapté notre contrat, vieux de vingt ans, au monde d'aujourd'hui et faire profiter nos adhérents d'avant avril 1996 à réintègrer les sommes investies dans notre support action sur le fonds en francs.

Cette décision nous apparaît très contestable, au regard du droit des assurances. Il est absurde d'interdire à des adhésions d'épargne-retraite de très longue durée par nature (souvent plus de quarante ans) d'évoluer dans un économie qui change constamment. A juste titre, on s'inquiète du poids des fonds [■■■■■] pension étrangers dans la propriété des grandes sociétés françaises. Or l'assurance-vie française est forte de 3 000 milliards de francs [■■■■■] 7 milliards d'euros) placés en produits de taux. Pourquoi empêcher les assurés épargnants d'en faire glisser progressivement une partie vers les entreprises. L'initiative des contrats dits « DSK » [■■■■■] louable puisqu'elle va dans la bonne direction. L'AFER a apporté 11 % de la collecte DSK mais, malgré [■■■■■] efforts déployés, le succès reste modeste.

Certains jugent qu'il n'est pas prudent de distribuer l'intégralité des bénéfices et qu'il faut en mettre une partie en réserve. Que pensez-vous des doutes émis par la Commission de contrôle des assurances sur la solidité de certaines compagnies ?

L'autorité de tutelle se doit de

Propos recueillis par
Joël Morio et Pascale Santi

SAISIR [■■■■■] MEILLEURES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENTS,
C'EST ANTICIPER LES MOUVEMENTS DES MARCHÉS.
VOILÀ POURQUOI [■■■■■] MANAGERS SONT PRÉSENTS À NEW YORK
LONDRES ET HONG KONG

Choisir AXA Investment [■■■■■]
pour [■■■■■] ses actifs, c'est
bénéficier de la [■■■■■] d'un
[■■■■■] les principaux
marchés mondiaux. Que vous
soyez une [■■■■■] ou un
cultier, en [■■■■■] ou à



laissez-vous conseiller dans vos
investissements
un [■■■■■] solide, expérimenté
financier international
Tél. (01) 803 800 100
Internet :
www.axa-investment.com

DERRIÈRE LES [■■■■■] HOMMES.

La vigueur économique américaine pénalise les obligations

Les rendements des emprunts d'Etat se sont nettement tendus cette semaine aux Etats-Unis et en Europe. L'euro a continué à se déprécier face au dollar

Les marchés de taux d'intérêt et de change ont fait preuve d'une grande nervosité cette semaine. L'euro est tombé sous le seuil de 1,13 dollar. « La baisse, ces dernières semaines, de l'euro nous laisse perplexe, mais

n'est pas un souci », a commenté le président de la BCE, Wim Duisenberg, à l'issue du conseil des gouverneurs, qui a choisi, jeudi, de laisser inchangé à 3 % son principal taux directeur. Le même jour, les banques cen-

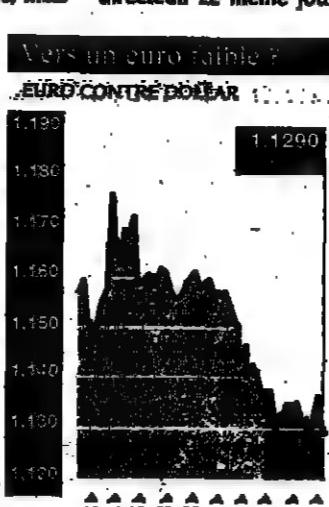
trales du Danemark et d'Angleterre ont en revanche décidé d'assouplir leur politique monétaire. Le yen est pour sa part resté très ferme, soutenu par la nouvelle remontée des rendements obligataires au Japon.

Etats-Unis, les rendements des emprunts d'Etat se sont fortement tendus. Le taux du titre à trente ans est passé de 5,09 % à 5,34 %, entraînant dans son sillage les taux obligataires européens.

Il y a peine quelques semaines, les dirigeants politiques européens se plaignaient à souligner le rôle de locomotive de l'économie mondiale qu'allait jouer désormais l'Euroland. Ce discours n'est plus de mise. Les Européens ont perdu de leur superbe. Le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, a estimé, jeudi 4 février, que « la forte croissance au quatrième trimestre aux Etats-Unis a, et aura, un effet très bénéfique » sur les économies du Vienn Continent. « Je ne vois que des effets bénéfiques quand la croissance est forte aux Etats-Unis », a-t-il ajouté.

Vendredi, les statistiques du chômage américain, avec celles des industries industrielles (+2,3 %), des directeurs d'achats (+4,2 points), des dépenses de construction (+1,7 %), sont venues confirmer la santé « éblouissante » de l'économie américaine, pour reprendre le qualificatif employé par le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan. Des créations d'emplois se sont élevées à 245 000 aux Etats-Unis en janvier tandis que le taux de chômage est resté stable à 4,3 %.

« L'économie croît encore fort, qu'avant, l'inflation reste basse et les marchés financiers intérieurs fonctionnent en douceur », a souligné John Aten, responsable des analyses économiques au Trésor américain.



Janet Yellen, de son côté, chef des économistes de la Maison Blanche, a observé que l'économie qui avait fait capoter les précédentes phases d'expansion économique, a savoir une rapide poussée d'inflation, n'avait toujours pas fait son apparition, ce qui permet d'espérer une poursuite de la croissance. « J'y vois une raison d'avoir un espoir de voir la croissance actuelle se pérenniser.

Marché international des capitaux : toujours une grande prudence

LE NOUVEAU MARCHÉ COMMUN des capitaux en Europe prend forme. L'offre est plus variée qu'en début d'année. En particulier, l'origine des débiteurs devient mieux la composition de la zonification. En janvier, le marché a été envahi par des émetteurs allemands, qui étaient dans la zone plus facilement que, pour ainsi dire, le caractère de l'euro est le successeur de celui de leur deutschemark. Ils avaient déjà la préférence d'une monnaie internationale et le changement n'a donc pas été très grand. Pour les autres émetteurs européens, la transition a été plus abrupte. Ils ont mis un peu plus de temps à se lancer.

En outre, les différentes catégories d'émetteurs sont maintenant assez bien représentées. Au début de l'année, il n'y avait de place que pour les sociétés. Aujourd'hui, les excellents cotoient les bons et les moyens. Les plus nombreux sont les bons. Cela peut s'expliquer par le bas niveau de l'intérêt et par les incertitudes persistantes liées à la situation financière internationale. Les investisseurs à la recherche de placements acceptent que les émissions par les meilleures rapportent peu. Il s'agit là du bon état des principaux pays industrialisés occidentaux, leur dépendance mondiale et leurs organisations supranationales.

Mais tous les autres doivent proposer des rémunérations nettement supérieures pour attirer les souscripteurs. Les émetteurs émetteurs - les entreprises mieux établies sur le plan international par exemple - sont

rarement prêts à se plier à ces exigences. Difficulté de l'offre, mais aussi diversification des intermédiaires financiers : les émetteurs sont de moins en moins issus de la finance purement nationale. Alcatel a ainsi associé un établissement allemand, la Deutsche Bank, à la BNP, leur confiant le soin de menacer à bras leur opération à 1 milliard d'euros et d'une durée de 10 ans. De même, le meilleur établissement public d'Allemagne, Kreditanstalt für Wiederaufbau, dont les émetteurs sont garantis par son pays, a fait appel au Crédit agricole, à une banque autrichienne, la Raiffeisen, ainsi qu'à un établissement financier d'autre-Rhin, la DG Bank.

Quant qu'il le demande, elle provient de tous les grands établissements financiers européens et, lorsque le crédit des émetteurs est irréprochable, du Japon également. Dans ce pays, l'appétit pour les titres libellés en euro est indéniable, mais on continue de penser qu'il est prudent. Il est important de noter que, en Europe, c'est en France que les investisseurs sont les plus regardants quant à la qualité des signatures. Partout ailleurs, de l'Italie à la Finlande, les émotions contractuelles des groupes industriels se placent facilement. A Paris, on est moins sûrs.

Quoi qu'il en soit, la taille des émissions en euros continue d'augmenter. BTU (British American Tobacco) vient ainsi de lever, par l'intermédiaire de la Citibank et pour une durée de 10 ans, 1,7 milliard d'euros (environ 11,2 milliards de francs). Un record pour une entreprise industrielle de

notre côté de l'Atlantique. Sur le marché américain, les titres sont encore plus importants : les entreprises du secteur de la communication, notamment parisiennes à lever plusieurs milliards de dollars à la fois. Au vu de la réussite de la transaction de la BAT, les spécialistes qui ne voient pas chez nous de sociétés dont les besoins soient aussi élevés, sont sur l'arrivée proche de l'heure d'entreprises émergentes pour établir de nouveaux résultats et prouver que le marché de l'euro est à même de concurrencer celui de New York.

Un autre groupe d'emprunteurs sur le point d'accéder au marché de l'euro : les pays de l'Est et les pays baltes. On parle prochainement de la Lituanie et de la Pologne. On espère la République tchèque, la Pologne et la Croatie. La conjoncture qui prévaut ces derniers jours, les pays auront également remporté l'assentiment des investisseurs. Il est possible que certains émetteurs de l'euro, pour justifier les avantages de leur côté, soulignent que l'incertitude soit élevée quant aux engagements pris par l'Ukraine. Les pays, dont les difficultés financières sont préoccupantes, doivent faire face à une importante échéance, le 26 février, alors qu'ils lui faudra servir un emprunt d'environ 16 % sur un emprunt qu'il a contracté l'an passé en Ukraine. L'affaire a couru le prix de 10 ans et il courut le prix des obligations ukrainiennes est tombé si bas qu'elles rapportent maintenant près de 45 %.

Christophe Vetter

déclaré, jeudi, le président de la BCE, Wim Duisenberg, à l'issue du conseil des gouverneurs. L'évolution du taux de change de l'euro ne nécessite pas actuellement d'intervention, a-t-il insisté, mais la BCE n'en sera pas moins vigilante. Si la monnaie unique s'écartait trop de la trajectoire tracée par la situation économique de la zone euro, la Banque centrale pourrait faire parler de ses armes. « Cela n'est certainement pas le cas » actuellement, a-t-il souligné.

M. Duisenberg en a profité pour rappeler son opposition à un régime de taux de change fixe entre grandes devises et prévenu qu'il le redirait lors de la réunion des sept pays mondiaux les plus industriels (G 7), le 26 février à Bonn. « Nous allons sous-titrer porter des taux de change à cette occasion. La BCE ne se prononcera pas en faveur d'un régime de taux de change susceptible de forcer à mettre de nouvelles règles principales, mais nous ne sommes pas prêts à faire cela », a-t-il affirmé. Deux jours plus tard, le chancelier allemand, Gerhard Schröder, avait pourtant l'idée d'instaurer des zones cibles, c'est-à-dire d'encadrer les taux de change dans des grandes périodes.

La situation dans l'euro s'explique aussi par l'incapacité des dirigeants du Vienn Coutinho à afficher, vis-à-vis des opérateurs de marché, une ligne économique claire - quels points communs entre les deux budgets et fiscaux de la France et de l'Irlande ? -, mais il tient un discours et unifié sur la politique de change. Aux Amériques, résolument tourné au projet de zones-cibles, un beau jeu, à Bonn, de jouer sur les divergences européennes.

Pierre-Antoine Delhomans

Caroline Pichot

Recul généralisé sous l'effet des taux d'intérêt

LE DÉPARTEMENT du travail américain a publié, vendredi 5 février, ses statistiques pour le mois de janvier. L'économie américaine a créé 245 000 emplois stabilisant le taux de chômage à 4,3 % de la population active. Contrairement à toutes les anticipations, l'économie américaine a conservé une belle vigueur. Durant le quatrième trimestre 1998, le produit national brut des Etats-Unis a augmenté de 5,6 %. Le système repose sur la soif de consommation des ménages américains. Ces derniers dépensent plus que leur revenu disponible en puisant allégrement dans leur épargne. Ils recourent même à l'endettement pour acheter des actions et des obligations. Les revenus tirés de la hausse des marchés leur procurent de nouveaux moyens de consommer.

La bonne tenue des marchés financiers est donc la clé de votre sur laquelle reposent l'économie américaine. La Réserve fédérale

(Fed) en est consciente. Elle ne doit ni détruire cette dynamique ni la favoriser à l'extrême. C'est pourquoi elle a opté pour le taux qui lors de sa réunion du mardi 2 au mercredi 3 février. L'heure a été plus à injecter des liquidités dans le marché pour éviter une perte de crédit (comme elle l'a fait l'automne 1998 en abaissant ses taux par trois fois). Le résultat a été très encourageant. En une semaine, l'indice Dow Jones a gagné 0,58 %, à 304,24 points. Pourtant, les résultats des sociétés réservent de bonnes surprises. Ou plus exactement, les meilleures que ceux promis par les dirigeants d'entreprise eux-mêmes, qui avaient alerté les analystes sur d'éventuelles mauvaises nouvelles. Faisant, ils s'étaient ménagé des marges de manœuvre. Aujourd'hui, les opérateurs ne savent pas s'ils doivent réévaluer leurs prévisions ou non. Dans le doux, ils préfèrent rester prudent. Les li-

quidités disponibles se sont déplacées sur quelques valeurs de hautes technologies aux promesses de croissance plus éclatantes sur le marché électronique Nasdaq. La flambée des cours a inquiété Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale (Fed), qui a comparé ces billets de loterie. Cette semaine, la pression s'est relâchée. L'indice Nasdaq a reculé de plus de 3,5 % en cinq jours. Enfin, les marchés obligataires n'ont pas pu servir de refuge, les rendements des bons du Trésor ayant brutalement grimpé à 5,34 % contre 5,09 % la semaine précédente.

ADIEU CROISSEMENT

En Europe, la croissance économique tant attendue n'est pas au rendez-vous. Les marchés en sont réduits à espérer un coup de pouce des banques centrales. La Banque centrale européenne (BCE) a passé son tour, mercredi 3 février, refusant

sans de baisses sur les taux directeurs, juste avant le passage à l'euro, à 3 %. En revanche, la Banque d'Angleterre a dépassé les attentes des marchés en abaissant ses taux de 0,25 %, au lieu de 0,5 % escomptés. Ce qui a eu pour effet de renforcer la pessimisme sur l'état de l'économie britannique. Loin de saluer ce geste, la Bourse de Londres a abandonné 0,69 %, à 5 855,30 points en une semaine.

En France, la fusion des établissements financiers Paribas a révolutionné le paysage bancaire. Elle préside à une ère bataille entre ce nouveau groupe et la BNP pour la privatisation du Crédit lyonnais. Toutefois, la poussée speculative (l'indice CAC 40 a pratiquement retrouvé son sommet historique de 4 388 points atteint en juillet 1998) est vite retombée sous le coup des tensions sur le marché obligataire. En une semaine, l'indice CAC 40 a perdu 4,14 %, à 13 898,08 points en

recul de 2,45 %, à 14 473,90 points. A Francfort, le thème des futurs a réservé quelques désagréables surprises. L'OPA lancée par la Deutsche Bank sur la banque américaine Salomon Brothers Trust a soulevé des protestations de la part du Congrès juif mondial. Sous la pression de ce dernier, la Deutsche Bank a été contrainte de révéler qu'elle avait financé les camps de la mort. Pour sa part, le président du groupe automobile BMW, Bernd Pischetsrieder, a remercié les pertes de la filiale britannique Rover (entre 300 et 900 millions d'euros) acquise en 1994, sous sa présidence. En une semaine, l'indice FT 100 de la Bourse de Francfort a perdu 1,59 %, à 10 974,48 points.

Le gouvernement a été obligé d'autoriser la Banque centrale du pays à se porter acquéreur des emprunts qu'il va émettre en grand nombre pour financer sa politique de relance économique. Avec huit mois de déprime, la France a perdu 1,15 % de son PIB en 1998. Et les valeurs vedettes, comme le fabricant de pneus Sumitomo Rubber Industries, sont devenues des projets faciles. Ainsi le groupe américain Goodyear a pu négocier une alliance avec Sumitomo qui lui a particulièrement favorisé. A Sumitomo le marché japonais, à Goodyear le monde.

Enguérard Renault

TOKYO NIKKEI
- 4,14%
13 898,08 points

NEW YORK DOW JONES
- 0,58%
9 304,24 points

PARIS CAC 40
- 2,45%
4 147,30 points

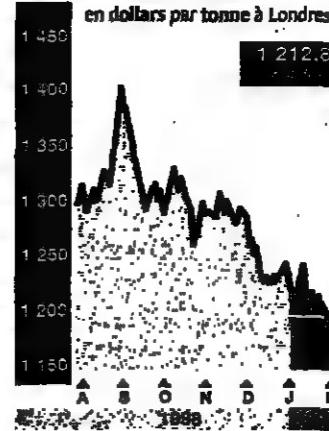
LONDRES FT 100
- 0,69%
11 000 points

FRANCFORT DAX 30 IBIS
- 1,59%
5 097,48 points

MATIÈRES PREMIÈRES

Faiblesse de l'aluminium

COURS DE L'ALUMINIUM en dollars par tonne à Londres



LA MOROSITÉ accompagne les métals de base depuis longtemps. Avec la nouvelle année, maintenant bien entamée, les perspectives paraissent à peine meilleures.

Les prix de l'aluminium sur le London Metal Exchange (LME) n'ont cessé de s'effriter. Après avoir oscillé plusieurs jours entre 1 215 et 1 220 dollars la tonne, on nota toutefois, le 3 février, un léger rebond à 1 231 dollars la tonne, pour un terme de trois mois. Ce n'est cependant pas le cas d'avoir des stocks d'avance : ceux du LME ont dépassé le plafond des 800 000 tonnes. C'est une nouvelle que les cours supportent assez mal habituellement, mais les derniers chiffres de l'économie américaine - très bons - les ont soutenus.

Mais en Asie la demande reste faible. Malgré des signes encourageants bien que ténus en Corée, en Malaisie ou en Thaïlande, ils ne sont pas suffisamment significatifs pour qu'on espère un redressement avant au moins la fin de l'année. Au Japon, les opérateurs estiment que, le pire étant passé, on peut entrevoir une reprise. Mais en Asie la demande reste faible. Malgré des signes encourageants bien que ténus en Corée, en Malaisie ou en Thaïlande, ils ne sont pas suffisamment significatifs pour qu'on espère un redressement avant au moins la fin de l'année. Au Japon, les opérateurs estiment que, le pire étant passé, on peut entrevoir une reprise. Selon le prix, d'autant plus que le yen retrouve, lui aussi, quelque force. Selon les observateurs, la pénurie de métal que l'on constate dans la région est davantage le fait d'une réduction de l'offre que des manifestations de reprise. L'effacement de son débouché traditionnel asiatique a trouvé preneurs en quantités importantes aux Etats-Unis, mais aussi en Europe. Pour bien faire, il faudrait réduire notamment la capacité de production, seule mesure à même de relever les prix face à la médiocrité de l'offre. Ce n'est pas la tourne que semble prendre les choses. L'américain Alumina a annoncé qu'il allait bientôt remettre en production 50 000 tonnes supplémentaires. Quant à l'indien National Aluminium Company, il compte faire tourner la partie d'Alumina à pleine capacité, à 250 000 tonnes d'ici la fin mars. Le groupe - le plus grand d'Asie - devrait alors apporter sur le marché mondial une production d'environ 150 000 tonnes de plus. Signalez enfin que c'est le français Alumin Pechiney qui a fourni la technologie dernière à Nalco.

La situation dans l'euro s'explique aussi par l'incapacité des dirigeants du Vienn Coutinho à afficher, vis-à-vis des opérateurs de marché, une ligne économique claire - quels points communs entre les deux budgets et fiscaux de la France et de l'Irlande ? -, mais il tient un discours et unifié sur la politique de change. Aux Amériques, résolument tourné au projet de zones-cibles, un beau jeu, à Bonn, de jouer sur les divergences européennes.

La situation dans l'euro s'explique aussi par l'incapacité des dirigeants du Vienn Coutinho à afficher, vis-à-vis des opérateurs de marché, une ligne économique claire - quels points communs entre les deux budgets et fiscaux de la France et de l'Irlande ? -, mais il tient un discours et unifié sur la politique de change. Aux Amériques, résolument tourné au projet de zones-cibles, un beau jeu, à Bonn, de jouer sur les divergences européennes.

Florence MASNADA redonne le sourire à l'équipe de France

L'utilisation de skis courts lui a permis de terminer troisième de l'épreuve du combiné des championnats du monde, remportée par la Suédoise Pernilla Wiberg

Vendredi 5 février, lors du combiné des Championnats du monde de ski alpin, qui ont lieu à Vail (Colorado), Florence MASNADA a remporté la médaille de bronze. La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troi-

VAI
de **envoyé spécial**
Le **mémoire** partiellement sélectif, surtout quand le froid s'assied sur les cellules. Au début des épreuves Championnats du monde, la liste de médaillées autrichiennes et suédoises des super-G hommes et

dames (cinq podiums sur six possibles) avait provoqué un curieux phénomène : une collective dans laquelle l'Autrichienne et la Suédoise se disputaient la victoire. Les Autrichiennes partaient en tête, mais devaient être dominées par les skieurs d'Innsbruck, et leur agressivité apparaissait indomptable. Le Norvégien Lasse Kjus a l'imperiousseur d'égaliser le temps de l'Allemand Michael Goetschi, mais, avec ses deux dernières descentes, il a dépassé l'Autrichienne Renate Goetschi, la skieuse dauphinoise a su puiser dans son expérience pour imposer sa technique courue et habile dans le slalom.

« J'ai gagné la première manche, même si je n'avais pas bien skier, a-t-il dit. Grâce à mes cours, j'ai égalé les portes de soucis pour finir cinq centimètres devant Michael Goetschi. La seconde manche, qui était beaucoup moins serrée, m'a semblé un peu plus laborieuse, alors que Pernilla Wiberg a réussi, elle, un sans-faute. » Double médaillée olympique (deux médailles de bronze) pour la descente de Nagano en 1998, pour le combiné d'Albertville en 1992 et titulaire de deux podiums en Coupe du monde, Florence MASNADA fait partie de ces athlètes capables de dépasser leurs limites sur une compétition.

« Il ne fallait pas l'oublier, mais en effet, Michel Vion, l'équipe de France. L'ambiance commençait à devenir pesante dans le groupe français.

Le ski alpin suisse traverse une grave crise de confiance

VAI
de **envoyé spécial**
Si vous ne gagnez pas une seule médaille, envisagez-vous d'organiser un voyage à Lourdes ? La question, posée aux responsables de l'équipe helvète de ski alpin, n'a pas provoqué de fou rire. Comme l'ont dit les skieurs, Josef Zenhausern, le directeur de la Fédération suisse de ski (FSS), a répondu par une grimace qui se voulait sourire.

Depuis le début de la saison, le résultat suisse va mal. D'ailleurs, les performances médiocres des descendants helvètes aux championnats du monde n'ont rien arrangé. Pour une nation profondément alpine où les compétitions sont élevées sur un piédestal par la presse, cette crise a malheureusement pris de plus en plus des allures de Berezina, une route de Caporetto à la mode helvète en quelque sorte.

Les images victorieuses des championnats du monde de Crans-Montana en 1987, lors desquels les skieurs suisses, dominateurs, avaient quatorze médailles (dont huit d'or), font désormais partie de l'histoire mémorable. Des succès romands aux provinces montagneuses allemandes, comme Pernille Zurbriggen, Erika Hess, Peter Müller, Silvia Wallen et Vreni Schneider, semblent aujourd'hui bien loin des réalités. Cette année, seuls deux skieurs suisses ont remporté des victoires de Coupe du monde. Une misère.

CAMPAGNE DE DÉMOLITION
Chez les dames, Karine A. gagne le slalom de Veysonnaz et Corinne Rey-Bellet un historique double géant et descente, le même jour, à Anton. Côté masculin, Michael von Grünigen est monté une fois sur la première marche du podium après le géant d'Alta Badia. Comparé aux vingt-six victoires des Autrichiens, qui ont emporté des 162 médailles de la Coupe du monde, le butin suisse apparaît maigre.

« Je ne pense pas que le ski suisse soit au creux de la vague, explique François Sedan, le coordinateur français de l'équipe suisse. Depuis les Autrichiens dominent le circuit mondial et, hormis les Norvégiens et les Allemandes, personne ne leur arrive à la cheville. Le résultat aî-

sième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

et obtenu la victoire. A 21 ans, celle qui a connu de nombreuses blessures et des opérations qui lui ont fait manquer les sommets

mondiaux de 1993 de Nagano, la volonté de revenir au plus haut niveau, a glané le bronze comme elle l'avait l'an passé à la descente des Jeux olympiques de Nagano.

La skieuse de Chamrousse a réussi à prendre la troisième place de cette épreuve derrière la Suédoise Pernilla Wiberg (or) et l'Autrichienne Renate Goetschi (argent). Avec l'aide d'une paire de skis « révolutionnaires », Florence MASNADA a atteint le meilleur temps

Neige à basse altitude

DIMANCHE, un courant de nord s'établit, avec de l'air plus froid et assez humide qui envoie le pays. La neige tombe sur tous les massifs et fait quelques apparitions jusqu'à la plaine au nord de la Seine.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le vent du nord-est procure une impression de fraîcheur et fait baisser les températures. Après-midi vers 10 h 10, les degrés d'est sont tombés à Gibouée en Normandie.

Nord-Picardie, Centre-Haute-Normandie, Ardennes. - Le vent du nord-ouest donne l'impression de froid, même si les températures ne descendent pas en dessous de 1 à 4 degrés. De la Somme au Berry, il développe l'après-midi, des risques de givrage.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - La journée commence sous la pluie, mais des éclaircies parfois belles mais aussi risque d'ondée. Il fait de 10 à 15.

PRÉVISIONS POUR LE 07 FEVRIER 1999

	PAPEETE	POINTE-A-PT.	C	LISBONNE	VIENNE	C	LE CAIRE	MARRAK	NABROU	PRETORIA	ASIE-OEST
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel : ☀ soleil; N: nuageux; C: couvert; P: pluie; +: neige.	ST-DENIS-RE	24/20 N	EATREPO	1/2 S	AMERIQUE	19/25	1/2 N	15/23	15/23	15/23	15/23
FRANCE métropolitaine	NANCY	C	AMSTERDAM	1/2 P	LUXEMBOURG	1/2 S	BUENOS AIR.	1/21 P	1/21 S	1/21 S	1/21 S
AJACCIO	NANTES	NICE	ATHENES	1/2 P	MADRID	1/2 S	CARACAS	1/25 S	1/25 S	1/25 S	1/25 S
BIARRITZ	5/11 N	5/11 N	BELFAST	1/2 N	MILAN	1/2 S	CHICAGO	1/25 S	1/25 S	1/25 S	1/25 S
BOULOGNE	28/8 P	5/14 N	BELGRADE	-2/2 S	MUNICH	1/2 S	LIMA	1/25 S	1/25 S	1/25 S	1/25 S
BREST	1/2 P	5/8 P	BERLIN	1/2 S	NAPLES	1/2 S	P. MEXICO	1/25 S	1/25 S	1/25 S	1/25 S
CAEN	1/2 P	PERPIGNAN	BERNE	1/2 S	PARIS	1/2 S	TOULOUSE	1/25 S	1/25 S	1/25 S	1/25 S
CHERBOURG	2/6 S	5/11 N	BRUXELLES	1/2 S	PALMA DE M.	1/2 S	SYDNEY	1/25 S	1/25 S	1/25 S	1/25 S
CLERMONT-F.	1/2 P	5/11 N	BUDAPEST	-2/2 S	ROMA	1/2 S	SANTIAGO	1/25 S	1/25 S	1/25 S	1/25 S
DUON	1/2 C	TOULOUSE	5/11 N	4/2 S	SEVILLE	1/2 S	TORONTO	1/25 S	1/25 S	1/25 S	1/25 S
GRENOBLE	0/8 S	5/11 N	DUBLIN	1/2 S	ST-PETERSB.	-2/2 S	WASHINGTON	-2/2 S	1/25 S	1/25 S	1/25 S
LILLE	2/4 S	PARIS	FRANCO	1/2 S	AFRICA	1/2 S	PEKIN	1/25 S	1/25 S	1/25 S	1/25 S
LIMOGES	2/7 P	5/11 N	24/28 P	1/2 S	ALGER	1/2 S	SEOUL	1/25 S	1/25 S	1/25 S	1/25 S
LYON	2/6 P	5/11 N	HELSINKI	-2/2 S	TENERIFE	1/2 S	DAKAR	1/25 S	1/25 S	1/25 S	1/25 S
MARSEILLE	8/12 N	NOUMEA	ISTANBUL	3/2 P	MANILLE	1/2 S	KINSHASA	2/20 S	1/25 S	1/25 S	1/25 S

PRATIQUE

Des seniors très actifs s'emploient à vieillir « utile »

ÂGÉE de 65 ans, elle a terminé sa carrière professionnelle à enseigner les lettres françaises un peu partout dans le Moyen-Orient, en Inde, Sénégal, Espagne, Etats-Unis, Australie, notamment. Elle parle hébreu et le wolof, l'espagnol et l'anglais, mais couramment que l'italien. Elle continuera donc à courir le monde aussi longtemps qu'elle pourra, un pied devant l'autre. Après ? « Je trouverai bien à rendre ma force », affirme-t-elle, de passage dans sa ville où elle a été élue conseillère municipale avant de repartir au Mali, pour le compte du Groupement des retraités éducateurs (GREF).

Comme cette dynamique bénévole, plusieurs milliers d'entre eux mettent leur expérience au service de leurs cadets, tant en France qu'à l'étranger. Encadrement et patraillage de jeunes jusqu'à ce que soit nécessaire : « Eh, mon vieux, c'est fini la vie contemplative ! », mais les demandeurs d'emploi et les créateurs ou repreneurs d'entreprise, conseil aux dirigeants de PME-PMI et actions de coopération

Perpignan, c'est charmant, mais vivre comme cela signifie, pour moi, être morte ». Constanza-Papaz, l'enseignante à la retraite, qui a fait si le programme de l'horizon, ne connaît pas de mort. Elle continuera donc à courir le monde aussi longtemps qu'elle pourra, un pied devant l'autre. Après ? « Je trouverai bien à rendre ma force », affirme-t-elle, de passage dans sa ville où elle a été élue conseillère municipale avant de repartir au Mali, pour le compte du Groupement des retraités éducateurs (GREF).

Comme cette dynamique bénévole, plusieurs milliers d'entre eux mettent leur expérience au service de leurs cadets, tant en France qu'à l'étranger. Encadrement et patraillage de jeunes jusqu'à ce que soit nécessaire : « Eh, mon vieux, c'est fini la vie contemplative ! », mais les demandeurs d'emploi et les créateurs ou repreneurs d'entreprise, conseil aux dirigeants de PME-PMI et actions de coopération

avec le pays au développement : les vétérans, heureux de pouvoir remplir, activement et bénévolement, leur désir d'occuper l'occasion de cultiver leur matière grise et leur savoir-faire. Ils se défendent de porter ainsi au travail salarié, refusant d'intervenir quand les demandeurs qui se tournent à eux (organismes publics ou privés, associations, individus) pourraient

recourir au marchand. « Directement ou non, nous concilions le contraire, façon déterminante, la création et la maintien d'emplois », affirme-t-on à AGIR, comme dans le mouvement Entente des générations pour l'emploi (l'entreprise (EETI) et à l'association Echanges et consulances techniques internationaux (ECTI), trois organisations qui regroupent chacune environ trois

mille personnes. Ces hommes essentiellement, mais il faut figurer d'exception avec 20 % féminines, ayant travaillé dans le secteur de l'enseignement et de la santé.

« C'est surtout une question de génération », estiment Christophe Gébel (EGEE) et Marie-Delphine L'Hévéder (ECTI), ingénieurs militaires qui étaient déjà dans la flotte des treuilles quand elles ont pris la carrière, respectivement dans le groupe Schneider et Air Liquide.

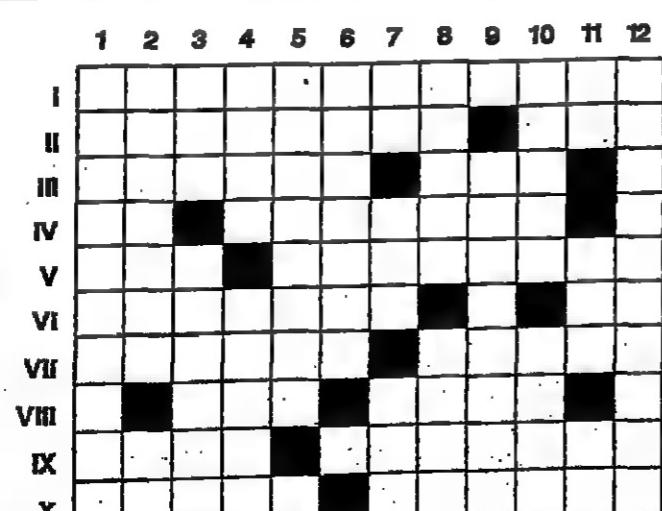
Quels soient leur recrutement (professions et responsabilités précédemment exercées) et leurs orientations propres - plus tournées vers le social et l'humanitaire, ou vers le monde de l'entreprise -, ces associations constituent de riches viviers de compétences, participant à la lutte contre l'exclusion, au développement économique du pays et au rayonnement de la France à l'étranger. Elles souhaiteraient soutenir et financer les établissements étrangers similaires. Récemment reçue à l'Élysée, une délégation de responsables d'AGIR, EETI et d'ECTI a d'ailleurs pu s'en ouvrir au président de la République.

« On part à la retraite de plus en plus. Cela signifie une nouvelle vie pour une durée de vingt à vingt-cinq ans, c'est-à-dire une nouvelle vie », explique Michel Colletat, ancien ministre et actuel président d'EETI. Les termes de bénévolat « professionnalisé », cette deuxième évidence n'est pas toujours si longue : on l'estime à huit-dix ans chez les écrits, car les savoirs deviennent obsolètes. Le taux de rotation des membres de ces grandes associations est donc relativement élevé, leurs nouvelles recrues plus ou moins jeunes : ainsi volt-on aujourd'hui arriver à « les IBM » ou cinquante-deux-cinquante-trois ans. Comme eux, ils embrayent sur cette activité avec la même motivation : « dans le plaisir de l'ouverture de l'exercice de capacités, tout en rendant utile à la société. Et leurs talents, ces seniors les mettent en œuvre avec passion parce que, c'est clair, on ne veut pas passer pour des bille... », confie un expert.

Caroline Helfer

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99033



HORIZONTALEMENT

I. Il pourrait faire exploser tout moment. - II. Comme une soupe maison. Un petit chouïa mieux. - III. Peut exploser s'il est mal utilisé. - IV. Chevalier sur le retour. - V. Deux cantons en Charente-Maritime. Une épreuve qu'il faudra an clair. - VI. Souhaite la trouver un terrain d'entente. Passer la main. - VII. Un pari des milliards. Dans la gagne. - VIII. Abuse ceux qui l'approchent. Brûle chute. - IX. Prise connaissance. Flottent en fin de repas. - X. Ouverture sportive. Touchée mais pas jouée. - X. Points de connexion au réseau. A côté de l'encre.

VERTICALEMENT

1. Théâtralement compliqués. - 2. Tranche de Pour faire un bon tour. - 3. Coup de chaud. Porte plumes ou écrit au porte-plume.

► SOS Jeux de mots : L'ÉMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

ÉCHECS N° 1830

TOURNOI INTERNATIONAL (Wijk aan Zee, 1999)

Noirs : G. Kasparov.

Défense Pirc.

1. Rg1 d6 2. Td5+ Rg5 3. Dd5

4. Cd4+ Rd4 5. Cd5+ Rg4 6. Dd6

7. Cd4+ Rg5 8. Cd5+ Rg4 9. Dd7

10. Cd4+ Rg5 11. Cd5+ Rg4 12. Dd6

13. Cd4+ Rg5 14. Cd5+ Rg4 15. Cd4+ Rg5 16. Cd5+ Rg4 17. Cd4+ Rg5 18. Cd5+ Rg4 19. Cd4+ Rg5 20. Cd5+ Rg4 21. Cd4+ Rg5 22. Cd5+ Rg4 23. Cd4+ Rg5 24. Cd5+ Rg4 25. Cd4+ Rg5 26. Cd5+ Rg4 27. Cd4+ Rg5 28. Cd5+ Rg4 29. Cd6+ Rg5 30. Cd7+ Rg4 31. Cd8+ Rg5 32. Cd9+ Rg4 33. Cd10+ Rg5 34. Cd11+ Rg4 35. Cd12+ Rg5 36. Cd13+ Rg4 37. Cd14+ Rg5 38. Cd15+ Rg4 39. Cd16+ Rg5 40. Cd17+ Rg4 41. Cd18+ Rg5 42. Cd19+ Rg4 43. Cd20+ Rg5 44. Cd21+ Rg4 45. Cd22+ Rg5 46. Cd23+ Rg4 47. Cd24+ Rg5 48. Cd25+ Rg4 49. Cd26+ Rg5 50. Cd27+ Rg4 51. Cd28+ Rg5 52. Cd29+ Rg4 53. Cd30+ Rg5 54. Cd31+ Rg4 55. Cd32+ Rg5 56. Cd33+ Rg4 57. Cd34+ Rg5 58. Cd35+ Rg4 59. Cd36+ Rg5 60. Cd37+ Rg4 61. Cd38+ Rg5 62. Cd39+ Rg4 63. Cd40+ Rg5 64. Cd41+ Rg4 65. Cd42+ Rg5 66. Cd43+ Rg4 67. Cd44+ Rg5 68. Cd45+ Rg4 69. Cd46+ Rg5 70. Cd47+ Rg4 71. Cd48+ Rg5 72. Cd49+ Rg4 73. Cd50+ Rg5 74. Cd51+ Rg4 75. Cd52+ Rg5 76. Cd53+ Rg4 77. Cd54+ Rg5 78. Cd55+ Rg4 79. Cd56+ Rg5 80. Cd57+ Rg4 81. Cd58+ Rg5 82. Cd59+ Rg4 83. Cd60+ Rg5 84. Cd61+ Rg4 85. Cd62+ Rg5 86. Cd63+ Rg4 87. Cd64+ Rg5 88. Cd65+ Rg4 89. Cd66+ Rg5 90. Cd67+ Rg4 91. Cd68+ Rg5 92. Cd69+ Rg4 93. Cd70+ Rg5 94. Cd71+ Rg4 95. Cd72+ Rg5 96. Cd73+ Rg4 97. Cd74+ Rg5 98. Cd75+ Rg4 99. Cd76+ Rg5 100. Cd77+ Rg4 101. Cd78+ Rg5 102. Cd79+ Rg4 103. Cd80+ Rg5 104. Cd81+ Rg4 105. Cd82+ Rg5 106. Cd83+ Rg4 107. Cd84+ Rg5 108. Cd85+ Rg4 109. Cd86+ Rg5 110. Cd87+ Rg4 111. Cd88+ Rg5 112. Cd89+ Rg4 113. Cd90+ Rg5 114. Cd91+ Rg4 115. Cd92+ Rg5 116. Cd93+ Rg4 117. Cd94+ Rg5 118. Cd95+ Rg4 119. Cd96+ Rg5 120. Cd97+ Rg4 121. Cd98+ Rg5 122. Cd99+ Rg4 123. Cd100+ Rg5 124. Cd101+ Rg4 125. Cd102+ Rg5 126. Cd103+ Rg4 127. Cd104+ Rg5 128. Cd105+ Rg4 129. Cd106+ Rg5 130. Cd107+ Rg4 131. Cd108+ Rg5 132. Cd109+ Rg4 133. Cd110+ Rg5 134. Cd111+ Rg4 135. Cd112+ Rg5 136. Cd113+ Rg4 137. Cd114+ Rg5 138. Cd115+ Rg4 139. Cd116+ Rg5 140. Cd117+ Rg4 141. Cd118+ Rg5 142. Cd119+ Rg4 143. Cd120+ Rg5 144. Cd121+ Rg4 145. Cd122+ Rg5 146. Cd123+ Rg4 147. Cd124+ Rg5 148. Cd125+ Rg4 149. Cd126+ Rg5 150. Cd127+ Rg4 151. Cd128+ Rg5 152. Cd129+ Rg4 153. Cd130+ Rg5 154. Cd131+ Rg4 155. Cd132+ Rg5 156. Cd133+ Rg4 157. Cd134+ Rg5 158. Cd135+ Rg4 159. Cd136+ Rg5 160. Cd137+ Rg4 161. Cd138+ Rg5 162. Cd139+ Rg4 163. Cd140+ Rg5 164. Cd141+ Rg4 165. Cd142+ Rg5 166. Cd143+ Rg4 167. Cd144+ Rg5 168. Cd145+ Rg4 169. Cd146+ Rg5 170. Cd147+ Rg4 171. Cd148+ Rg5 172. Cd149+ Rg4 173. Cd150+ Rg5 174. Cd151+ Rg4 175. Cd152+ Rg5 176. Cd153+ Rg4 177. Cd154+ Rg5 178. Cd155+ Rg4 179. Cd156+ Rg5 180. Cd157+ Rg4 181. Cd158+ Rg5 182. Cd159+ Rg4 183. Cd160+ Rg5 184. Cd161+ Rg4 185. Cd162+ Rg5 186. Cd163+ Rg4 187. Cd164+ Rg5 188. Cd165+ Rg4 189. Cd166+ Rg5 190. Cd167+ Rg4 191. Cd168+ Rg5 192. Cd169+ Rg4 193. Cd170+ Rg5 194. Cd171+ Rg4 195. Cd172+ Rg5 196. Cd173+ Rg4 197. Cd174+ Rg5 198. Cd175+ Rg4 199. Cd176+ Rg5 200. Cd177+ Rg4 201. Cd178+ Rg5 202. Cd179+ Rg4 203. Cd180+ Rg5 204. Cd181+ Rg4 205. Cd182+ Rg5 206. Cd183+ Rg4 207. Cd184+ Rg5 208. Cd185+ Rg4 209. Cd186+ Rg5 210. Cd187+ Rg4 211. Cd188+ Rg5 212. Cd189+ Rg4 213. Cd190+ Rg5 214. Cd191+ Rg4 215. Cd192

فنان رaul Ruiz
les pas de Proust

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 FÉVRIER 1999

ART Le CapMusée de Bordeaux accueille la première rétrospective en France de l'Américaine Cindy Sherman, seule star de la photographie contemporaine. En mettant d'abord en scène, puis en utilisant comme

quins, l'artiste évoque avec obscénité, humour et cruauté notre univers visuel : presse, télévision, cinéma, musées, sexe. Belle et inquiétante, son œuvre fait flamber les prix et s'ouvre à toutes les interprétations.

Cindy Sherman, entre attraction et répulsion

Le CapMusée de Bordeaux présente la première rétrospective en France de cette artiste-photographe américaine, star en son pays

BORDEAUX de notre envoyé spécial

On attend un monstre, et surgit une jeune femme blonde, rousse, bon chic-bon genre, haute comme trois pommes, les cheveux courts et blonds, le regard clair certifié par élégantes lunettes rectangulaires. La voix est douce et le sourire généreux. « Bonjour, je suis Cindy Sherman. » C'est donc elle, cette américaine qui, depuis plus de vingt ans, imagine des photographies dont elle fut l'unique modèle pour laisser la place à l'inquiétante mannequin en plastique, l'obsène à l'objectif, la pourriture.

Cindy Sherman, quarante-quatre ans, a bâti pour l'ouverture de la belle rétrospective qui lui est consacrée. Et c'est d'abord une star américaine qu'accueille le CapMusée – au sud de Paris –, le de la photo contemporaine, tarifs et concurrence : 896 000 francs (129 000 euros), en novembre 1998, pour son visage masqué d'une chevelure jaune ; 1 million de dollars (850 000 euros) déboursés par le Musée d'art moderne de New York pour les films.

Pourquoi un tel succès ? Parce qu'une photo de Cindy Sherman est identifiable entre mille, celle du sexe et de la répulsion. Mais qu'elle est l'unique dans la première période de sa carrière. Modèle et sujet. Cindy Sherman dit qu'il ne s'agit pas d'autoprototypes, mais qu'elle joue des rôles pour dénoncer les archétypes de l'imagerie populaire, du sexe et de la femme, qu'ils sont créés par les médias : tous à tour brune et blonde, vulgaire et chic, naïve et jeune, rousse et rougissante, laide et putain au cœur d'or, biblique et sage ou biblique.

Un critique du New York Times compare Cindy Sherman à une énigme. Qu'elle soit méconnaissable en vrai n'est qu'une leçon répétée de la photographie. Comment croire que « femme plutôt tranquille, viendrait extrêmement retirée, modeste, sérieuse, aïs de jeune fille » (Arthur Danto), n'ait rien à faire avec une fille qui s'exhibe et évoque la prole sexuelle ? Parce qu'il n'y a rien à voir sur la personne au-delà de la surface du portrait. Comme il n'y a rien à voir derrière la pht-up la « une » des magazines.

C'est ainsi que Sherman a lancé la bannière des artistes postmodernes qui, après avoir adopté et dépassé l'art minimal et conceptuel, se sont appropriés, à la fin des années 70, des images prises par d'autres. Ont alors abandonné les stéréotypes de la représentation, un cliché de presse, la publicité, le cinéma, le Polaroid familial, jusqu'à un tableau de genre. Avec, en fond, une tradition qui, depuis l'explosion de la chirurgie esthétique. Les autoportraits s'inscrivent dans la tradition du simulacre (Claude Cahun, Pierre Molinier, Meatyard). Les poupées renvoient à Dada et aux surréalistes. Les conceptuels revendentiquent leurs premières images-performances. Les post-pop adhèrent à sa récupération des médias. Les amoureux de la peinture saluent son sens de la forme et de la couleur. Les psychanalystes leur font de monstres, sorcières, vampires et prothèses sexuelles. Et les féministes se reconnaissent autour de cette femme-marchandise.

« Ça m'amuse », répond Cindy Sherman quand on évoque les lectures. C'est sa limite. A force de jouer sans prendre parti, de magnifier les monstruosités, d'entretenir l'ambiguïté, elle tend à devenir un artiste pompeux et détaché, qui engrange le succès. Que pense réellement Cindy Sherman ? Nul ne sait.

M. G.

En haut : « Untitled # 153 », 1985, en couleurs, 166, 4 x 120, 7 cm. Collection Museum of Contemporary Art, Chicago. Ci-dessous : « Untitled # 92 », 1981, en couleurs, 61 x 121, 9 cm. Collection of EH Broad Family Foundation, Santa Monica. Ci-contre : « Untitled Film Still # 1 », 1977, en noir et blanc, 20, 5 x 25, 4 cm. Collection de l'artiste. Courtesy Metro Pictures, New York.



« Je me suis photographiée comme on suit une thérapie »

Cindy Sherman, artiste

— Comment avez-vous commencé à prendre des photographies ?
— J'ai d'abord fait des peintures réalisistes, mais, après des photos. Je voulais copier la vie. Et puis, j'ai découvert l'art minimaliste et conceptuel au collège de Buffalo (Etat de New York). J'ai appris à me concentrer sur une chose. J'ai pris un appareil par accident pour trouver quelque chose. Je cherchais à documenter mon environnement. J'ai commencé à me photographier. C'était un peu une thérapie personnelle. Nous étions au début des années 70, je n'arrivais pas à coller à une époque où les femmes ne maquillaient plus. Or j'avais besoin de me retrouver dans ma chambre, de me grimer. Mon ami, l'artiste Robert Longo, m'a dit : « Tourne plutôt l'appareil et enregistre ce que tu fais. »

— Vous évoquez une thérapie ?
— Je me déguisais pour incarner plusieurs personnages : le père, la mère, l'enfant. Ensuite, je me photographiais. Enfin, je découpaient des figures pour créer une famille : certains s'embrassaient. J'en continuais à travailler seule, je trouvais que je passais

trop de temps à découper les personnages. J'ai alors poursuivi mes narratifs mais simplement en me photographiant.

— Pourquoi, dans les années 70, faire une première fois en référence au cinéma ?

— A Buffalo, je voyais plus de films que d'expositions. Je fréquentais un groupe qui réalisait des films. J'ai alors récupéré les films de mon enfance, qui évoquaient les films de ma famille, comme les gaines ou les soutiens-gorge qui font nos seins pointus. Nous étions en pleine période hippie et je disais : « Regardez, comme c'est curieux ! »

— Ces femmes que je joue ont une expression neutre. Elles sont ni heureuses ni malheureuses. Elles sont tristes. Elles ont pour point commun d'être dépendantes d'une personne, que j'imagine être l'image, que le spectateur sent, mais qui n'est pas figurée.

— Femmes, vous aimez ?
— C'est ambigu. J'ai un sentiment de fascination-repulsion, d'amour-haine. C'est un exercice pour me débarrasser de ce mauvais sentiment.

— Vous évoquez une thérapie ?
— Je me déguisais pour incarner plusieurs personnages : le père, la mère, l'enfant. Ensuite, je me photographiais. Enfin, je découpaient des figures pour créer une famille : certains s'embrassaient. J'en continuais à travailler seule, je trouvais que je passais

en même temps ce n'est pas une critique parce que je ressens une ambivalence.

— Comment le mouvement féministe a-t-il reçu cette œuvre ?

— La féministe Lucy Lippard a dit qu'il fallait une explication pour accompagner les images. Elle présentait le danger : les photos étaient trop proches de ce qu'elles étaient censées critiquer. C'était pour elle une chose très dangereuse, qui représentait ce que le féminisme n'a pas critiqué jusqu'en 1970. Ensuite, on m'a étiquetée féministe. Tout ça n'a plus vraiment de sens.

— Peut-on voir votre présence dans l'image comme une performance artistique ?

— La performance m'a beaucoup influencée. C'est une performance moi-même, que je suis seule. Peut-être travaillez toujours seule ?

— C'est mon paradoxe. J'ai la réputation d'une fille gentille et polie mais en fait j'ai tendance à étreindre ma colère, mon stress, mes frustrations pour continuer à créer. Chaque fois que j'ai besoin d'un des assistants ou des modèles, je

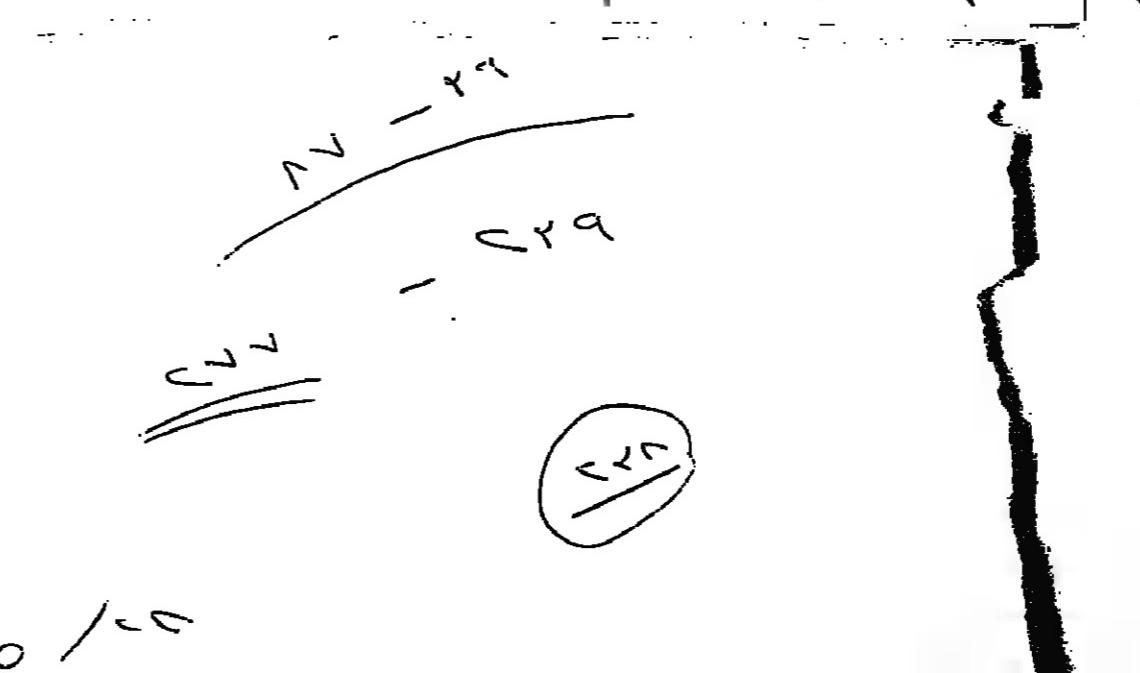
Une exposition autour du monde

■ L'exposition bordelaise retrace le parcours de Cindy Sherman, née en 1954 à Cedar Ridge (New Jersey), aujourd'hui à New York. Elle a été invitée par le Musée d'art contemporain de Los Angeles et le Musée d'art contemporain de Chicago, qui l'ont présentée, à Prague, Bratislava, à Belém, au Brésil. Elle ira à Sydney et Toronto.

■ Ses œuvres, issues d'collections privées et publiques, et de sa galerie new-yorkaise (Metro Pictures), sont réparties en deux étages. La retrospective présente notamment l'intégralité des « Untitled Film Stills ».

■ CapMusée d'art contemporain, 7, rue Ferrère, 33000 Bordeaux. Tél. : 05-56-00-81-50. Tous les jours de 11 heures à 18 heures ; mercredi jusqu'à 20 heures. Fermé le lundi. Entrée : 30 F (4,57 €). Jusqu'au 25 avril. *Cindy Sherman, retrospective*, d'Amada Cruz, Elizabeth Smith et Amelia Jones (traduit de l'américain par Christian-Martin Diebold), éd. Thames & Hudson, 220 p., 279 photos, 25 F (49,45 €).

Propos recueillis par Michel Guerrin



ues Chirac
ion culturelle,

de devenir un pionnier
en France et dans le monde.
Leur succès est à la fois
un résultat de leur travail
et une réaction à la pression
de l'industrie culturelle.

is à privatiser
ustries d'armement

L'Erythrée
offensive militaire

meurs d'Etat
d avec le FBI

ue du Sud

Le cinéaste Raul Ruiz sur les pas de Proust

Avec Catherine Deneuve, John Malkovich, Vincent Perez et Pascal Greggory, à la recherche du « Temps retrouvé »

EN DISANT avoir voulu donner à son œuvre « La forme du temps », Marcel Proust à la fin de la Recherche soulignait déjà les affinités avec le cinéma de son entreprise pourtant tellement littéraire. Le cinéma a souvent longé vers ce monument. Ndu sans précaution : ce n'est pas entièrement un hasard si, s'inspirant d'un projet de scénario de Nicole Stéphane, ce sont des émigrants, Luciano Visconti, Peter Brook, Volker Schlöndorff (qui finalement réalisa en 1983 le peu convaincant *Un amour de Swann*), qui se sont approchés au plus près. « Avoir découvert Proust dans une traduction rend moins intimidant », confirme Raul Ruiz. « J'aurais jamais envisagé de filmer *Don Quichotte*. »

Chilien installé en France depuis 1974, l'auteur de « L'hypothèse du tableau volé et des Trois couronnes du malotrope a amplement démontré son talent à voyager dans les apparences et les strates du temps. Il cite un beau texte du Jacques Bourgeois (*Le Cinéma à la recherche du temps perdu*, paru en 1946 dans le numéro 3 de *La Revue du cinéma*) qui affirmait que Marcel Proust était un bon cinéaste, préfigurant Orson Welles.

Justement le voici, Marcel Proust, il a neuf ans. Vêtu d'un costume de velours à col de dentelle, engoncé dans un fauteuil immense, il semble sortir d'une toile de Goya. Il manipule une lanterne magique, le faisceau s'inscrit sur le visage d'une grande et belle femme en robe marron. Il s'avère que c'est Odette ; il est certain que c'est Catherine Deneuve, retrouvant le réalisateur de *Généalogie d'un crime*.

« Je fais ce film pour Raul Ruiz parce qu'il est un grand cinéaste. Sa mise en scène est une incroyable chorégraphie où tous les éléments, personnages, lieux et histoires semblent en permanence bouger les uns par rapport aux autres. Et Odette Crédit est un personnage mythique. Mais *Le Temps retrouvé* est surtout une histoire d'hommes. »

Les accents blues de Michelle White, en tournée en France

ASSISE sur le piano, Michelle White, en robe rouge, a des airs de Betty Boop. Elle vient d'ouvrir sa tenue de cow-girl – chapeau, cheveux à frange et bottes réglementaires country. La fille de Tony Joe White n'est pas dupée de ces images stéréotypées. La séance d'essayage et de photographies l'amuse, même dans l'atmosphère un peu fraîche du New Morning, cette après-midi d'octobre 1998. C'est le boutoir. Le club parisien, étape de sa tournée française, lui plait. Un peu plus tard, en jeans et chemise sans épingle, on la retrouvera, jeune fille simple du Tennessee, celle qu'elle apparaît sur la pochette du disque *Memphis*.

Pour son premier enregistrement, Michelle White aurait pu empiler les reprises de ses biens : ses parents Leon et Tony Joe, en premier lieu ; JJ Cale, Mark Knopfler, Lyle Lovett ou John Hiatt.

Concerts

● Formation. Le groupe de la chanteuse Michelle White sera composé de Keith Wayne Johnson à la guitare électrique, Josef Kad Zimmerman à la guitare acoustique, Antonio Lorenzo Ruiz à la basse et Kevin Austin à la batterie. Une section de cuivres et Tony Joe White sont invités au concert parisien du New Morning.

● Tournée. La Luciole, à Alençon, le 6 février (tél. : 02-32-63-33) ; New Morning, à Paris, le 9 (tél. : 01-45-23-51-41) ; Disney Village, salle Billy Bob's Chessy / Marne-la-Vallée, le 12 (tél. : 01-60-30-20-20) ; Studios de Vincennes à Béziers, le 13 (tél. : 05-49-54-21-00) ; Cr'Art, à Auch, le 18 (tél. : 05-62-60-28-28) ; Rockstore, à Montpellier, le 19 (tél. : 04-67-58-70-10).

pour s'en tenir aux guitaristes-chanteurs ; des chanteuses-interprètes comme Aretha Franklin et Gladys Knight, versant soul, ou Linda Ronstadt et Bonnie Raitt, versant country ; ces dernières indépendantes passées par le folk ou le jazz que sont Joni Mitchell ou Rickie Lee Jones... Elle a préféré chanter ses textes et ses musiques.

De son père, l'un des auteurs-compositeurs et guitaristes les plus respectés, auteur de dizaines de standards du genre comme *Pork Salad Annie*, *A Rainy Night in Georgia* ou *I've Got a Thing About You Baby*, Michelle White a hérité le goût du travail à la maison, sur du matériel simple, avec des instruments et des micros « un peu anciens qui ont une texture, une histoire ». Il y a bien une section de cuivres, quelques choristes, mais l'ensemble n'est pas calibré pour toucher presque à coup sûr le haut des classements.

L'ASPECT NOIR DE MEMPHIS

La trentaine, née à Victoria (Texas), Michelle White s'installe à Memphis (Tennessee) avec sa famille à l'âge de cinq ans. La maison est le lieu de passage de la crème des solistes de la région, Elvis Presley a une résidence pas très loin.

« C'est la ville où j'ai été élevée, mais en dehors du titre d'album, il n'y a pas de chanson sur Memphis. En revanche, il y a un son typique avec le piano électrique Wurlitzer, l'orgue Hammond B3, les cuivres. C'est l'aspect noir de Memphis avec cette scène rhythm'n blues. Parallèlement à ce parti sensuel, proche du blues, souvent opposé à la blanche Nashville (Tennessee, capitale mondiale de la country), elle mise sur une économie d'effets qui lui permet d'interpréter ses chansons sans en rien changer sur scène.

Michelle White a connu l'ordinaire des petits clubs ou des coffee

shops où l'on vient défendre ses textes au piano ou à la guitare. « En littérature, j'aime particulièrement les nouvelles. Dans mes chansons, j'essaie de trouver cette précision, cette concision. Je vais entrer quelqu'un dans un bar et je me demande ce qu'il a fait quelques minutes plus tôt. J'écris aussi des textes liés à mes propres expériences, avec toujours cet ancrage dans la tradition un peu triste du blues. Je ne peux pas écrire dans le vide. » Ses thèmes sont ceux d'un quotidien dont elle a connu les hauts et les bas à force de petits boutots et d'histoires d'amour qui ne finissent jamais bien.

Michelle White veut être considérée comme un auteur-compositeur et pas seulement comme la « fille de... ». « C'est positif parce que tu avances plus vite. Les contacts sont plus simples. Mais il y a toujours une suspicion sur la transmission du talent. Je connaît bien Jakob Dylan, le fils de Bob Dylan. Vous imaginez sa situation, et celle des enfants de John Lennon ! On pourrait faire un grand orchestre tous ensemble... »

A Los Angeles, elle a recréé le Sud de son enfance, dans une petite maison à l'écart des artères les plus fréquentées de la cité. Là, elle maintient le contact avec ses frères, l'un plus âgé qui élève du bétail, l'autre, plus jeune, qui « veut gagner beaucoup d'argent ». Ils pourraient bien être le sujet de futures chansons.

Pour ce qui est des reprises – elle est assez forte aujourd'hui pour les aborder sereinement –, si on lui souffle au hasard de chanter un jour *Can't Help Falling in Love*, du roi Elvis, on tombe pile sur l'un de ses classiques favoris.

Sylvain Siclier

* 1 CD River Records-Columbia 489587 2, distribué par Sony Music.



Marcello Mazzarella et Pascal Greggory lors du tournage du « Temps Retrouvé » de Raul Ruiz.

dit la comédienne, une pointe de regret dans la voix.

Après ce tournage, elle affirme qu'elle se reposera. Ne vient-elle pas d'enchaîner coup sur coup *Place Vendôme*, de Nicole Garcia, *Pola X*, de Léos Carax (attendu à Cannes), *Le Vent de la nuit*, de Philippe Garrel (sortie le 3 mars), *Belle Maman*, de Gabriel Agnon (sortie le 10 mars) et *Est Ouest*, de Régis Wargnier (en montage) où elle a pour partenaire la Gilberte de Ruiz, Emmanuelle Béart ? Mais Benoît Jacquot prépare un beau projet, après Edith Wharton...

Le film de Raul Ruiz, plus envoûtante que le roman, est d'autant plus une « histoire d'hommes » que le scénario rédigé par Gilles Taurand insiste sur le thème de l'homosexualité. D'autant que le narrateur (campé à l'écran par l'acteur italien Marcello Mazzarella, doté de la moustache idoine), les personnages centraux sont Saint Loup (Pascal Greggory), Marcel (Vincent Perez) et Charles (John Malkovich).

Prenant un malin plaisir à transgresser la règle qui veut que tout le monde prétende avoir lu *La Recherche du temps perdu*, Pascal Greggory, sanglé dans son impeccable uniforme, avoue qu'il n'en avait pas lu une ligne. « Mais je m'y suis mis ! »

Habitué des grands films en costume et des personnages littéraires de premier plan, John Malkovich – il fut Valmont dans *Les Liaisons dangereuses*, réalisé par Pfeiffer – s'est donné pour défi de succéder à Alain Delon (le meilleur souvenir du *Swan de Schönberg*) sous l'apparence de Charles en jouant le rôle en français.

« C'est du travail, beaucoup de travail. J'adore le mélange d'exigence, de sophistication et de naturel des grandes tirades de mon personnage ; on dirait des rivières, des cascades ! Mes amis français m'ont aidé, Gérard Depardieu, qui avait été présent pour le rôle le premier. Bien sûr, si ce que je fais n'est pas parfait, on me dira... »

Habitué des grands films en costume et des personnages littéraires de premier plan, John Malkovich – il fut Valmont dans *Les Liaisons dangereuses*, réalisé par Pfeiffer – s'est donné pour défi de succéder à Alain Delon (le meilleur souvenir du *Swan de Schönberg*) sous l'apparence de Charles en jouant le rôle en français.

« C'est du travail, beaucoup de travail. J'adore le mélange d'exigence,

joueur, comme tous les vrais producteurs », dit Catherine Deneuve.

Il s'est assuré le renfort de France Télévision (17 millions ; 2,6 millions d'euros), de Canal Plus (12 millions ; 1,8 million d'euros) et d'une coproduction italienne (10 millions ; 1,5 million d'euros).

Le château de Voisins, près de Rambouillet, Raul Ruiz met en place les travelling complexes qui envelopperont les étranges figurants du Bal de tête. Ce sont des « immobilistes », saltimbanques qui imitent des statues dans les rues.

Vêtus de redingotes, d'uniformes ou de robes de soirée, mais le visage et les cheveux enduits d'un blanc de marbre, ils

sont autant de figures d'un songe.

Le cinéaste dit avoir pensé à réaliser le film comme Hitchcock avait tourné *La Corde* : en donnant le sentiment d'un unique plan-séquence. Il revendique le recours à la magie des trucages classiques –

« *Proust est contemporain de Méliès* » – et est irrésistible sur la sonorité de Vinteil dont il a fait composer une version mêlant les influences de Maurice Ravel et de César Franck et de Gabriel Fauré :

« La musique m'importe autant que le cinéma. Je suis un compositeur frustré, plus précis comme musicien que comme réalisateur », murmure-t-il.

Jean-Michel Frodon

DÉPÈCHES

CINÉMA : Astérix et Obélix a battu le record d'entrées le premier jour, réunissant le 3 février 446 724 spectateurs devant 780 écrans en France. Le record était détenu par *Les Visiteurs* 2 : *Les Couloirs du temps* qui avaient attiré 427 291 spectateurs le 11 février 1998 avec 612 copies (la comédie de Jean-Marie Poiré avait donc obtenu une meilleure moyenne par écran). Les professionnels attendent le début de la deuxième semaine d'exploitation pour évaluer l'accueil public de cette superproduction.

MUSIQUE : Juliette Gréco donnera, du 25 au 30 mai 1999, une série de récitals à l'Odéon-Théâtre de l'Europe à Paris. En 1998, l'Odéon, qui reste un lieu de spectacles dramatiques, avait accueilli Lou Reed, pour des lectures de poésie. Juliette Gréco confesse que c'était là « un rêve d'enfant ».

DANSE : Catherine Trautmann, ministre de la culture, confirme son projet d'ouvrir à Paris une salle consacrée exclusivement à la danse et a confié une mission de réflexion sur ce projet à Anne Chiffert, directrice du Centre national de la danse, en cours de préfiguration, à Pantin (Seine-Saint-Denis).

ARTS : un nouveau tableau de Nicolas Poussin, *La Vision de sainte Françoise Romaine*, a été acquis par le Musée du Louvre pour la somme de 45 millions de francs (6,86 millions d'euros), grâce à la caisse des Musées nationaux, au fonds du Patrimoine et l'aide des Amis du Louvre. Elle a été découverte il y a un an chez des particuliers dans le midi de la France, et identifiée par l'expert Eric Turquin.

MONSIEUR EDDY



Du rocker à l'acteur, tout Eddy...

20.40

A mort l'arbitre !

Un film de Jean-Pierre Mocky, avec Michel Serrault, Eddy Mitchell, Carole Laure...

Après le film, deux documentaires intimes et, en exclusivité, des extraits des deux concerts donnés en juin dernier au Petit Journal.

6615 ARTE (1h59' min) - www.artefrance.com

Sexe, violence, photo et vidéo

Galeries. Visite des travaux de trois artistes, exposés rue Vieille-du-Temple, dans le 3^e arrondissement de Paris

LA RUE Vieille-du-Temple, un samedi après-midi : fringues, cafés, art contemporain. La foule est dans les magasins et les bistrots. Dans les galeries, elle est nettement plus clairsemée, comme d'habitude. D'ailleurs, c'est simple : la rue n'est encorée qu'entre la rue de Rivoli et la rue des Francs-Bourgeois. Au-delà, on marche sans peine. Or les galeries sont au-delà, après le jardin du Musée Picasso. On ne tirera aucune conclusion de cette observation empirique – ce serait une conclusion méflancologique.

Galerie Xippas, Valérie Bellin montre de grandes photos, noir et blanc bien contrasté, compositions soignées. Cette élégance tranche avec les sujets – bêtes à l'abattoir et automobiles accidentées. Soit, pour les équarrissages, une reprise des travaux d'Ell Lator à La Villette en 1929 – Bataille publia ses photos dans *Documents*. Pour les accidents, les références pullulent : Warhol, César, Saoutch. Belles images de tragédies trop belles pour être vraiment tragiques.

A côté, chez Yvon Lambert. L'intérieur est fermé par un rideau. Ecarter-le, c'est aussi tôt l'enfer, le vrai, un délugé de coups, quelque chose comme une épouvantable et interminable scène de ménage. Si non pire : rappellez-vous, quand vous étiez enfant, les colères pour une sale note ou une bêtise, les cris, les bouches distendues, leur fureur, votre peur, votre violente envie de fuir. Vous avez oublié ? L'installation de Barbara Kruger nous précipite vers nos frayeurs enfantines. Trois visages projetés aux dimensions du mur – donc gigantesques – hurlent ensemble ou alternativement des insultes, des obscénités, des accusations, leur rage, leur désespoir. Chacun indifférent aux autres, se perd dans son monologue furieux et disparaît, pour que surgisse à sa place un nouveau visage, tout aussi odieux.

L'ensemble s'intitule *Power, Pleasure, Desire, Disgust*. Le premier et le dernier mot s'entendent au premier degré. Les deux autres

ne sont là que par dérision, car on ne voit pas qui pourrait prendre du plaisir et ressentir un désir, coincé dans le noir face à ces têtes démoniaques. Hors le désir de fuir, évidemment. Si pénible soit l'épreuve, il faut la supporter le temps nécessaire, afin d'admirer comment Barbara Kruger – Américaine, la cinq-quantaine, une réputation bien établie de provocatrice qui gracie où ça fait mal – reprend une idée à la Bruce Nauman et l'amplifie jusqu'à la monumentalité et l'outrance.

Avec Tania Mouraud, les lumières vibrent, les visages deviennent des masques vides



Tania Mouraud, « Made in Palace », 1980.

Ce pourrait n'être qu'une hyper-trophie inutile, mais le format, le rythme, le plan serré, le vacarme, la confusion sonore augmentent l'intensité de ce qui n'est pas une spectacle, mais une agression. Ou une leçon d'anatomie expressive. Les muscles faciaux se contractent, se tendent, se crispent en éphémères grimaces.

Les yeux s'écarquillent. Les bouches qui crient et crachent la haine laissent voir les dents, la langue, jusqu'à la grotte. Femmes et hommes d'âge et de conditions variées – acteurs terrifiants – sont pris dans un processus d'observation clinique digne des expériences qui se pratiquaient dans les hôpitaux, avec l'aide de l'électricité et de la photographie. Ils sont humains jusqu'à l'anormalité.

Effet d'écho : vues aussiôt après, les photos de Tania Mouraud, exposées de l'autre côté de la rue, semblent étrangement inquiétantes. Tel ne devrait pas être le cas. Elles ont été prises en 1980 au Palace, avec la complicité des modèles, couples qui s'embrassent, corps

tourbillon de fantômes alors que la même image, plus petite, serait tenue à distance, objet de curiosité et de contemplation. Le trouble serait moins intense – l'attrait moins puissant.

Philippe Dagen

* Valérie Bellin, galerie Xippas, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e. M^e Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 01-42-27-05-55. Du mardi au samedi, de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 février. Entrée libre.
★ Power, Pleasure, Desire, Disgust. Barbara Kruger, galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e. Tél. : 01-42-71-09-33. Du mardi au samedi, de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 février. Entrée libre.
★ Made in Palace. Tania Mouraud, galerie Rabouan-Moussion, 121, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e. Tél. : 01-49-87-75-91. Du mardi au samedi, de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 février. Entrée libre.

Maurice Béjart danse contre l'atome

Avec « Mutationx », le chorégraphe livre une charge antinucléaire glamour et naïve

MUTATIONX, de Maurice Béjart. Jackie Gleason, John Zorn, Hugues Le Bars (musiques). Atelier Versace (costumes). Clément Cayrol (lumières). **PALAIS DES SPORTS**, Porte de Versailles, Paris-15^e. M^e Porte-de-Versailles. 20 h 30, les 9, 10, 11, 12 et 13 février : 15 heures, les 7 et 14. Tél. : 01-44-68-69-70. De 195 F à 330 F (de 30 € à 50 €). Jusqu'au 14 février. Deuxième programme : *Le Presbytère*, du 17 au 21 février, à 20 h 30.

Le Monde
À LA TÉLÉVISION
ET À LA RADIO

Le Monde des idées
LCI
Le samedi à 12 h 10 et à 16 h 10.
Le dimanche à 12 h 10 et à 23 h 10

Le Grand Jury
RTL-LCI
Le dimanche à 18 h 30

Le Grand Débat
FRANCE-CULTURE
Les 3^e et 4^e lundis de chaque mois
à 21 heures

A la une du **Monde**
RFI
Du lundi au vendredi
à 12 h 45 et 0 h 10 (heures de Paris)

La « une » du **Monde**
BFM
Du lundi au vendredi
13 h 05, 15 h 03, 17 h 40
Le samedi
13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

Chorégraphier l'horreur du nucléaire : il faut s'appeler Maurice Béjart pour oser pareille entreprise. L'idée est généreuse, l'intention louable. A la hauteur de l'inusable humanisme de ce chorégraphe populaire pour qui la danse a une mission : celle d'agir en Technicolor sur fond de violons stridents. Le sens de la vie. Maurice Béjart n'est pas le fils du philosophe Gaston Berger pour rien. Il aurait pu d'ailleurs choisir la voie de son père (il a obtenu une licence de philosophie à Aix-en-Provence).

S'il a opté pour la scène, c'est avec le désir de tout faire siens : théâtre, danse, opéra, musique. En ligne de mire de ce travailleur bouillonnant (il a quelque 250 ballets à son actif) : le spectacle total. Sans peur, ni complexe. Et ce n'est pas à soixante-douze ans que notre Maurice international va commencer à se remettre en question. Pour preuve donc : *Mutationx*, spectacle engagé s'il en est, patronné par le ministre de l'environnement, Dominique Voynet, qui a répondu dans l'enthousiasme à la demande du chorégraphe. Présente dans la salle, elle trouve dans l'artiste un formidable allié.

Le message de Béjart est écrasant. Sur trois grands écrans, les images tombent comme des couperets : champignon nucléaire, pollution, immenses éventails, cadavres. Visions apocalyptiques : tous aux abris. En combinaisons grises et masques antiaériennes, les danseurs, rescapés d'un ne sait quelle catastrophe, se traînent et se contorsionnent. On se sent prêt à voter écolo. Quand soudain, les accents viifs d'une musique jazzy des années 50, signée Jackie Gleason (également utilisée par Woody Allen dans son nouveau film *Celebrity*), remplissent l'espace. Place à la comédie musicale et à sa

délicieuse insouciance. Dans des robes acidulées comme des bonbons (la garde-robe est signée Versace), les filles agitent des garçons qui ne disent pas non. Vive la vie ! Le bonheur s'active en Technicolor sur fond de violons stridents. La danse contre la mort. Quelques minutes d'extase avant la déflagration fatale. « We want to dance more and more », déclare une danseuse.

PAILETTES, SQUELETTE
Un pied dans le glamour, l'autre dans la tombe. Tantôt paillettes, tantôt squelette. Maurice Béjart joue au Yo-Yo. Un peu trop. La prédiction ne fait plus sensation. Les symboles, gros comme une maison, défilent : poubelles grises pour hommes-déchets, os symboliques de la gestation, mannequin fumé démembré, poupées brisées. Une petite fille blonde enrubannée comme au temps de la comtesse de Ségar gambade au milieu du carnage. Pas un cliché manqué au catalogue. Jusqu'à la publicité pour l'eau : « Bientôt il sera difficile et même impossible d'obtenir un verre d'eau, simplement que de l'eau », dit un danseur sur un ton sépulcral. Certains spectateurs échouent un rire entre leurs mains. Une hilarité pas méchante pour deux sous, tant l'originalité est réussie.

Rosita Boisseau

CORPSENSUS
CORPSENSUS
les lundis • 8 et 15 février • à 20 h
au théâtre de rennes (place du centre pompidou 12, rue du centenaire 35000) • location 01-42-57-45-50
création chorégraphique : clara gibson-macwell
musiques : clara gibson • 14 personnes
toutes formes corporelles • spectacles suivis de rencontres avec les artistes
Place à la danse, à la poésie, à la poésie corporelle

SORTIR

PARIS

Laurent Fickelson Sextet Il y a à Paris une génération de trentenaires que le public s'est habitué à entendre dans les clubs de jazz de la « 52 Rue » parisienne, la rue des Lombards. Le pianiste Laurent Fickelson est de ceux-là. On l'a suivi avec les frères Belmondo, le batteur Simon Goubert. Son propre sextette commence à prendre de l'envergure avec trois souffles solides, ceux des saxophonistes Jean-Paul Adam, Yannick Rieu et Lionel Belmondo. Gilles Natel est à la contrebasse et Philippe Solair à la batterie.

Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, 1^e. M^e Châtelet. Le 6, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-86. 80 F.

Sunny Simmons Quartet Au sein du quartet du saxophoniste Sunny Simmons, on retrouve trois musiciens qui, dans les années 60 aux Etats-Unis et en

Europe, ont participé à l'avancée du jazz dans sa veine la plus libre. Ainsi, outre le leader Sunny Simmons, Sunny Murray (batterie) et Bobby Few (pianos), tous deux adoptés par Paris. A la contrebasse, l'un des musiciens les plus sûrs, Gildas Scouamec.

Sunset, 60, rue des Lombards, 1^e. M^e Châtelet. Le 6, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Kali Né à Saint-Pierre en Martinique,

Kali est issu d'un : famille de musiciens. On l'a connu avec le groupe de reggae : & Continent, puis, plus tard, scénario avisé faisant rejouer sur son banjo des mélodies canadiennes du temps jadis. Il revendique aujourd'hui vingt-cinq ans de carrière et présente son nouvel album *Francophone* (Déclic). New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 1^e. M^e Château-d'Eau. Le 6, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Affliction de Paul Schrader (Etats-Unis, 1 h 54). Astérix et Obélix contre César de Claude Zidi (France, 1 h 45).

Bubbles Galore (**) de Cynthia Roberts (Canada, 1 h 30).

Buffalo '66 de Vincent Gallo (Etats-Unis, 2 h).

Children of the Revolution de Peter Duncan (Australie, 1 h 38).

Des chambres et des couloirs de Rose Troche (Grande-Bretagne, 1 h 36).

Le Fantôme de l'Opéra (*) de Dario Argento (Italie, 1 h 43).

Le Jour du peintre (**) de Werner Nekes (Allemagne, 1 h 24).

Le Nuage de Fernando Solanas (Argentine, 1 h 50).

D'Amor Natural (**) de Heddy Honigmann (Pays-Bas/Bresil, 1 h 16).

L'ombre d'Andersen dessin animé de Jamilk Hastrup et Bent Haller (Danemark, 1 h 18).

La Petite Marchandise de roses de Victor Gaviria (Colombie, 1 h 45).

festival Présences. Orchestre du Conservatoire de Paris : *Vivaldi : Les Quatre Saisons*. Ravel : *Daphnis et Chloé*, suite n° 2. Debussy : *La Mer*. Shlomo Mintz (direction).

Crit de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, 19^e. M^e Porte-de-Panthéon. Le 6, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. 30 F.

Michel Dalberto, (piano)

Boris Belykin (violin)

Herve Jouain (cor)

Mozart : Sonate pour violon et piano KV 526. Brahms : *Trio pour piano, violon et cor* op. 42.

Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, 8^e. M^e Alma-Marceau. Le 7, à 11 heures. Tél. : 01-49-52-50-50.

120 F.

Quatuor de percussions Descon IV œuvres de Ma Noviani, Dubedout, Durieux et Giner. Donatième Michel-Danska (soprano), Véronique Ghesquière (harpe), Jean Geoffroy, Damien Petitjean (percussions), Emmanuel Conquer (direction).

Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, 16^e. M^e Passy. Le 7, à 18 heures. Tél. : 01-42-30-15-16. Entrée libre. Dans le cadre du festival *Présences*.

(Publicité)



Compagnie Elsa Wohlert

Théâtre Victor-Hugo, 14, avenue Victor-Hugo, 92 Bagneux. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-36-63-10-54. De 65 F à 80 F.

Orchestre national de jazz

Maison de la musique, 8, rue des Anciennes-Mairies, 92 Nanterre. Le 6, à 21 heures. Tél. : 01-41-37-94-20. 140 F.

Serge Hureau

Théâtre André-Malraux, place des Arts, 92 Rueil-Malmaison. Le 7, à 16 heures. Tél. : 01-47-32-24-42. 120 F.

RESERVATIONS

Ce soir on improvise de Luigi Pirandello, mise en scène de Luc Roncq.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6^e. Du 4 au 17 mars. Tél. : 01-44-41-36-36. De 30 F à 170 F.

DERNIERS JOURS

10 Février :

Les Mendicots

de Michel Albertini, mise en scène de Michel Albertini et Françoise Petit.

Corridie-Française Studio-Théâtre, 95, rue de Rueil, 1^e. Tél. : 01-44-58-98-58. De 45 F à 80 F.

11 Février :

Hocine Aït Ahmed pour la présence en Algérie d'observateurs lors de la présidentielle

Le candidat du Front des forces socialistes demande l'aide de la France

CETTE FOIS, c'est différent. En 1995, avec Lamine Zeroual comme candidat, on savait que les jeux étaient faits. Aujourd'hui, pour la première fois, une alternative existe. Le pouvoir en quête de légitimité est bien obligé de constater que les scrutins précédents mis en scène par lui n'ont rien réglé du tout. La voix enrouée après un discours de deux heures devant près de 10 000 personnes (selon l'AFP) réunies vendredi 5 février dans une salle du centre d'Algier, Hocine Aït Ahmed, soixante-douze ans, candidat officiel du Front des forces socialistes (FFS) à l'élection présidentielle d'avril, a la conviction qu'un changement est enfin possible.

Au discours sécuritaire, le seul tenu ces dernières années par le pouvoir, on peut en substituer un autre privilégiant « la paix et la sécurité ». « Je vais mettre l'accent sur la paix et la démocratie au cours de ma campagne électorale. Il faut arrêter ces années de carnage et cette logique de mort », résume, dans un entretien téléphonique au Monde, celui qui reste l'un des derniers « chefs historiques » de la guerre d'indépendance.

L'armée, explique-t-il, est la seule « institution détentrice du pouvoir réel dans ce pays. Le reste n'est que couverture. Nous ne sommes pas contre l'armée, elle doit

être forte mais il doit y avoir un transfert progressif du pouvoir vers les institutions civiles », dit M. Aït Ahmed. Partisan d'un changement « progressif et ordonné », le candidat du FFS souhaite ramener la paix dans son pays en « associant tous ceux qui condamnent la violence, sans exclusive pour retourner à la transition démocratique » interrompue par « le coup d'Etat de janvier 1992 » [l'arrêt par l'armée des élections législatives que les islamistes du HIS étaient à la veille d'emporter].

« Pour la première fois, une alternative existe »

Plusieurs candidats officiels ou officieux à la présidentielle assistaient au congrès du FFS qui a débuté vendredi son candidat. Parmi eux, Taleb Ibrahimi, Moulood Hamrouche, l'islamiste modéré Mahfoud Nahmeh... « Il y a une multiplicité de candidatures et c'est tout mieux. Nous ne défendons pas les mêmes options. Ce n'est pas un pool de candidats. Ce qui les réunit, c'est d'avoir signé une plate-forme commune appelant à un scrutin transparent. Abdelaziz

Bouteflika « peut signer le document s'il le souhaite », lance Aït Ahmed. Avec M. Bouteflika, présenté par certains à Alger comme le candidat de l'armée, Hocine Aït Ahmed souhaite entretenir des rapports « normaux ». « Le partage de certains militaires [allusion à l'appui des généraux Nizar et Belkheir] lui a fait plus de mal que de bien », observe-t-il.

Pour garantir un scrutin honnête, Aït Ahmed préconise la présence d'observateurs « nationaux et internationaux ». « Le pays est vaste et il faut réviser les listes électorales : quelques 3,5 millions d'électeurs ont été ajoutés du jour au lendemain pour les présidentielles de 1995. Les noms n'ont pas été rayés depuis. Un rapport parlementaire confidentiel a recensé trente-sept types de fraude à l'occasion des élections locales. La fraude, c'est le seul domaine technologique où l'Algérie est en pointe », observe le candidat du FFS. Seule parade, selon lui, « la venue de plus rapidement possible de milliers d'observateurs internationaux ».

L'important, ajoute-t-il, « c'est qu'on ait des observateurs de pays démocratiques et non un festival arabo-africain avec des personnes qui auraient décidé par avance que les élections sont transparentes. On compte sur le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, pour

coordonner ce travail en liaison avec les ONG ».

Hocine Aït Ahmed mise tout autant sur les pays européens et, en particulier, sur la France. « La communauté internationale, dit-il, ne peut plus accepter des élections comme auparavant. J'en appelle aux partenaires de l'Algérie, à la France, car c'est en partie à cause de leur laissez-faire qu'il y a eu trucage lors des scrutins précédents. »

Que se passera-t-il si le pouvoir constate que le résultat des élections risque de lui échapper ? Celui qui ses adversaires surnomment « l'homme du lac Leman » [allusion à l'ex volontaire en Suisse d'Aït Ahmed] redoute moins une annulation brutale du scrutin qu'une « provocation » sanglante qui dégénérerait. L'assassinat, le 25 juillet 1998, dans des conditions obscures, du chanteur kabyle Louâne Matoub est un scénario qui hante l'opposant de toujours au régime en place. « Il ne faut pas donner à l'armée de prétexte pour intervenir, souligne Aït Ahmed. Les autorités - pas simplement en Algérie, en France également - doivent appeler à la sagesse, à la prudence. Il faut rehabiliter la politique. Il faut que la compétition soit entre des gens civilisés, qui se respectent mutuellement », conclut Aït Ahmed.

Un des responsables de l'organisation mise en place à cette occasion en France était Ali

Attentats de 1995 : fin d'une partie de l'instruction

24 prévenus renvoyés en correctionnelle

Touchent, dit « Tarek », mais il ne comparera pas devant la justice française. Selon les autorités algériennes, Ali Touchent aurait en effet été tué, le 23 mai 1997, dans un hôtel d'Alger. Parmi les vingt-quatre personnes mises en cause par le juge, figure en revanche Boualem Bensaïd, alias « Mehdi », envoyé spécial du GIA en France pour diriger la campagne d'attentats.

Boualem Bensaïd, arrêté en novembre 1995, est suspecté d'avoir mis en place trois « équipes » opérationnelles distinctes, à Lille, Chasse-sur-Rhône et Vaulx-en-Velin. Ce dernier groupe était dirigé par le jeune Algérien Khaled Kelkal, impliqué dans plusieurs attentats, et tué par la gendarmerie le 29 septembre 1995 dans les environs de Lyon. Le principal complice de Kelkal, Karim Koussa,

figurera parmi les prévenus.

Enfin, Rachid Ramda, alias « Abou Farès », considéré comme le financier et l'un des donneurs d'ordres de cette campagne d'attentats, devrait être jugé par défaut. A l'époque des faits, Rachid Ramda était installé à Londres. Il est détenu en Grande-Bretagne depuis le 4 novembre 1995 mais la France n'a toujours pas obtenu son extradition.

Philippe Broussard

Deux importateurs de chevaux bordelais mis en examen après l'épidémie de trichinose

BORDEAUX
de notre correspondante

Les deux responsables d'une société bordelaise spécialisée dans l'importation et l'abattage de chevaux, Harinordoquy, ont été mis en examen et écroués, jeudi 4 février, pour escroquerie, fausse facturation, faux et tromperie. L'entreprise achetait des animaux vivants - essentiellement en Italie, en ex-Yugoslavie et en Pologne - avant de les envoyer dans des abattoirs français, notamment à Pézenas (Hérault) et à Narbonne (Aude). Par le truchement d'une double comptabilité, une partie de cette viande était revenue avec de fausses factures aux bouchers du grand Sud-Ouest. Cette société de viande en gros a également importé des carcasses d'Italie provenant de Pologne, sans le contrôle des services vétérinaires français.

Harinordoquy était déjà surveillée par les services vétérinaires. Une enquête épidémiologique menée par le ministère de la santé avait prouvé le lien entre l'entrepreneur et l'épidémie de trichinose apparue en mars 1998 dans le sud de la France : une centaine de personnes vivant dans le Tarn-et-Garonne avaient été infectées par

Claudia Courtot

AMÉRIQUE USA - CANADA

- Les locations de voitures à partir de 735 FF HT par semaine en kilométrage illimité
- Les locations de camping-cars à partir de 240 FF HT
- Les locations de tout-terrain et de Harley Davidson + de 1 000 billets et métals à partir de 305 FF TTC la chambre
- Les lodges des parcs nationaux
- Les séjours en ranches
- Les expéditions et raftings
- Des renseignements pratiques

Envoyez votre demande contre 10 FF en timbre.
* offre promotionnelle limitée, pris au 1/01/99 réservée

RACKROADS 14, place Denfert-Rochereau - 75014 Paris
Tél. : 01 43 22 65 65 - Lic. 075960068

Le maire de Montreuil supporte mal de voir une secte s'installer à sa porte

HASARD DE L'IMMOBILIER, goûte de la provocation ou sentiment de n'avoir rien à se reprocher ? L'Eglise internationale du Christ, classée dans la catégorie à risque des mouvements « apocalytiques » par le rapport parlementaire de 1999 sur les sectes, vient de s'implanter dans la ville de Montreuil. Le maire de la commune de Seine-Saint-Denis n'est autre que Jean-Pierre Brard, l'un des plus virulents pourfendeurs des mouvements sectaires. Ce député apparenté communiste, qui avait signé le rapport du 22 décembre 1995, est aujourd'hui rapporteur de la commission d'enquête parlementaire « sur la situation financière, patrimoniale et fiscale des sectes ».

A la suite d'un appel du maire contre cette « secte dangereuse », diffusé par courrier dans les soixante mille boîtes aux lettres de la ville, trois cents Montreuillois se sont rassemblés à proximité des bureaux de l'Eglise, vendredi 5 février, pour protester contre son ins-

tallation à deux pas du collège Marcellin-Berthelot, le groupe scolaire le plus important de la ville. « Crée aux Etats-Unis dans les années 70, l'Eglise internationale du Christ est qualifiée d'apocalyptique, comme l'ordre du temple solaire, dont nous avons encore en mémoire l'effroyable histoire semiée de massacres à répétition qui ont causé la mort de soixante-quatorze personnes, dont plusieurs n'étaient que des adolescents », a expliqué le maire.

Il est vrai que les années 1999 et 2000 sont lourdes de menaces dans ce genre de mouvements, qui prônent des suicides collectifs à l'approche d'un cataclysme mondial jugé imminent. Cet événement comprend plusieurs dates interprétées par leurs adeptes comme des rendez-vous importants, au croissement de l'apocalypse de saint Jean et de la doctrine hindoue des cycles. Rien n'indique cependant que l'Eglise du Christ de Paris, filiale de la multinationale de Boston, en soit

arrivée à ces extrémités. Même si la police française s'est inquiétée, en 1995, de la découverte de tenues de protection dites NBC (nucléaire, bactériologique, chimique) dans ses anciens locaux de Voulangis, en Seine-et-Marne.

M. Brard a rendu compte des témoignages d'anciens adeptes de l'Eglise internationale du Christ. Dès son recrutement, chaque membre est pris en charge par un maître à penser. Appelé discipliner, celui-ci a autorité sur les décisions relatives à la vie intime de son protégé, du mariage à l'éducation des enfants. Les adeptes doivent reverser au minimum 10 % de leurs revenus mensuels à l'Eglise. De quoi payer les 380 000 francs de loyer annuel demandés pour les 600 mètres carrés de bureaux occupés à Montreuil. « Sous le couvert du salut des âmes, a prévenu le maire, ce qui intéresse les sectes, c'est l'argent, votre argent. »

Erich Incian

Les Etats-Unis ont créé 245 000 emplois en janvier

L'ANNÉE a bien commencé aux Etats-Unis, où 245 000 emplois ont été créés en janvier, selon les chiffres communiqués vendredi 5 février par le département du travail. Le taux de chômage s'est stabilisé à 4,3 %, faisant mentir tous ceux qui pensaient que la tourmente financière mondiale allait freiner l'expansion américaine, qui entre dans sa neuvième année. Pour les analystes, les statistiques publiées vendredi ne devraient avoir aucune incidence sur la politique monétaire américaine, car elles ne contiennent aucun accélération de l'inflation par les salaires. Le salaire horaire moyen n'a progressé en janvier que de 6 cents, à 13,04 dollars. Le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, a d'ailleurs déclaré récemment au Congrès que le taux de l'emploi n'était pas, en soi, un élément orientant la politique monétaire.

Depuis le printemps 1991, quelque 19 millions d'emplois ont été créés aux Etats-Unis, mais l'inflation est restée faible. Les salaires réels sont récemment revenus à leurs niveaux d'avant la récession de 1990.

Un nouveau Salon d'art contemporain à Paris

UN NOUVEAU SALON D'ART CONTEMPORAIN intitulé « Art Paris, au carrousel du Louvre » se déroulera du 16 au 21 septembre dans les salles du Carrousel et réunira une soixantaine de galeries. Un lieu prestigieux et central, des dates proches de celles de la FIAC qui se tient chaque année à la porte de Versailles. Responsable de la foire d'art contemporain de Strasbourg, Alain Lamagnière, à l'origine de ce projet, parle d'« emulation » et pas de « concurrence ». « Nous respectons la place de la FIAC, précise-t-il, mais Paris est un lieu où le marché de l'art fonctionne toute l'année, et pas seulement quinze jours à la rentrée. Il faut redonner aux gens l'envie d'entrer dans les galeries. La quasi-totalité des visiteurs de la FIAC [200 000 environ] sont dans l'incapacité d'acheter : soit c'est trop cher, soit c'est rendu intellectuellement inaccessible. » Alain Lamagnière et ses amis veulent proposer un art autre. « Quelques grandes galeries sont intéressées, déçues de la FIAC ou interrogées sur sa localisation à la porte de Versailles. Mais nous voulons aussi montrer les artistes nouveaux venus qui, du fait de l'internationalisation du marché, n'ont plus de relais. »

Tirage du Monde daté samedi 6 février 1999 : 507 655 exemplaires. - 3

GRAND JURY

RTL Le Monde

NICOLE NOTAT

Débat animé par
OLIVIER MAZEROLLE

avec PATRICK JARREAU - LE MONDE
et PIERRE-LUC SÉGUILLON - LCI

DIMANCHE
18H30

SUR

RTL & LCI

Internet, bulle sp

ELIE W